

DATES

Dix ans après la révolte
des étudiants d'Athènes

(Page 2)

PROCHE-ORIENT

Le désastre palestinien

(Pages 4 et 5)

MAURITANIE

Les cités naufragées
du désert

(Page 6)

LA GRENADINE

Une séance
au comité central

(Page 7)

SOCIÉTÉ

Un village solaire
en Californie

(Page 11)

CULTURE

Tango, tango

(Page 12)

Dans « le Monde Dimanche »
quatre pages de radio et de télévision

Le projet de loi
sur la presse

Les valeurs et les réalités

« La liberté de la presse s'oppose à la possibilité de concevoir une expression et un public. L'indépendance de la presse doit être assurée au regard du pouvoir politique, de l'étranger, des puissances financières... » Il faut préserver la presse de province contre une nouvelle concentration. (...) Il faut maintenir le pluralisme de la presse quotidienne parisienne. Qui écrirait cela en 1979 ? Les syndicats de journalistes qui avaient déposé une plainte deux ans auparavant contre M. Robert Hersant, le déjà tout-puissant patron de la Sotepresse ? Un dirigeant de l'opposition socialiste d'alors à la tribune de l'Assemblée ou du congrès du parti ? Non. En termes, nets, reprenant « les valeurs affirmées dans la Résistance et la Libération », M. Georges Vedel, membre aujourd'hui du Conseil constitutionnel, dans un rapport au Conseil économique et social.

M. Vedel n'est pas un homme de parti. Il ne peut non plus être catalogué « à gauche ». On pourrait le considérer bientôt comme le « père spirituel » de la réforme de la législation de la presse qui entrainera le gouvernement tant les intentions et propositions de ce dernier correspondent aux orientations mesurées prononcées par l'ancien doyen de la faculté de droit de Paris. Est-ce tout à fait par hasard ? Le réalisme politique a pris le pas, la courbe ailleurs, sur l'idéologie, ou le souhait de transformer plus ou moins radicalement l'organisation sociale.

Mais cela n'empêche pas la morale — politique elle aussi — et le respect des engagements. Après des mois d'hésitations et d'interrogations, le constat du gouvernement est simple : la presse doit évoluer, selon les lois du capitalisme le plus sauvage, sans contrôle, sans moyen d'intervention d'aucune sorte. De ce fait, comme tenu en particulier des difficultés que connaissent les quotidiens, le processus de concentration d'accroît et le pluralisme est menacé.

C'est exactement le contraire de ce qu'étaient voutés, il y a quarante ans, les auteurs de la fameuse ordonnance du 26 août 1944, jamais appliquée. Les poursuites engagées, bien tardivement, n'ont jusqu'à présent rien donné. Les pouvoirs publics, les citoyens, n'ont pas les moyens de faire respecter cette liberté démocratique essentielle redécouverte par le pouvoir de gauche : le pluralisme et la concurrence, des titres de la presse d'information générale.

La question est posée depuis le 10 mai 1981. Pourquoi avoir attendu ? Pendant la période dite de l'état de grâce, on a jugé qu'il y avait mieux à faire.

YVES AGNÈS.
(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Monument

La France a célébré le soixante-cinquième anniversaire de l'armistice de 1918 avec ferveur. Oubliant les tranchées de la pseudo-guerre des banlieues — Villeneuve-Saint-Georges, Aulnay, Sarcelles ou Antony — les hommes politiques de tous bords se sont retrouvés pour honorer les morts et les rescapés de Verdun, de la Somme et de la Marne, batailles assurément plus meurtrières.

Une ombre sur cette ferveur : la police, à Paris, a dispersé des manifestants qui ont voulu ériger, par dérision, un « monument aux vivants ». Qui pourrait se flatter, aujourd'hui, de vivre pour la France ? Des noms !

BRUNO FRAPPAT.

L'enlèvement
d'Alfred Heineken

Pour 20 millions de florins...

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — La grande bâtisse de briques se ferme comme une huître à l'approche des journalistes. La firme se recroqueville sur son désarroi et son attente. L'écoulement de « public relations » les protégés du maître en ont perdu le goût de la promotion. Ejecté du siège social, l'intrus se laisse happer par Amsterdam qui, de tous ses néons, scintille jusqu'à l'obsession du nom du kidnappé : Alfred Heineken.

Amsterdam, c'est Heineken-City. Dès la tombée du soir, deux échopas lumineuses, dominant

Marnix Straat, n'en finissent pas de se remplir et de se vider. Ce nom, dont il a voulu anéantir la ruée permanente, en dessinant lui-même des caractères arrondis, est ici si familier, son monopole si évident, qu'on a peine à admettre que le groupe ne représente que la moitié de la consommation de bière néerlandaise. Lorsque Alfred Heineken invite sur son yacht la reine des Pays-Bas, ce sont les deux plus grands noms du royaume qui arpentent le même bastion.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 10.)

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE — N° 12067

4,80 F

DIMANCHE 13-14 NOVEMBRE 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-7222

La Communauté européenne en question

La longue marche des Dix

Lorsque les Dix s'étaient séparés, en juin dernier, à l'issue du sommet de Stuttgart, ils avaient donné l'impression que l'entente communautaire n'avait pu être préservée qu'en remettant à plus tard — plus précisément au sommet d'Athènes, qui aura lieu du 4 au 6 décembre — l'examen détaillé des difficultés auxquelles échappait le fonctionnement de la C.E.E. et la recherche d'un compromis. Il ne s'agissait pas, pour autant, de renvoyer la réforme des mécanismes communautaires aux calendes grecques ni de fuir des responsabilités qu'il était au contraire devenu indispensable et urgent d'affronter, mais de se donner le temps et les moyens de procéder à une véritable « mise à plat » de ces mécanismes.

Près de cinq mois ont passé. On ne saurait dire que les gouvernements et les groupes d'experts soient restés inactifs. De nombreuses séances de travail ont réuni dans la capitale grecque les ministres les plus directement intéressés (affaires étrangères, finances, agriculture, affaires européennes), cependant que le groupe unique de présidents (GUP) de prochains conseils européens multipliait les rencontres. Et, du mercredi 9 au vendredi 11 novembre, au conseil des ministres des Dix — le dernier de ce type avant le sommet, même si le conseil chargé des « affaires générales » se réunit, lui, comme prévu fin novembre à Bruxelles — a tenté de dresser le bilan de cette préparation et de transformer en

ébauche d'accord le long constat de désaccord qui avait précédé.

A moins d'un mois de la grande réunion d'Athènes, que précédera encore une intense activité diplomatique en coulisse, on ne peut tout de même que s'inquiéter, en dépit de quelques résultats obtenus cette semaine, de la lenteur de cette « longue marche » et de l'importance des divergences que cette ultime répétition générale confirme. Il est significatif que la

raison principale, voire unique, pour laquelle les Dix gardent espoir de parvenir à un compromis soit le risque considérable qu'en courrait la Communauté si ses membres ne parvenaient finalement à s'entendre.

Pour l'instant, si la subtilité ou la franchise n'ont pas manqué dans l'analyse des difficultés, l'esprit de synthèse semble en revanche faire singulièrement défaut. Chacun formule des observations et des propositions, se dit

convaincu de l'importance de l'enjeu et soucieux de voir les Dix surmonter leurs contradictions, mais peu nombreux sont les concessions susceptibles d'y contribuer. Le fossé entre la Grande-Bretagne et ses neuf partenaires, en particulier, n'est manifestement pas près de se combler. L'évolution des politiques, des monnaies — on le voit bien dans le cas de l'Allemagne fédérale — et même des institutions, la France s'irritant par exemple des pouvoirs du Parlement européen en matière de dépenses non obligatoires, vient encore compliquer le jeu traditionnel. Elle interdit, comme l'a opportunément rappelé M. Delors, de faire de la seule politique agricole commune le bouc émissaire de toutes les difficultés.

En fait, au-delà des dossiers techniques, c'est sur une certaine idée de l'Europe que le prochain sommet d'Athènes aura à statuer. Sans doute trop de réunions ont-elles déjà été présentées comme celles « de la dernière chance » pour que l'on puisse croire la construction européenne totalement bloquée par un échec des pourparlers. Mais la capacité des Dix à trouver un compromis sur ces dossiers techniques, notamment budgétaires, sera tout de même un bon test de leur volonté de voir s'affirmer l'Europe politique. Particulièrement à un moment où l'affrontement entre les Dix-Grands, directement ou par pays interposés, est plus vif et plus préoccupant que jamais.

BERNARD BRIGOUÈRE.



Propos contradictoires

De notre envoyé spécial

Athènes. — Vendredi 11 novembre, à l'issue de la session spéciale que le conseil des ministres des Dix a consacrée à la préparation du conseil européen des 4, 5 et 6 décembre, M. Cheysson a déclaré faire preuve « d'un optimisme relatif ». M. Delors s'est exprimé dans le même sens. Propos paradoxaux puisque, sur les huit ou neuf grands sujets de la négociation européenne en cours, le ministre des relations extérieures a admis « qu'il n'y a pas eu d'avancées... qu'il y a des diver-

gences graves ». M. Cheysson fait état de « mouvements » relevés dans les entretiens bilatéraux qu'il a eus en marge de la session.

En vérité, chacun des deux ministres espère que les gouvernements prendront à temps la mesure des dégâts que pourrait provoquer un échec. « Je ne vois pas le sommet d'Athènes, dans la situation internationale telle qu'elle est, avec les problèmes dramatiques qui se posent à certains pays européens, se terminer sans un compromis », a observé M. Delors. « Il n'y a aucune raison de penser qu'on ne pourra y

arriver. D'autant plus que tout on se rend compte du drame, des conséquences graves qu'aurait un échec à Athènes. Si l'on échoue, la Communauté va se bloquer », a commenté M. Cheysson. Pour sa part, M. Varis, le secrétaire d'Etat grec chargé des affaires européennes, qui préside les travaux du conseil, a estimé qu'il n'y avait pas eu de progrès. Et il est vrai que le chemin à parcourir pour aboutir à un compromis d'ensemble, qui serait sanctionné par la décision d'augmenter les ressources propres dont dispose la Communauté, demeure considérable. Sur cette

route difficile, les Français ont encore quelques obstacles de taille à surmonter s'ils veulent parvenir aux résultats qu'ils recherchent : une politique agricole commune (PAC) plus économe mais aussi revivifiée ; des moyens financiers utilisés de façon plus rigoureuse, en privilégiant les actions nouvelles nécessaires pour moderniser l'économie des Dix ; une correction des déséquilibres budgétaires établie de façon moins rudimentaire que dans le passé, ce qui veut dire moins favorable aux Royaume-Uni.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 3.)

Cartier

BRILLANTS CARTIER OVALES

le motif de Cartier

Le Monde

Une semaine avec...

L'ÎLE-DE-FRANCE

Continuant son tour de France des régions, le Monde du 14 (numéro daté du 15) au 19 novembre (numéro daté du 20-21) passera une semaine avec l'Île-de-France.

Chaque jour nous publierons dans un supplément de plusieurs pages, dans toutes nos éditions, les enquêtes et les reportages de la rédaction et de nos correspondants sur cette « région-capitale » qui rassemble huit départements : Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, les Yvelines, la Seine-et-Marne, l'Essonne et le Val-d'Oise.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 novembre. Pérou. Elections municipales dans un climat marqué par le terrorisme du Sentier lumineux.

Corée du Sud. Visite du président Reagan, arrivé la veille à Séoul.

Lundi 14 novembre. Nouvelle-Zélande. Visite de M. Claude Cheysson.

Tokyo. Conférence internationale sur la coopération scientifique et technologique.

Pékin. Session de discussion avec la Grande-Bretagne sur l'avenir de Hongkong.

Bangladesh. Visite de la reine Elisabeth.

Visite officielle à Paris du maréchal Nemeiry, président du Soudan.

Mardi 15 novembre. Visite officielle en France du président finlandais M. Mauno Koivisto.

Australie. Visite du M. Claude Cheysson.

Mercredi 16 novembre. Adoption du budget de l'Unesco.

Jendredi 17 novembre. Indonésie. Visite de M. Claude Cheysson.

Rome. Sommet franco-italien (jusqu'au 18).

Costa-Rica. Proclamation de la « neutralité permanente » du pays.

Inde. Visite de la reine Elisabeth.

Vendredi 18 novembre. Bonn. Congrès du S.P.D.

Rabat. Procès de militants « radicaux » de l'U.S.F.P.

Santiago. Manifestation pour la démocratie.

Le Monde

Service des Abonnements

75427 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1194 F 1727 F 2268 F

ÉTRANGER

(par mandat)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1140 F

II. - SUISSE TUNISIE

454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois virements) versent leur

chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) :

les abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE

A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

15 sch. (trois virements) ; Belgique, 1,10 F ;

Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark,

0,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 86 c. ;

G.-B., 90 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ;

Italie, 1.200 L. ; Liban, 370 p. ; Litua,

0,350 Lt. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège,

0,20 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,

96 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse,

7,75 fr. ; Thaïlande, 1,40 t. ; Yougoslavie, 130 ml.

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIAL 658572

C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beauvois-Méry (1944-1969)

Jacques Fauver (1889-1982)

Imprimerie

du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437.

ISSN : 0395 - 2037.

IL Y A DIX ANS, LA « NUIT » DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE D'ATHÈNES

La révolte des étudiants grecs

Zeus rend fous ceux qu'il veut perdre. Tels, il y a dix ans, les dirigeants grecs, ces « colonels » issus du hold-up militaire du 21 avril 1967. Amollis par le pouvoir, obnubilés par le fallacieux espoir que des élections générales pourraient les légitimer, le chef de l'État, M. Georges Papadopoulos, et le gouvernement Markizakis ne voient pas venir la révolte qui va abattre leur régime.

Certes, sur environ 120 000 inscrits en 1973 dans les facultés et les grandes écoles, moins de 15 000 militent dans les organisations d'étudiants, et le noyau activiste, de 2 000 jeunes, ne semblait pas en mesure de dépasser ses contradictions. Pourtant, la lutte contre la dictature et la volonté commune de rétablir la démocratie vont l'unifier et le rendre redoutable.

L'éventail politique du mouvement étudiant va de la droite libérale aux gauchistes de diverses obédiences en passant par les communistes et leurs alliés déclarés ou non. Une petite frange étroite, mais déterminée, fut vite débordée par ceux qui voulaient en débarrasser le régime.

En janvier 1974, plusieurs centaines d'étudiants occupent la faculté de droit d'Athènes et infligent un premier camouflet à la dictature. En février, près d'un millier d'étudiants manifestent dans l'enceinte de l'Ecole polytechnique, et, le mois suivant, la faculté de droit est réoccupée. Le défi lancé par les étudiants est devenu politique. En témoignent les graffitis, les affiches, les banderoles et les slogans.

Un camp retranché

Après une accalmie, l'agitation qui a gagné Salonique et entraîne les autres universités du pays reprend de plus belle dès le début du mois d'octobre. Le 8 novembre, encouragés par leurs professeurs, les étudiants de Polytechnique communiquent à la presse une résolution mettant l'accent sur les problèmes corporatifs. Mais, le dialogue tenté par le gouvernement s'étant soldé par un échec, une grève des cours est décidée pour le 19. Le 14 novembre, un millier d'étudiants réunis à la faculté de droit apprennent que la police et des éléments d'extrême droite se livrent à une « chasse aux sorcières » aux abords de l'Ecole polytechnique. Environ trois cents étudiants venus de la faculté de droit se jettent dans la bataille.

A l'intérieur de l'Ecole polytechnique, transformée en camp retranché, un comité d'initiative organise des équipes chargées d'assurer la sécurité, la propriété des locaux et le ravitaillement.

A 20 heures, un comité provisoire de vingt membres, représentant les facultés et les grandes écoles, fait face à une base en ébullition. Une partie des étudiants se prononce pour l'évacuation de l'Ecole. Certains, s'en remettent, pour abattre la dictature, aux futures élections. D'autres rejettent cette « parole de consultation ». Finalement, sous la pression exercée par la foule amassée dans les rues voisines, les étudiants constatent, toutes tendances confondues, que l'occupation « est devenue un fait ».

Dans la matinée du 15 novembre, la fièvre ne cesse de monter. Rue Patissia, les trolleys ne disposent



Dessin de ROUIL.

plus que d'un étroit couloir bordé de manifestants élançant des slogans hostiles à la dictature. Sur les trottoirs, dans l'avenue boisée jouxtant l'Ecole polytechnique, des débats passionnés s'engagent. Dans les petites rues du quartier Exarchia, bastion avancé de la contestation gauchiste, des échauffourées tiennent la police en haleine.

Aveugle, dans sa nuée olympienne, M. Papadopoulos est persuadé avoir affaire à une tempête dans un verre d'eau. Il s'entend dire par les ministres : « Les étudiants vont finir par rentrer chez eux ». En fait, les Athéniens vont sortir dans la rue.

Hérissés de haut-parleurs, les murs de l'Ecole polytechnique retentissent de slogans politiques : « Le pouvoir au peuple », « Pain, liberté, démocratie », « A bas la dictature ! ». Pour ne pas être en reste, les communistes y vont de leurs inséparables « A la porte les Américains ! », « A bas l'OTAN ! », « Fermons les bases de la mort ». Cependant, l'agitation s'étend aux quartiers populaires de la capitale. Des voitures privées, des camionnettes couvertes de pancartes et bandes de mégaphones, semant à tout vent le grain de la colère : le petit peuple apporte des colis de vivres, de modestes objets, sa chère et tendre solidarité. De même, des vedettes connues, du théâtre, du cinéma et de la chanson, ainsi que de nombreux professeurs d'université affluent dans les jardins de l'Ecole, où quelques anciens dirigeants politiques essaient de refaire surface.

Le 15 novembre, l'Ecole vibre d'espérance et vit une version grecque de mai 1968. « Groupes de discussion », « ateliers de création », « gauchistes multipliant les psychodrames, anarchistes transformant les murs en fresques... Vers 18 heures, un poste émetteur de radio est bricolé et lance le premier « Ici, Polytechnique. Les Grecs combattent pour la liberté ». Trop fai-

ble, il n'est entendu qu'à l'intérieur de l'Ecole.

Chaque courant, chaque fraction veut contrôler les postes-clés : imprimerie, radio, service d'ordre. Plus nombreux, mieux organisés, et surtout plus disciplinés, les communistes jouent un rôle prépondérant mais sans pouvoir canaliser au contraire un mouvement qui les intrigue. Les discussions âpres et fiévreuses se prolongent jusqu'à 5 heures du matin.

Le mépris et la colère

Lorsque l'aube se lève, le vendredi 16 novembre, une chape de mépris et de colère pèse sur Athènes. Stupéfaits, les citoyens comprennent soudain que l'incroyable est désormais possible : l'effondrement de la dictature.

Pourtant, ne tenant aucun compte des plus sévères avertissements, M. Papadopoulos et le gouvernement persistent à croire que l'agitation va retomber. Cet aveuglement n'est que le reflet d'une détermination à tout prix de ne pas céder. Or tout indique qu'un piège lui est tendu par ceux qui veulent sa perte. Un groupe de militaires suit le général Iannidis, le tout-puissant et redouté chef de la police militaire, prépare un nouveau putsch qui, le 20 novembre, doit installer la « seconde junte », celle des généraux.

Dès 9 heures du matin, en ce vendredi décisif, l'émetteur de Radio-Polytechnique, adroitement réparé, est entendu dans le Grand-Athènes. Mieux encore, les étudiants peuvent capter les émissions de la police et en suivre les mouvements. Des milliers de non-étudiants gagnent l'Ecole, et l'agitation s'étend aux quartiers populaires et au Pirée. A 18 heures, je me trouve au Patissia, face à l'Ecole, dans l'œil du cyclone.

Débordant les trottoirs, plusieurs milliers de manifestants, paralysant toute circulation, buent la dictature, acclamant la démocratie. Soudain un important groupe d'ouvriers se déploie ; forme un cortège orienté vers la place Omonia et lance le mot d'ordre : « Tous au Parlement ». Il s'agit du bâtiment où, à défaut d'une assemblée démocratiquement élue, siège le pouvoir dictatorial. Une heure plus tôt, la même consigne a circulé dans l'enceinte de l'Ecole polytechnique. Des groupes organisés et suivant un plan bien établi ont essayé de faire ouvrir les portes et d'entraîner les jeunes vers la place de la Constitution. Les tenants de la « gauche radicale » ont immédiatement réagi, bloqué les portes et dénoncé ce « Tous au Parlement » comme une manœuvre de diversion.

Le flux me porte aux premiers rangs des manifestants qui débouchent sur la rue du Stade et la remontent sous les encouragements de centaines de personnes surgies aux fenêtres et aux balcons. A la hauteur de la rue Corai, un désirable service d'ordre vient barrer la route aux manifestants. Ceux-ci malmenés et balayés les policiers, qui cherchent un refuge derrière les grilles du ministère de l'Intérieur, puis, déchaînés, les manifestants sacagent les kios-

ques à journaux, brisent les jardinières, renversent les voitures.

Des renforts accourent à la préfecture de police toute proche et, en quelques instants, la portion de la rue du Stade comprise entre la rue Pezmezoglou et la rue Corai devient un enfer. Vers 18 h 20, avec quelques manifestants et une poignée de passants effarés, le suis coincé dans le hall du cinéma Orphée, près d'une jeune femme baignant dans une mare de sang. Les policiers jouent de la matraque et lancent des grenades lacrymogènes. La foule déferle dans le centre de la capitale et, dès 19 heures, plus de 20 000 personnes tiennent la police en échec. Des barricades sont dressées, des feux sont allumés, qui ne sont pas de sont pas de joie.

Un millier de gendarmes, hâtivement amenés, se échangent alors de la protection des ministères et des bâtiments publics : les chefs de la police, impuissants, baissent les bras. Que peuvent-ils faire avec 1 400 hommes fatigués, 8 véhicules blindés, dont 3 sont en panne, et 5 vétustes voitures de pompiers ?

La terreur dans les hôpitaux

De la mairie d'Athènes à l'avenue Alexandria, les bagarres deviennent de plus en plus violentes, et le nombre des blessés de plus en plus élevé. Des ambulanciers bénévoles, des secouristes improvisés s'efforcent de conduire les blessés vers des hôpitaux et des cliniques débordées. Rue Patissia, alors que j'essaie de gagner l'Office central de télécommunications, je vois les manifestants collés contre les murs. Des policiers perchés sur la terrasse du ministère de l'ordre public « font des cartons » sur la foule.

Dans les hôpitaux, les agents de la dictature font régner la terreur, retardent les soins urgents et malmenent les blessés.

A 23 heures, plus de 50 000 manifestants occupent les abords de l'Ecole polytechnique. Des nuées de gaz lacrymogènes flottent sur la chaussée. Sur les marches de l'hôtel Acropole, rue Patissia, une jeune fille de dix-sept ans est mortellement blessée.

A la même heure, une réunion extraordinaire se tient à la présidence du conseil et M. Georges Papadopoulos donne le feu vert à ceux qui veulent faire appel à l'armée.

Deux chars du 28^e régiment de blindés, suivis par des camions chargés de soldats font mouvement

mais leur progression est retardée par les barricades. Des sections de la police militaire, une section de commandos, et de l'école de parachutistes complètent le dispositif chargé d'en finir avec les « voyous ». Le samedi 17 novembre, vers une 1 h 30 du matin, tous phares allumés et tirant des rafales d'intimidation, les chars investissent l'Ecole polytechnique.

« Soldats, ne tirez pas ! »

Derrière la grille centrale bloquée par une voiture, des étudiants crient : « Soldats, ne tirez pas, nous sommes sans armes ». D'autres escaladent les grilles latérales, cherchent à gagner un refuge mais sont interceptés et matraqués par la police qui a retrouvé son assurance. Des portes compatissantes s'entreouvrent et sont ébranlées au nez des poursuivants. A 2 h 30, des négociations se déroulent entre les officiers, les policiers et des représentants des étudiants. Ces derniers demandent à évacuer l'Ecole mais sous la protection de leurs professeurs, des journalistes grecs et étrangers et de l'archevêque d'Athènes. La discussion tourne court et un officier, hors de lui, donne l'ordre d'enfoncer la grille centrale. Près de 2 000 jeunes, dont 250 filles, sont alors contraints de passer sous de brutales fourches caudines. Sur les 740 jeunes arrêtés, il n'y a que 48 étudiants : leur révolte est bien devenue celle du peuple athénien.

La loi martiale est proclamée à 4 heures du matin. M. Georges Papadopoulos et son équipe basculent dans la trappe qui, quelques mois plus tard, avec la tragédie égyptienne, va englober la « seconde junte ».

Aujourd'hui encore, les controverses se poursuivent autour des « morts de Polytechnique ». Les tenants de la dictature soutiennent qu'aucun jeune n'y fut tué. Les démocrates font état de tous ceux qui, le 16, 17 et 18 novembre 1973, tombèrent, victimes d'une dictature aux abois. Le fait est que plusieurs zones d'ombre subsistent qui rendent difficile un bilan précis. Officiellement, 18 morts sont retenues comme indubitables et 4 autres comme probables. Cependant, certaines listes font état de 59 victimes. Le chiffre officiel des blessés est de 1 103, dont 61 policiers.

Quoi qu'il en soit, la révolte des étudiants et la « nuit de Polytechnique » qui ont profondément marqué toute une génération ne sont la propriété d'aucune faction et honorent l'ensemble du camp démocratique.

MARC MARCEAU.

CORRESPONDANCE

A propos de la libération de la Corse

M. Arthur Giovoni, ancien membre du comité départemental clandestin du Front national, nous adresse, à propos de l'article consacré à l'anniversaire de la libération de la Corse (Le Monde daté 9-10 octobre), des précisions dont voici l'essentiel.

Le préfet se rallie à l'insurrection. — Il ne se rallie pas. Après avoir beaucoup tergiversé, il cède la place et signe non pas l'ordre d'attaque rédigé par Maurice Choury et signé du comité départemental du Front national, mais l'arrêté proclamant le ralliement de la Corse à la France libre, avec le comité départemental qui s'est érigé en conseil de préfecture.

Scaramoni avait pour mission de faire échec aux chefs du Front national Giovoni et Vittori.

C'est faux, car il n'y avait pas de chefs hiérarchiques à la direction du Front national. Ce qui est vrai, c'est que, lors de son contact avec la direction du F.N., alors que nous lui proposons de le coopter au comité départemental, il nous déclara que sa mission était de « coiffer » toute la Résistance. Dès lors, nos chemins divergèrent, l'union était impossible.

Scaramoni devait tomber dans des conditions mal définies. — Le radio de Scaramoni, arrêté par l'OVRA sur le marché d'Ajaccio, a « donné » tout et tout le monde, à commencer par Scaramoni et les principaux dirigeants de son réseau, ce qui a entraîné sa liquidation.

Pourtalet, ancien député des Alpes-Maritimes, agent de liaison avec les communistes du continent. — La Fédération de la Corse du P.C.F. n'a eu qu'une seule liaison avec la direction nationale clandestine, assurée par Pierre Georges (le futur colonel Fabien) en février 1941.

Les armes furent distribuées en priorité aux partisans du P.C., les gaullistes, représentés par Maillot.

ne recevant que des armes de chasse.

Cela est démenti par le fait que Maillot lui-même a dirigé au moins un débarquement d'armes.

Les 110 tonnes d'armes et de munitions reçues à Ajaccio, essentiellement des mitrailleuses Stear, des grenades et des fusils antichars, ont été reçues, transportées et réparties par et aux onze mille sept cents patriotes du Front national (...).

Sur le point important de l'attitude et du rôle des deux coprésidents du C.F.L.N. de la Corse, je renvoie M. Palasio à un article de Maurice Choury (Histoire de notre temps, Plon, 1968). Il fait justice d'un certain nombre de ragots de gaullistes zélés et d'« errants » contenus dans les Mémoires de de Gaulle.

Deux hommes qualifiés ont rendu compte des embûches, Maurice Choury, historien, membre du comité départemental du F.N., sur la base des rapports des responsables militaires, et le général Gambiez, ancien commandant du bataillon de choc. Il reconnaît loyalement que les patriotes corse ont combattu seuls du 9 au 21 septembre et fait un compte rendu exhaustif de l'ensemble des opérations.

A ma connaissance, ce sont uniquement des furberies volantes américaines qui, de plusieurs milliers de mètres, ont lâché leurs bombes sur Bastia, que le dernier Allemand avait quitté depuis plusieurs heures. Avec cette « bavure », les Corse ont en un aperçu de ce qu'aurait été la libération de l'île si elle avait été obtenue par un débarquement de vive force.

Enfin, c'est la décision de se soulever avant le débarquement en cas de capitulation italienne qui a forcé la main aux états-majors et permis à la Corse d'être libérée « économiquement », si l'on se réfère à la libération de la Sicile ou de l'île d'Elbe. Cette décision exemplaire, grâce à l'union réalisée dans le Front national, a reçu, après coup, l'hommage de Giraud et de de Gaulle.

L'ÉVOLUTION DE L

M. Gromyko souligne

la « nécessité urgente »

de rétablir l'unité au sein d

la République tchèque

et de la République slovaque

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

« A Bratislava, le 14 novembre 1983 »

Etranger

D'ATHÈNES

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

M. Gromyko souligne la « nécessité urgente » de rétablir l'unité au sein de l'O.L.P.

M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, a quitté Moscou, vendredi 11 novembre, au terme de deux jours d'entrevue avec les dirigeants soviétiques. Selon l'agence Tass, « un échange de vues approfondi a eu lieu sur les problèmes relatifs à la situation au Liban ainsi qu'à la nécessité de rétablir l'unité au sein de l'O.L.P. ». La formule employée par l'agence officielle soviétique permet de penser que les divergences soviéto-syriennes à propos du chef de l'O.L.P., demeurant. En tout cas, M. Gromyko a souligné, selon Tass, « la nécessité urgente de surmonter les désaccords et de rétablir l'unité au sein du mouvement de la résistance palestinienne, afin qu'il reste une force active et efficace dans la lutte anticoloniale et antisioniste ».

M. Gromyko a, d'autre part, adressé un sérieux avertissement à « ceux qui voudraient tendre l'intervention armée dans les affaires intérieures de cet Etat (le Liban) et de son peuple ».

« Les faits toujours plus nombreux montrent à la surface prouvant que ceux qui ont perpétré une agression contre le Liban projettent d'écraser les forces nationales patriotes de ce pays qui luttent contre son occupation par les troupes israéliennes et américaines. Une armée de bâtiments de guerre israéliens avec des avions et des missiles », a-t-il déclaré, « doit être retirée des côtes du Liban. Tout porte à croire que Tel-Aviv, lui aussi, se prépare à de nouveaux agissements agressifs », a encore déclaré le ministre soviétique des affaires étrangères.

Dans sa réponse, M. Khaddam n'a pas fait allusion aux combats de Tripoli.

D'autre part, dans un discours prononcé mercredi, mais dont le contenu n'a été révélé que vendredi, M. Ponomarev, chef de la section des relations internationales au comité central, a déclaré que l'Union soviétique était « préoccupée » et « alarmée » par les événements du Nord-Liban, estimant que les affrontements armés porteraient « préjudice » à la cause palestinienne. « On ne peut pas se permettre de laisser l'état des choses au sein de l'Organisation de libération de la Palestine et de sa principale organisation, le P.L.F. », a, en effet, déclaré M. Ponomarev.

Le responsable soviétique a également indiqué que des « messages » ont été envoyés au président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et « à des pays arabes pour aider à mettre fin à la lutte armée ». Évoquant les récents affrontements entre dissidents et partisans du numéro un de l'O.L.P., M. Ponomarev a fait remarquer que cette situation avait « porté préjudice tant à la cause des Palestiniens qu'à celle des forces nationales patriotes du Liban, de tous les Arabes ».

« Les deux parties seront perdantes dans ce conflit, seuls les gouvernements d'Israël et des États-Unis en profiteront », a-t-il poursuivi. Après avoir dénoncé « la politique agressive » de l'administration Reagan dans cette région du monde, le dirigeant du P.C. soviétique a déclaré : « Nous sommes très sensibles en U.R.S.S. à tout ce qui se passe au Proche-Orient ».

Alors que le cessez-le-feu tient à peu près à Tripoli, M. Yasser Arafat a regagné, vendredi, l'appel officiel du mouvement d'unité islamique.

Al Towhid, qui s'est engagé à le soutenir dans une éventuelle bataille de Tripoli.

Cependant, l'éventualité de départ du chef de l'O.L.P. a pris une importance grandissante dans les efforts pour parvenir à une solution pacifique du siège de la deuxième ville du Liban.

A Tunis, la comité central de l'Organisation de libération de la Palestine, a, toutefois, annoncé, vendredi, « le refus de toute rencontre avec la direction libanaise » dans une lettre adressée, vendredi, au colonel Kadhafi. Cette lettre apporte un démenti à l'information publiée le même jour par l'agence libanaise Jam, selon laquelle le chef du Fatah, M. Arafat, avait accepté l'offre du colonel Kadhafi de se réfugier en Libye.

A Jérusalem, près de deux mille personnes ont manifesté vendredi leur soutien à M. Yasser Arafat, à la

Quand des soldats français remplacent l'armée libanaise...

Des nos envoyés spéciaux

Beyrouth. — « Deux camions piégés roulaient dans la ville » vendredi 11 novembre au soir et, durant toute la nuit, les soldats français, postés au côté des soldats libanais aux barrières, ont recherché deux véhicules fantômes signalés par des indicateurs. Bien qu'il fût hautement improbable que les auteurs d'attentats opèrent à une heure où, dans les rues désertes, les véhicules — surtout des camions — seraient très facilement repérables, compte tenu des récentes mesures de sécurité (le Monde du 4 novembre), aucun indice ne saurait plus être négligé après le double attentat du 23 octobre (297 morts : 239 Américains, 58 Français) et celui du 4 novembre (61 morts : 29 Israéliens, 32 Libanais et Palestiniens), sévèrement malgré la lueur de précautions prises par l'armée israélienne.

Aussi, les voies de passage entre les deux secteurs de la ville étaient-elles, vendredi soir, fermées ou quasi-fermées par des camions et blindés français et libanais en chasse. Comme si les véhicules piégés devaient passer d'un secteur à l'autre de la ville.

Les soldats français, après s'être barricadés dans quelques postes isolés par des remblais de terre du reste de la ville, se sont de nouveau répandus dans celle-ci, d'abord, depuis quatre jours, en reprenant leurs patrouilles à pied, ensuite, depuis quarante-huit heures, en s'installant au côté de l'armée libanaise, ou même en la remplaçant carrément dans certains postes. En effet, depuis le jeudi 10 novem-

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

L'ambassade soviétique à Bonn précise que seule la « présence effective » des fusées de l'OTAN en R.F.A. mettrait un terme aux pourparlers de Genève.

L'Union soviétique a annoncé, vendredi 11 novembre, le message qu'elle avait proféré la veille à propos de l'effet qu'aurait, sur les pourparlers eurostratégiques qu'elle poursuit avec les Américains, un vote du Bundestag autorisant le gouvernement de Bonn à faire procéder à l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière prévus.

L'ambassadeur d'U.R.S.S. dans la capitale fédérale avait tout d'abord indiqué, selon le vice-président du parti social-démocrate, M. Horst Ehmke, qu'un tel vote conduirait Moscou à se retirer des pourparlers (le Monde du 12 novembre). Ses services ont ensuite diffusé une mise au point précisant que c'était « la présence effective de nouvelles fusées nucléaires américaines en Europe » qui rendrait « impossible » la poursuite des négociations de Genève.

Le chancelier Kohl a, indigné, dans une lettre adressée au chef de file de l'opposition social-démocrate, M. Vogel, que les préparatifs de l'installation des euro-missiles en R.F.A. ne commencent pas, en toute hypothèse, qu'après la décision prévue à ce sujet au Bundestag pour les 21 et 22 novembre prochain, contrairement à ce qu'avait pu laisser croire une précédente déclaration du porte-parole adjoint du gouvernement, M. Jürgen Sudhoff.

A Moscou, le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, a

4) :
1) :
2) :
3) :
4) :
5) :
6) :
7) :
8) :
9) :
10) :
11) :
12) :
13) :
14) :
15) :
16) :
17) :
18) :
19) :
20) :
21) :
22) :
23) :
24) :
25) :
26) :
27) :
28) :
29) :
30) :
31) :
32) :
33) :
34) :
35) :
36) :
37) :
38) :
39) :
40) :

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE EN QUESTION

Propos contradictoires

(Suite de la première page.)

On commence à distinguer ce que sera la réforme de la PAC : un ensemble de dispositions, douze mesures pour tous, qui devraient permettre d'économiser entre 2 et 2,5 milliards d'ECU par an (entre 14 et 17 milliards de francs) et rendre l'agriculture européenne plus performante. Mais cela ne signifie pas que les difficultés soient surmontées. Les Français, qui s'apprêtent à accepter un plafonnement de la production laitière, sacrifice important, exigent en contrepartie une élimination plus rapide des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) appliqués dans les échanges par les pays à monnaie forte, en particulier par la R.F.A.

Jouant comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation, ces M.C.M. leur permettent d'offrir des prix garantis plus élevés que dans le reste de la Communauté tout en demeurant redoutablement compétitifs à l'exportation. Sur ce point essentiel, les Allemands n'ont pas esquissé le moindre mouvement. En outre, les Allemands considèrent avec réticence l'idée française d'un renforcement de la préférence communautaire et, au-delà de l'agriculture, d'une politique commerciale commune plus musclée.

Toutefois, dans la phase décisive de cette négociation, moyennant quelques efforts de part et d'autre, Français et Allemands devraient pouvoir agir de concert.

En réalité, les premiers ont le même souci de rigueur financière que les seconds (même s'ils souhaitent l'augmentation des ressources propres pour que la Communauté, et notamment la PAC, puisse fonctionner normalement sans problèmes de trésorerie). Simple différence, mais elle n'est pas déterminante, les Français entendent que cette discipline budgétaire accrue ne vise pas uniquement le marché commun agricole. « Nous sommes partisans d'un code de conduite conçu pour que le contrôle des dépenses soit assuré et leur développement maîtrisé. Mais il devra s'appliquer à toutes les dépenses, car il ne faut pas faire de la PAC le bouc émissaire », a dit M. Delors.

PHILIPPE LEMAITRE.

Des milliers de fidèles de Solidarité ont manifesté à l'occasion de la fête nationale

La Pologne a connu vendredi 11 novembre, une nouvelle journée de protestation, répondant à un scénario désormais familier : des fidèles sortant de la messe, qui se forment en cortège et se mettent à lancer des slogans : « Pas de liberté sans Solidarité », « Lech Wałęsa », « Nous saluons les claudinants », et puis les chants anti-génie de la milice qui tentent de disperser la foule et qui finalement chargent, utilisant des canons à eau, et faisant tourner leurs matraques.

Plusieurs milliers de personnes à Varsovie et à Cracovie, plusieurs centaines à Gdansk, ont ainsi manifesté vendredi leur fidélité au syndicat dissous, à l'occasion du 65^e anniversaire du 11 novembre 1918, jour où la Pologne, après plus d'un siècle de partage entre la Russie tsariste, la Prusse et l'Autriche, retrouvait son indépendance.

C'est à Varsovie que la manifestation a été la plus importante. Quinze mille personnes qui venaient d'assie-

Irlande du Nord

Le congrès du Sinn Féin devrait approuver la « ligne électorale »

Un réservoir de la police a été abattu, jeudi 10 novembre, à son domicile d'Annalong, dans l'est de l'Ulster. La veille, un jeune catholique avait été tué à Armagh par un groupe extrémiste protestant. Ces deux attentats s'ajoutent à un bilan déjà lourd pour la dernière semaine : cinq morts et quarante-six blessés au cours d'attaques revendiquées pour la plupart par l'IRA et l'INLA.

Cette recrudescence de la violence intervient alors que le Sinn Féin, la représentation politique de l'IRA, est réuni, depuis le samedi 12 novembre, à Dublin, pour son congrès annuel, important en raison de la décision de M. Ruairi O'Brien d'abandonner son poste de président du mouvement.

Les deux candidats à sa succession représentant en effet deux tendances assez divergentes au sein du Sinn Féin. Alors que M. Dáithí O'Connell, originaire d'Irlande du Sud, est de la tendance traditionnelle, M. Gerry Adams, qui part favori, incarne au contraire les nou-

velles orientations données au mouvement par les militants d'Irlande du Nord.

Cette nouvelle ligne condamne les attentats sélectifs et souhaite jouer au maximum la carte électorale. M. Gerry Adams est lui-même député de Belfast au Parlement de Westminster (où il refuse de siéger). Il pourra faire valoir auprès des députés, que le Sinn Féin en Irlande du Nord a cinq élus à l'assemblée régionale et y a un an, un seul député mais 40 % des voix de la communauté catholique aux élections législatives britanniques de juin.

Cette stratégie électorale peut modifier considérablement le paysage politique, non seulement en Irlande du Nord (où les gains du Sinn Féin se font aux dépens du parti catholique modéré, le S.D.L.P.), mais aussi en République d'Irlande où des progrès de ce mouvement pourraient changer le très précaire équilibre des partis. — (A.F.P.)

Le bureau politique du parti ouvrier unifié (POUP), a convoqué, pour les 18 et 19 novembre, le quatrième plénum du comité central consacré aux questions économiques. Les autorités avaient récemment reconnu que le ralentissement du rattrapage du bétail le 1^{er} novembre et les protestations qui l'avaient accompagnée ont mis en lumière « les symptômes d'une détérioration des sentiments de travailleurs », qui requièrent une « analyse urgente ». Après le bilan déjà infligé au ministre du commerce intérieur, on s'attend que le plénum soit marqué par des changements de personnel au sein des instances dirigeantes. (A.F.P., Reuters.)

M. Lech Wałęsa a invité le syndicaliste chilien, Rodolfo Seguel à la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix à Oslo, le 10 décembre. Le dirigeant syndical chilien, surnommé « le Wałęsa chilien » pour avoir pris la tête des journées de protestations organisées contre le régime militaire, s'est déclaré « très honoré » par cette invitation, dans laquelle il voit « la reconnaissance des efforts faits par les syndicats chiliens pour le rétablissement de la démocratie dans ce pays ». — (U.P.I.)

A SÉOUL

Le président Reagan dénonce le régime de Pyongyang et souhaite qu'un dialogue s'ouvre entre les deux Corées

مَكْنًا مِنَ الْأَصْلِ

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Des pays d'Amérique centrale recherchent les « moyens légaux » d'intervenir contre le Nicaragua

New-York. — Le Conseil de défense d'Amérique centrale, le CONDECA, créé en 1963 sous l'égide des États-Unis, cherche à déterminer s'il peut être légal de lancer une opération militaire contre le Nicaragua, affirme le New York Times du vendredi 11 novembre.

Le CONDECA a également adopté une recommandation demandant l'appui logistique des États-Unis et, « en cas de crise extrême, une participation directe des États-Unis avec toutes leurs ressources », a ajouté le quotidien.

Les chefs d'État-major du Salvador, du Guatemala, de Panama et du Honduras ont adopté ces recommandations lors d'une réunion secrète les 22 et 23 octobre à Tegucigalpa. L'une d'entre elles concerne

l'étude d'« instruments légaux » qui pourraient, selon le New York Times, « permettre aux forces de sécurité et armées de Panama et des autres pays d'Amérique centrale de participer à une action pour la pacification du Nicaragua ».

L'organisation jouerait en effet « prévisible » une « situation de guerre » en raison du soutien apporté à des « groupes subversifs » de la région par l'Union soviétique et ses alliés.

Les pays d'Amérique centrale et des Antilles ont, selon le CONDECA, un « besoin urgent » de « joindre leurs forces et d'entreprendre des actions destinées à garantir la sécurité et la stabilité de la région ».

Grenade

M. Weinberger affirme que les troupes américaines seront retirées de l'île d'ici à deux mois

Un nouveau contingent de sept cents soldats américains a quitté la Grenade, où il ne reste plus que deux mille trois cents militaires sur les six mille que comptait la force d'intervention dans les jours qui ont suivi l'invasion. On a appris vendredi 11 novembre à Saint-George's. Les troupes retirées appartiennent à la 82^e division aéroportée et ont regagné leur base de Fort-Ragg (Caroline du Nord).

A Washington, le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré vendredi que toutes les forces américaines seraient retirées de l'île caribéenne « d'ici peu de temps ». La présence des troupes américaines n'excéderait pas la limite de soixante jours fixée par le Congrès, a précisé M. Weinberger au cours d'une brève conférence de presse, après avoir visité une exposition des armes saisies à la Grenade. M. Weinberger s'était jusqu'à présent refusé à fixer une date pour le retrait de l'ensemble du corps expéditionnaire.

Bien que l'intervention américaine ait été critiquée ou condamnée par les alliés de l'OTAN, M. Weinberger a indiqué que plusieurs ministres de la défense de pays de l'OTAN lui avaient fait part « en privé » de leur soutien. Le secrétaire à la défense s'est refusé à identifier ces ministres, précisant seulement que ces remarques lui avaient été faites lors de la réunion du comité des plans nucléaires de l'OTAN à Ottawa, il y a deux semaines.

L'incertitude persiste, d'autre part, sur les intentions de M. Alexander McIntyre, un haut fonctionnaire grenadin travaillant pour les Nations unies et que le gouverneur général, sir Paul Scoon, a pressenti pour diriger le gouvernement intérimaire de sept membres chargé d'administrer le pays en attendant les élections générales prévues pour l'automne prochain. M. McIntyre, qui devrait abandonner ses fonctions à l'ONU, a

Genève, pour remplir cette nouvelle tâche, a fait savoir qu'il avait besoin de quelques jours de réflexion.

A Saint-Domingue, M. José Francisco Pena Gomez, dirigeant du parti révolutionnaire dominicain et vice-président de l'Organisation socialiste, a remis à M. Blanca, ambassadeur itinérant français pour l'Amérique latine, les copies de deux lettres que l'ancien premier ministre de la Grenade, M. Maurice Bishop, avait adressées au début de cette année au président Reagan et dans lesquelles il exprimait son désir d'améliorer les relations entre son pays et les États-Unis. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Guatemala

DES COOPÉRANTS DE L'AGENCE INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT SONT ASSASSINÉS

Guatemala (A.F.P.). — Les cadavres calcinés de trois personnes, dont deux étaient des coopérateurs de l'Agence internationale pour le développement (A.I.D.), ont été découverts vendredi 11 novembre dans les environs de la capitale.

Il s'agit de M^{me} Julieta Sanchez, quarante-deux ans, professeur, de sa fille et sans doute de M. Pedro Xiloj, linguiste, tous trois ressortissants du Guatemala.

Les deux collaborateurs de l'A.I.D., M^{me} Julieta Sanchez et M. Pedro Xiloj, participaient à des projets lancés au Guatemala par le gouvernement américain. Lors de la disparition, le 18 octobre, de Pedro Xiloj, l'ambassade américaine au Guatemala avait exprimé sa préoccupation.

L'O.L.P. survivra peut-être à l'épreuve de Tripoli.

Mais, à l'heure du bilan, quel désastre ! Le mouvement palestinien, à l'apogée il y a dix ans, est déchiré par une furieuse guerre civile. Son indépendance est en train de sombrer. Son chef charismatique, Yasser Arafat, est traqué par ses anciens compagnons d'armes et les Syriens. A quoi ont servi tant de souffrances dans la lutte contre Israël, tant de destins tragiques de militants ? Quelles perspectives, sinon celle d'une intégration dont l'exemple jordanien montre les limites ? Le peuple palestinien vit l'une de ses heures les plus sombres.

le pot de terre contre le pot de fer

normaliser les relations de son organisation avec le président Assad. Nul n'avait, en fait, d'illusions sur les résultats de cette rencontre, qui se déroula dans un climat de méfiance réciproque. Les Syriens craignaient en effet, à juste titre, que le mouvement jordanien-palestinien ne fût pas définitive.

Le chef de l'Etat syrien avait accepté de se prêter à cette comédie de réconciliation à la de-

Damas, qui l'avait minutieusement préparé.

Certains affirment qu'il était encore possible au début de mai à M. Arafat de circonvenir et de limiter la rébellion en essayant de trouver un modus vivendi avec le président syrien, c'est-à-dire en abandonnant en partie son désir d'indépendance à l'égard de Damas. C'était mal connaître M. Arafat, qui a toujours eu une conception intrinsèque de sa mission, s'estimant

adopté une attitude de neutralité apparente entre les factions rivales du Fath, intervenant ouvertement dans les combats de la vallée de la Bekaa aux côtés des dissidents. M. Arafat dénonçait aussitôt cette collusion et était expulsé de Damas. Ce fut probablement sa seconde erreur capitale. Et restant dans la capitale syrienne, il aurait pu en effet retarder, peut-être même arrêter, l'offensive syro-palestinienne, qui, en l'espace de six mois, devait aboutir à la débâcle de ses

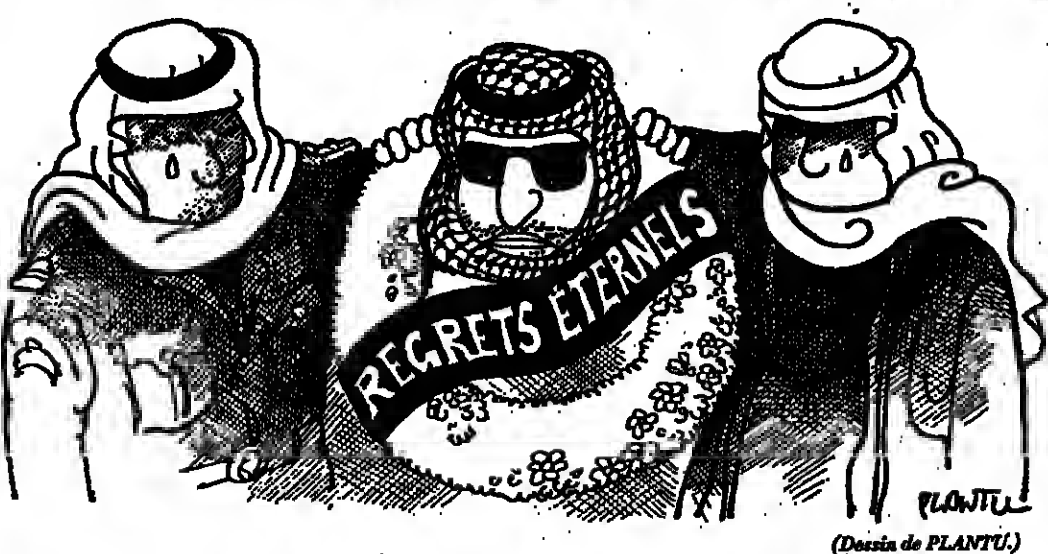
la dissidence au sein du Fath, sa principale composante, ne survécut probablement pas à la disparition de M. Arafat.

Certes, en restant à Tunis, M. Arafat aurait pu se désintéresser du sort des combattants palestiniens du Liban-Nord. Mais, de toute manière, l'option de la lutte armée palestinienne, qui n'a d'ailleurs jamais menacé réellement Israël, était déjà bel et bien morte depuis la défaite de Beyrouth-Ouest de l'année dernière. Ce qui reste des forces militaires de l'O.L.P. au Liban est désormais confisqué par la Syrie. Mais celle-ci n'a pu parvenir jusqu'à présent à mettre sur pied la nouvelle O.L.P. docile dont elle rêve. Les mutins du Fath n'ont en effet jamais constitué une solution de rechange crédible, surtout depuis qu'ils ont été leur sort à celui de la Syrie, dont il sont devenus progressivement les agents. Le F.D.L.P. et le F.P.L.P., qui constituent, après le Fath, les deux mouvements les plus importants de l'organisation, se sont opposés à toutes les tentatives de Damas de les embrigader dans la lutte contre M. Arafat.

Marceli dernier encore, M. Nayef Hawatmeh, le chef du F.D.L.P., pourtant proche de Damas, affirmait que « toutes les tentatives de casser l'O.L.P. ne passeront pas » et que les Palestiniens ne permettraient pas « la création d'une nouvelle organisation qui soit au service de nouveaux axes politiques autres que palestiniens ».

Il est fait probable que l'O.L.P. survivra à la crise actuelle si M. Yasser Arafat réussit à sortir de Tripoli la tête haute. Mais, même dans ce cas, l'organisation palestinienne ne sera plus ce qu'elle a été durant les quinze années où règne incontesté de son chef et devra modifier profondément sa stratégie, son programme politique et ses structures.

JEAN GUEYRAS.



(Dessin de PLANTU)

mande expresse de l'Arabie Saoudite. Il estimait désormais que M. Arafat était « irrécupérable » et avait déjà donné le feu vert à la mutinerie des dissidents du Fath, qui devait éclater le 6 mai 1983, soit trois jours exactement après la réunion de Damas. Le dirigeant de l'O.L.P. eut le tort de sous-estimer de prime abord l'importance et la gravité de cette rébellion, qu'il attribua à une poignée de « colonels égarés », appuyés par la Libye. Le colonel Kadhafi, en fait, ne jouait dans cette affaire qu'un rôle secondaire, et le mouvement de dissidence n'aurait pas éclaté, ou, du moins, se serait vite éteint, s'il n'avait été appuyé par

l'incarnation de la légitimité palestinienne. Ses rappels à l'ordre adressés aux « officiers félons » demeurèrent vains, et il se rendit vite compte que derrière les mutins, dont certains, tel le colonel Abou Moussa, n'étaient pas des militants sans valeur, se trouvait la puissante Syrie, décidée à démanteler pièce par pièce tous les rouages de son organisation pour la remplacer par une « O.L.P. bis » qui lui serait totalement infidèle.

Une erreur capitale

C'était le combat du pot de terre contre le pot de fer. Fin juin, les Syriens, qui, au début, avaient

forcés armées dans la vallée de la Bekaa d'abord, puis dans la région de Tripoli.

Sa troisième erreur fut son retour au Liban-Nord au milieu de ses troupes menacées. Décision courageuse, à ce point de vue, mais, au bout du compte, elle fut une erreur capitale. M. Arafat, certes, n'avait pas le choix, mais il ne devait pas se laisser enfermer à la tête de ses soldats lorsque ceux-ci sont en danger. Mais en débarquant à Tripoli, dans une soufrière tendue par les Syriens, il a, à l'admette ou non, mis en danger l'existence même de l'O.L.P. Cette dernière, en effet, déjà affaiblie par

La Jordanie, refuge et terre d'exil

De notre correspondant

Amman. — Un Palestinien sur deux, aujourd'hui, a un passe-port jordanien. La Jordanie est en effet le seul pays arabe à avoir accordé, dès 1952, la citoyenneté aux Palestiniens réfugiés sur son territoire ainsi qu'à ceux de Cisjordanie, laquelle avait été formellement rattachée à la rive orientale du Jourdain par le roi Abdallah en 1950. Le royaume hachémite est aujourd'hui encore le pays arabe qui abrite la plus forte concentration de Palestiniens.

Au 30 juin 1983, l'UNRWA (1) recensait en Jordanie 759 166 réfugiés palestiniens, dont 237 541 répartis dans les dix camps du royaume. Ce sont les seuls chiffres précis dont on dispose. Or de nombreux Palestiniens déracinés par la création de l'Etat d'Israël et la guerre de juin 1967 ne sont pas enregistrés auprès de l'UNRWA. Ces chiffres ignorent à plus forte raison les Palestiniens qui avaient choisi de s'installer en Transjordanie avant la guerre de 1948.

Aucune enquête sociologique systématique, aucune étude de statistique générale n'a jamais été menée sur cette communauté palestinienne qui représenterait, pourtant, selon les estimations les plus courantes, près de 60 % de la population totale du pays (2), mais que les recensements officiels ne distinguent pas des autres habitants. Le flou sur ces données aux implications politiques évocatrices persiste définitivement entretenu par les autorités jordanien, qui ne manquent pas de souligner que « Palestiniens et Jordanien forment un seul peuple ». Mais il est égale-

ment une illustration frappante de la situation particulière des Palestiniens de Jordanie, écartelés entre une assimilation imparfaite mais réelle et le refus de perdre leur identité et de renoncer à leur rêve d'un Etat en Palestine.

Les villes au luxe parfois ostentatoire de certains quartiers résidentiels d'Amman témoignent de la réussite économique et sociale d'une bourgeoisie palestinienne qui joue un rôle moteur dans les finances, le commerce et l'industrie du pays. Enseignants, universitaires, ingénieurs, médecins, magistrats, etc., les Palestiniens constituent une part essentielle de l'élite intellectuelle. Cependant, il y a quelque temps, en lançant en toute innocence le mot « intégration », nous avons fait bondir un juriste palestinien pourtant solidement établi ici et qui fut, pendant plusieurs années, le président du syndicat des avocats jordanien.

Maintenir l'identité

« Il y a un aspect psychologique important chez les Palestiniens. Nous voulons un pays où personne ne nous considérerait comme des étrangers. C'est pourquoi nous ne pouvons pas oublier la Palestine et être totalement intégrés », nous dit-il alors. Ce sentiment d'appartenance à une communauté particulière, ayant ses propres aspirations, ne subsiste que sous une forme très atténuée chez les Palestiniens qui s'installent dans le royaume avant 1948 et ont souvent tendance à se situer d'abord en tant que Jordanien. Il n'a en revanche rien perdu de sa force, bien qu'atténué avec de multiples nuances

selon les milieux sociaux et le degré de politisation, chez ceux, beaucoup plus nombreux, qui ont quitté la Palestine contrainte et forcée depuis la création d'Israël et chez leurs enfants nés en Jordanie mais issus dans la sou-

venir sans cesse attirés du paradis perdu. Dans les milieux populaires, cet attachement à l'identité palestinienne prend souvent des voies détournées. Ainsi s'est-il notamment cristallisé autour de l'équipe de football de Wadwat, le plus grand camp de réfugiés d'Amman. Chaque fois qu'elle remporte une victoire sur une autre équipe jordanienne, elle déclenche chez ses supporters palestiniens un enthousiasme qui ne relève pas seulement de l'intérêt sportif. Par ailleurs, dans les camps, les réfugiés se sont des l'origine regroupés selon leurs villages d'origine.

C'est au nom de leur identité qu'ils s'accrochent, avec l'énergie du désespoir, à leur statut de réfugiés. Tout ce qui, à leurs yeux, porte atteinte à ce statut est violemment dénoncé : les menaces qui pèsent sur les écoles de l'UNRWA (133 729 élèves, 3 756 enseignants en Jordanie) en raison des difficultés financières chroniques de l'Agence ; la suppression de la distribution de rations alimentaires de base (3) et le remplacement des cartes familiales de rations par des cartes d'identité individuelles... Ces mesures, affirmait-il, font partie d'un « plan » visant à supprimer progressivement tous les services fournis par l'UNRWA, et à « liquer », en le niant, le problème des réfugiés palestiniens. « L'existence de l'UNRWA témoigne de l'injustice subie par notre peuple

et en accuse Israël. Ce témoignage ne peut être effacé tant que le problème palestinien n'aura pas été réglé », souligne Abou Adnan, un notable du camp de Wadwat.

L'histoire orageuse des relations entre la résistance palestinienne et les dirigeants jordanien jusqu'au milieu des années 70 et le méfiance réciproque qui en a résulté ont certainement porté préjudice à la participation des Palestiniens à la vie politique du royaume. Ils n'ont que rarement accès aux postes-clés de l'Etat, de l'armée et de la diplomatie. Le Conseil national consultatif, qui tient lieu de Parlement depuis que celui-ci a été suspendu en 1974, ne compte, d'autre part, que vingt-deux membres d'origine palestinienne sur soixante-quinze. Les élections législatives par les affranchissements jordanien-palestiniens de 1970-1971 se sont, certes, beaucoup atténuées ces dernières années, même si elles n'ont pas complètement disparu. Mais il reste encore un long chemin à faire avant que les notions d'identité et de la cause de la Palestine et d'assimilation à la communauté jordanienne ne soient plus nécessairement contradictoires dans l'esprit des Palestiniens de Jordanie, comme dans celui des Jordanien de souche.

EMMANUEL JARRY.

- (1) Agence des Nations unies pour le secours aux réfugiés palestiniens, créée à la suite de la guerre israélo-arabe de 1948.
- (2) Environ 2,4 millions d'habitants.
- (3) Cette mesure, décidée en septembre 1982, ne s'applique pas aux réfugiés palestiniens du Liban.

MUSÉE DE LA CHICORÉE

Un Musée de la Chicorée va s'ouvrir à Orchies dans le Nord, musée bien particulier parce que la chicorée touche à la fois toute l'histoire de la pharmacie dont elle fait partie depuis des millénaires, et l'histoire de la poterie et de la céramique dans laquelle elle a toujours été intégrée.

Les premiers vases, qui étaient en terre, furent d'abord séchés au soleil, puis cuits au four, ensuite vernissés, et c'est tardivement, à partir de 1470, qu'apparurent les premières inscriptions.

L'une des toutes premières pièces avec inscription, un Talavera Blanc d'Espagne, porte le mot Chicoria. Il fait partie de la collection de plus de 100 vases de pharmacie et de châteaux uniquement Chicorée (propriété actuelle de la maison Leroux) qui prendra place dans le musée d'Orchies.

Au rez-de-chaussée sera exposé le manège en bois qui, actionné par un cheval —, le harnais et le grilat sont même d'origine — procurait le mouvement de l'une des toutes premières usines de chicorée : celle de Lessines, qui fut en procès avec Onnaing en France, chaque localité revendiquant la plus grande ancienneté des installations industrielles de chicorée ; également le patin brûloir, la concasseur et le matériel d'emballage de cette usine. La pharmacie, la céramique, l'artisanat, des représentations de l'industrie plus moderne, grouperont ainsi les pôles d'attraction du Musée de la Chicorée.

Des salles d'exposition, de bibliographie et de documentation seront complétées par une salle de conférences et de présentations audiovisuelles destinées aux étudiants et aux visiteurs.

Le gouvernement italien est dès maintenant représenté par un vase de Communiata, Chicorée, d'une contenance de 150 litres, pièce rarissime. Et il est à supposer que de nombreuses autres nations tiendront à faire un don en raison des affinités conséquentes chicorée qu'elles réalisent avec la France en une spécialité qui est bien l'apanage de notre pays.

La Chicorée Leroux, 59310 Orchies, fait appel à tous ceux qui possèdent des éléments pouvant figurer dans ce musée et qui accepteraient d'apporter leur aide à une réalisation riche d'un passé si digne d'intérêt.

فَكَذَّبْنَا مِنْ الْأَصْلِ

UNE RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL A LA GRENADE

L'art de débarquer... le camarade leader

Du 14 au 16 septembre dernier, les dirigeants révolutionnaires de la Grenade se réunissaient pour régler son compte à leur chef, Maurice Bishop. Mis en minorité, le camarade leader partit en voyage à l'étranger sans attendre la seconde journée. Peu après son retour, il allait être destitué puis, le 19 octobre, assassiné.

Voici quelques extraits de l'interminable compte rendu analytique de ces réunions décisives du comité central du parti grenadin tel qu'il a été publié par les autorités américaines. Orwell en eût apprécié le style.

Réunions extraordinaires du comité central du N.J.M. (1) 14-16 septembre 1983

Camarades présents : Maurice Bishop, Selwyn Strachan, George Louison, Unison Whiteman, Liam James, Chalkie Ventour, Ewart Layne, Phyllis Coard, Leon Cornwall, Kaman McBurnette, Tan Bartholomew, Fitzroy Bain, Chris Deriggs.

Camarades absents : Hudson Austin (hors du pays), Ian Saint Bernard (malade).

Le camarade Bishop fait circuler un ordre du jour.

Suit un projet de plan de travail assez banal portant sur les « tâches » du comité central, l'évaluation du travail accompli en août, etc. Les adversaires de Bishop attaquent d'entrée de jeu. Le premier à donner l'assaut est Liam James.

Le camarade Liam James estime que l'ordre du jour proposé n'est pas au point. Le camarade Ventour précise ce qu'il devrait être :

- 1) Analyse de l'état actuel du parti et de la révolution ;
- 2) Analyse des principaux problèmes du comité central ;
- 3) Comment en sortir.

Le camarade Bishop affirme que changer l'ordre du jour ne lui pose pas de problème, mais qu'il est soucieux de fixer une limite de temps à l'analyse. Le camarade Layne estime au contraire que le comité central doit prendre tout le temps nécessaire. Sœur Phyllis Coard (2) est d'accord. Le comité central décide de suivre la méthode suggérée par le camarade Ventour (...).

Le camarade Ewart Layne amorce la discussion. Selon lui, la

révolution est confrontée à sa plus grande menace depuis 1979. Le découragement et l'insatisfaction sont grands dans le peuple. Le prestige international du parti et de la révolution est compromis, comme l'a montré la visite en U.R.S.S. de la délégation du comité central.

Nous devons gérer le secteur d'Etat en période de grandes difficultés économiques et construire l'économie malgré la pression terrifiante de l'impérialisme. Politiquement, nous devons élever la conscience de la classe ouvrière et transformer le parti en une avant-garde marxiste-léniniste dans un pays qui reste avant tout petit-bourgeois. Militairement nous devons organiser la défense de la révolution face à l'agression renforcée de l'impérialisme qui depuis des années cherche à mettre à exécution une « politique de la canonniers ». Nous devons développer une armée mieux équipée. Nous devons resserrer nos relations avec le mouvement communiste international, en particulier Cuba, l'U.R.S.S. et la R.D.A. (...). Le comité central se dirige vers un opportunisme de droite (...).

« La lune de miel est terminée »

Le camarade Ventour est d'accord avec le camarade Layne. Il estime que le parti risque la désintégration (...). Le camarade Léon Cornwall approuve également l'analyse faite par le camarade Layne. Il affirme que la lune de miel est terminée pour la révolution.

Bishop intervient alors pour essayer de reprendre la situation en main.

Le camarade Bishop déclare qu'il est frappé par le degré de préparation des camarades dans leur réflexion, comme le montrent leurs contributions. Bien que certaines conclusions lui paraissent quelque peu prématurées, elles sont cependant correctes. Il admet que le principal problème réside dans le comité central. Celui-ci a fait de nombreuses erreurs depuis dix-huit mois. Nous sommes affectés par le bureaucratisme et la formalisme, estime-t-il.

Bishop tente de tirer des conclusions de la réunion qui ne lui soient pas trop défavorables. Il reconnaît qu'il y a une « crise profonde » dans le parti, met en cause le fonctionnement du comité central, et propose des solu-

tions assez vagues, tout en faisant référence au « critère du marxisme-léninisme » pour « guider le travail du comité central ». Ses adversaires repartent aussitôt à l'assaut en proposant leurs propres conclusions de la discussion. Pour la première fois, ils le mettent directement et personnellement en cause.

Le camarade Liam James estime que « le problème fondamental est la qualité du leadership exercé sur le comité central et sur le parti par le camarade Maurice Bishop ».

Liam James énumère brièvement les qualités de Bishop. Puis il passe à l'essentiel.

Il manque à Maurice Bishop les qualités nécessaires pour faire avancer en ce moment la révolution. Ces qualités sont :

- 1) Un niveau léniniste d'organisation et de discipline ;
- 2) Une grande profondeur idéologique ;
- 3) Une intelligence supérieure en matière de stratégie et de tactique.

Bref, les qualités dont manque le camarade Maurice sont celles dont on a besoin.

Le camarade Layne estime également que le camarade Bishop n'a pas les qualités évoquées par le camarade James. Le camarade Ventour est d'accord avec les deux précédents pour dire qu'il manque au camarade leader le type de leadership nécessaire pour sortir de la crise. Il n'a pas les

qualités propres à mettre le parti sur un pied marxiste-léniniste. Le camarade Ventour critique en outre le comité central pour n'avoir pas critiqué le camarade Bishop. Le camarade Cornwall est d'accord avec tous les camarades qui ont parlé jusque-là.

Cornwall évoque alors la « faiblesse du leadership exercé par Maurice Bishop ». Les autres — qui n'avaient encore rien dit — se joignent à la censure. L'attaque la plus dure est portée par Phyllis Coard, « Sœur Phyllis » dans le texte. Elle critique « l'idéalisme, le volontarisme et l'incapacité à prendre des décisions difficiles » de certains, qu'elle ne nomme pas, et jusqu'à leur recours à la « maladie » face aux « pressions psychologiques ». Elle critique le comité central pour n'avoir pas

du « temps pour réfléchir à son propre rôle ».

L'attaque reprend. Les camarades avancent l'idée d'un « leadership conjoint » qui serait exercé par Maurice Bishop, et Bernard Coard, « le premier président du comité central chaque mois, le second le bureau politique chaque semaine ». Bernard Coard, vice-premier ministre et ministre des finances, est un des fondateurs, avec Bishop, du N.J.M. marxiste-léniniste intrinsèque, il est l'âme du complot contre Bishop, mais n'assiste pas à la réunion.

Suit alors un concert d'approbations sur les « qualités » respectives de Bishop et de Coard. « Bishop sait unir toutes les classes, ce qui est une exigence vitale », observe le camarade Strachan, tout en regrettant qu'il ait cours de toutes ces années l'absence du camarade Coard se soit fait sentir. On évoque longuement les problèmes de l'armée, qui est « démoralisée », et le futur partage des tâches au sommet, réduisant en fait Bishop à un rôle de poète. L'intéressé « complimente les camarades pour leurs contributions » et juge « honnête que le parti utilise toutes les forces et les compétences des camarades ». Enfin, il relève un « clair manque de confiance » à son égard.

Le camarade Bishop aimerait savoir quel est le point de vue du camarade Coard. Ses soucis à lui sont l'image qui est donnée du leadership (...) et l'écrasement imminent de la révolution.

« Amour et profond respect »

Quelques voix, dont celle de Georges Louison, s'élèvent pour soutenir Bishop et critiquer l'idée du « leadership conjoint ».

Le camarade De Riggs n'est pas d'accord avec l'esprit dans lequel le camarade Louison a parlé. Le camarade Layne estime que la « forme du leadership conjoint a été décidée scientifiquement ».

Nous avons utilisé l'exemple de l'armée soviétique où fonctionne le double concept du commissaire politique et du dirigeant militaire », explique-t-il.

On passe au vote. La proposition de Liam James (sur le « leadership conjoint ») recueille neuf voix. Deux membres du comité central s'abstiennent et deux votent contre. Les jeux sont faits.

Le camarade Bishop déclare qu'il lui est toujours difficile de

comprendre en quoi consiste exactement le « leadership conjoint ».

Le camarade Layne estime que le camarade leader a besoin de temps pour réfléchir (...). Le camarade Bishop propose l'ajournement de la réunion. Le camarade Unison Whiteman l'approuve (3). Le camarade Liam James suggère que le comité central se réunisse le lendemain, en l'absence du camarade Bishop, pour annoncer le vote du camarade Coard et préparer le train de mesures nécessaires.

La réunion du lendemain, samedi 17 septembre, se tient en l'absence de Maurice Bishop, parti en voyage à l'étranger, et de ses quelques partisans restés fidèles, mais en présence de Bernard Coard.

On déplore que le « camarade Maurice » ait eu l'impression la veille d'un « manque de confiance » à son égard. Car enfin, dit De Riggs, les camarades ont bien dit qu'ils partaient d'une position d'amour et de profond respect pour le camarade leader.

Les réserves de Bishop, ajoute Layne, « vont intimider les camarades et entraver leur progression léniniste dans le parti ».

Enfin le camarade Coard empêche la mise à l'ordre du jour. Il critique la « faiblesse du leadership » exercé par Bishop. Ses collègues exaltent en revanche ses propres « qualités ». L'idée du « leadership conjoint » est retenue. Les camarades proposent, par ailleurs, qu'on ne fume plus pendant les séances.

Le 14 octobre, le général Hudson Austin, inspiré par Bernard Coard, destitue Maurice Bishop. Le 19, il est tué. Les troupes américaines débarquent le 25 octobre.

(Les passages en italique sont des résumés ou des commentaires de la rédaction du Monde.)

(1) New Jewel Movement : le Mouvement du nouveau JEWEL (Joint Effort de l'Union pour le Bien-être, l'Education et la Libération) : effort commun pour le bien-être social, l'éducation et la libération, le parti de Bishop au pouvoir depuis le coup d'Etat de 1979. Le non-traduit bien le mélange d'ambitions révolutionnaires et d'aspirations sociales démocratiques qui caractérisait M. Bishop.

(2) Phyllis Coard : femme du principal instigateur du complot contre Bishop et redoutable dialecticien épris de pureté idéologique. Elle n'a pu se réfugier à la Barbade après avoir été brutalement démise. Son mari reste prisonnier.

(3) Unison Whiteman, ministre des affaires étrangères, fut un des derniers à soutenir Bishop et mourut avec lui le 19 octobre.



Dessin de CHOMEL.

critiqué Bishop », et conclut en évoquant de « dures décisions » à prendre quant à la composition du C.C. ».

Les remerciements de la victime

Le camarade leader remercie les camarades pour la franchise de leurs critiques. Il est déçu que les camarades n'aient pas auparavant soulevé franchement ces questions avec lui et relève le sentiment dominant selon lequel il ne possédait pas les qualités requises. Il a « eu beaucoup de problèmes ces dernières années » et demande

SUÈDE

De redoutables percepteurs...

En Suède, le fisc a le bras long et l'œil perçant. Il vient d'accuser à la démission le ministre de la justice M. Ove Rahnér (le Monde du 12 novembre). Ce contribuable ingénieux avait utilisé l'une des nombreuses ruses qui font de la guerre fiscale une savante suite d'ambuscades et d'esquives.

De notre correspondant Stockholm. — Qui dit Etat-providence dit pression fiscale élevée. Les Suédois sont maintenant habitués à payer beaucoup d'impôts. Au lieu de calculer ce que le percepteur leur prend à la fin de chaque mois, ils considèrent seulement la somme restante, une fois la soustraction faite par les soins de l'employeur.

Les statistiques du ministère des finances indiquent qu'un citoyen gagnant 80 000 couronnes — rémunération moyenne ici — verse environ 5 500 couronnes d'impôt national sur le revenu, 21 600 couronnes d'impôts communaux et 11 300 couronnes d'impôts indirects sur l'automobile, les voyages en charter, les vins et les spiritueux, le tabac, etc. Il lui reste donc 41 600 couronnes, qu'il ait ou non des enfants puisque le quotient familial n'existe pas. A ce reliquat vien-

ent s'ajouter une série d'allocation. Un récent rapport de la centrale ouvrière L.O. montre que cent vingt mille familles suédoises (soit près de cinq cent mille personnes) vivent à la limite ou au-dessous du minimum vital.

Selon les pères de la social-démocratie, l'aide sociale ne devait pas être humiliante. En fait, elle est toujours ressentie comme telle. Durant les années grasses d'après guerre, les Suédois ont docilement accepté la politique de nivellement des revenus et de « bien-être pour tous » par le truchement de la progressivité de l'impôt. A présent, les prélèvements obligatoires correspondent à près de 52 % du produit national brut. Mais la crise économique a sérieusement érodé le budget des ménages et l'esprit de solidarité. Il s'agit de se débrouiller, au mieux. De trouver des combines, et l'on découvre ainsi l'une des faces cachées de la Suède : l'art et la manière de rouler le percepteur.

Le Suédois s'est en effet vite rendu compte que le meilleur moyen d'arrondir ses fins de mois n'était absolument pas de faire des heures supplémentaires ou de se dénicher un petit à-côté, puis-que ces « extras » sont pratiquement confisqués par le fisc. On a vu des médecins et des ingénieurs refuser carrément des augmentations de salaire, car leurs revenus nets en auraient pâti du fait de la progressivité. Dans ces conditions, mieux vaut travailler au noir, sans factures, et le marché clandestin

prospère. Son chiffre d'affaires est estimé à 30 ou 40 milliards par an, soit entre 5 et 8 % du P.N.B. Selon le Bureau international du travail à Genève, 14 % des travaux effectués en Suède ne sont pas déclarés. Un autre moyen consiste à réduire au minimum son revenu imposable, par toute une gamme de déductions plus ou moins fantaisistes allant de l'achat de vêtements de travail aux frais de dentier pour un présentateur de télévision. La manière la plus sûre, et la plus légale, est cependant de vivre à crédit, d'accumuler les dettes, d'acquiescer un volier, un cabanon à la campagne ou une voiture puisqu'une très grande partie des intérêts des achats à tempérament sont déductibles des revenus.

Paradoxalement, le régime fiscal a ainsi contribué à accroître les écarts de revenus entre, par exemple, propriétaires et locataires. Proportionnellement, les « riches » paient moins d'impôts que les classes moyennes et certains P.D.G. présentent un revenu imposable égal à zéro.

Divorces simulés

Mais il existe aussi des procédés beaucoup plus raffinés pour échapper à un système fiscal qui encourage en pratique la tricherie et fortifie un contrôle administratif que beaucoup trouvent aujourd'hui insupportable car il porte atteinte à la vie privée. Au printemps dernier, 2 500 femmes mariées ont reçu d'un questionnaire leur demandant où elles passaient leur « repos quotidien

nocturne », si elles cohabitaient avec leurs maris ; combien de mois par an et, si non, pourquoi. Renseignée par les ordinateurs, l'administration soupçonnait en effet qu'elles ne résidaient pas à la même adresse que leurs époux pour des raisons purement fiscales et que les couples n'étaient pas « sentimentalement séparés ».

C'est aujourd'hui la méthode la plus lucrative de lurrer le percepteur. Une commission publique estime que 100 000 divorces environ sont simulés. Pour mettre fin à cette fraude, le fisc voudrait obliger à l'avenir les propriétaires à lui transmettre les noms des locataires et le nombre de personnes vivant régulièrement dans l'appartement loué. Les responsables de l'administration des impôts ne voient là rien d'humiliant ou de discutable : « Nous détruisons seulement avoir des informations correctes. Les femmes qui ont la conscience tranquille (« de la farine pure dans leur sac », comme on dit en suédois) comprennent qu'il faut mettre la main sur les malhonnêtes », dit M. Per-Olaf Larsson, chef du service du recensement à Stockholm.

Mais, apparemment, le contrôle n'a pas de limites au pays de la justice sociale et fiscale et tous les moyens sont permis à l'époque de l'informatique.

Pour faire échec aux faillites déguisées, à l'avenir, si les recommandations d'une commission sont suivies, l'acquéreur d'un commerce ou d'une entreprise

morbonds héritera automatiquement des dettes de l'ancien propriétaire, même s'il n'était pas au courant de ce passif au moment de la signature du contrat.

Dans la province du Smaland, les agents du fisc accompagnent l'année dernière les gendarmes dans les opérations de contrôle de vitesse. Le permis de conduire et le dossier fiscal des conducteurs pris en faute étaient contrôlés simultanément grâce aux terminaux installés dans les voitures, ce qui a permis de saisir sur-le-champ les véhicules de personnes ayant des dettes envers le fisc.

« Un peuple de tricheurs »

Certains percepteurs, encore plus astucieux que les autres, se sont même équipés récemment de caméras vidéo pour filmer en cachette à l'entrée des restaurants de luxe les contribuables soupçonnés d'avoir un train de vie incompatible avec leurs revenus déclarés et, éventuellement, leurs dettes. Dans ce cas précis, l'ombudsman de la justice (médiateur) a quand même estimé que la méthode était « hautement discutable ».

Certains « persécutés » ont placé des bombes, ces dernières années, devant des bureaux de perception, et un service de la « tour des impôts » à Stockholm a été plastiqué il y a quelques mois. M. Sven Högström, président de la commission chargée par le gouvernement de présenter des mesures de répression de la délin-

quance économique, assure que « les Scandinaves ont tendance à respecter la loi, mais les Suédois d'aujourd'hui sont moins honnêtes que leurs parents et sans doute plus que leurs enfants. Ils sont influencés par les vents méditerranéens... ».

La plupart des économistes estiment que le système fiscal suédois est devenu anachronique et parlent de « catastrophe nationale » : le professeur Gunnar Myrdal, prix Nobel, n'hésite pas à dire qu'il a fait des Suédois « un peuple de tricheurs ». Pourtant les gouvernements ne paraissent pas vouloir le changer. La réforme partielle, relative au taux marginal de l'impôt, qui ne devrait pas excéder 50 %, est compromise pour des raisons politiques.

On se contente par conséquent de « boucher les trous » et de développer un système particulièrement sophistiqué de contrôle des particuliers. Afin de pourchasser plus efficacement les fraudeurs, un percepteur inventif de la banlieue de Stockholm vient de suggérer l'emploi de la photographie aérienne et même... des satellites. Il serait ainsi plus facile de mettre la main sur certains contribuables en délicatesse avec le fisc qui (croit-on) cachent leurs bateaux, leurs engins de travaux publics et leurs biens encombrants, en général dans la forêt, pour éviter les saisies... Pour ce fonctionnaire en effet, les agents des impôts utilisent actuellement des méthodes vieillottes et il faut « exploiter les progrès de la technique ».

ALAIN DEBOVE.

France

LE MARATHON BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'image de marque

Ont-ils le trac ? Ne se sentent-ils pas parfois un peu seuls ces ministres qui, depuis deux semaines, se succèdent au banc du gouvernement de l'Assemblée nationale pour défendre le budget de leurs ministères ? Pour tous, la discussion budgétaire est une difficile épreuve. Ne serait-ce que parce qu'il leur faut défendre une politique face à une opposition qui, par principe, la trouve mauvaise, et devant une majorité qui pense qu'on ne va pas assez vite ou pas assez loin. S'ajoute une autre difficulté.

Pendant le long marathon qu'est la discussion budgétaire, les commissions succèdent aux commissions, l'Assemblée siège en séances publiques quelque onze heures par jour, et le député ne peut laisser tomber sa maitrise, son conseil général, sa circonscription. Le ministre ne va donc trouver, pour discuter des crédits que la Rue de Rivoli à bien voulu lui accorder, que quelques députés, les spécialistes de la question : les rapporteurs des commissions, ceux qui, au nom de leur groupe, suivent de près ce domaine particulier, ceux qui ont des questions précises à poser, souvent sur des points de détail qui intéressent parfois que leur commune.

A tous, le ministre devra apporter des réponses précises, documentées, charpentées. A l'opposition, il pourra se contenter de temps en temps de répondre par un : « Et vous, qu'avez-vous fait pendant que vous étiez au pouvoir ? » Mais à sa majorité, il lui faudra apporter des justifications plus solides. Tout cela sous les regards sourcilieux des membres de son cabinet et des directeurs de son administration. A lui de

les convaincre de ses qualités à défendre leur département ministériel, à comprendre les dossiers techniques qu'ils se sont efforcés d'expliquer à un homme qui, a priori, n'en avait pas une vue exhaustive lors de sa nomination. S'il réussit, il aura autour de lui des collaborateurs dévoués corps et âme ; s'il échoue, ils attendront avec impatience le prochain remaniement ministériel.

Les « sherpas »

Heureusement pour le ministre, ils ne sont pas que les juges, ils sont d'abord et avant tout des assistants, des « sherpas », comme les a qualifiés M. Jacques Marotte, député R.P.R. de Paris, qui, au début de l'ère gaullienne, a su utiliser leur compétence. Au fur et à mesure des interventions, des réponses, ils se jettent dans les salons avoisinant l'hémicycle sur les multiples dossiers dont ils se sont munis pour préparer leur « patron » pour jeter un œil avant de se retrouver seul devant le micro. Ils pourront même modifier, enrichir, préciser, alléger en fonction de ce qui vient d'être dit le discours ministériel préparé depuis de nombreux jours et qui sera prononcé du haut de la tribune. Si son canevas a été soigneusement bâti en consultant par avance les soucis des uns et des autres, il sera facile de l'amender au dernier moment. Les hommes de M. Rocard sont passés maîtres dans cet exercice.

Pour toutes « les excellences », la discussion budgétaire est l'occasion de faire passer un message, de conforter une image de marque :

M. Michel Rocard est un monstre technique, un point c'est tout : un responsable à qui n'échappe aucun méandre de la politique agricole commune ; un homme qui travaille en équipe. M. Jack Lang n'est pas le « chien fou » que l'on décrit parfois ; il s'explique sur tout, quitte à rentrer dans le plus petit détail. M. Michel Crépeau, en homme du juste milieu qu'il veut être, cherche à plaire à tout le monde, et en bon avocat n'a pas son pareil pour aligner de belles et jolies phrases, capables de noyer les sujets délicats. M. Marcel Rigout est un communiste qui se vent discret, et parce que son domaine, la formation professionnelle, est choqué, il attend en se faisant une grande joie d'accepter un amendement de l'opposition.

M. Charles Fiterman est un ministre heureux qui a su se faire apprécier de ses fonctionnaires. Démontre la compétence des communistes, n'est ce pas une tâche exaltante ? M. Paul Quilès est un tout nouveau ministre. Il n'est pas très facile de défendre un budget préparé par un autre, mais prouver qu'il peut être un spécialiste d'autre chose que de l'organisation d'un parti est déjà important.

M. Pierre Bérégovoy sait compter, personne n'en doute ; mais il est toujours bon de le confirmer. Il est ministre des affaires sociales, de toutes les affaires sociales, et il faut que cela soit bien compris : « son » ministre délégué, « ses » quatre secrétaires d'Etat, ne sont là que pour leurs dossiers précis. La vision d'ensemble, la politique globale,

sont de son ressort, que la chose soit clairement entendue.

La discussion budgétaire ne permet pas seulement d'apprécier la politique financière du gouvernement et d'appréhender les choix faits par chaque département ministériel. Elle amène aussi à mieux connaître les hommes qui sont aux commandes de la lourde machine gouvernementale.

THIERRY BRÉNIER.

Le C.N.I.P. rappelle à l'ordre certains de ses adhérents

Le bureau national du Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.), réuni le jeudi 10 novembre sous la présidence de M. Philippe Malaud, a jugé nécessaire de rappeler « les positions permanentes qui sont les siennes depuis plus de vingt-cinq ans », à la suite « des diverses polémiques suscitées par la publicité » - tout à fait inhabituelle - donnée, dit-il, aux déclarations faites en différentes enceintes par certains des adhérents du mouvement.

Cette mise au point indique que « le C.N.I.P. représente en France la droite démocratique, libérale et légaliste, comme le font le parti conservateur en Angleterre et le parti républicain aux U.S.A. » (et qu'il est), comme il l'a toujours été, fondamentalement opposé à toute forme de fascisme et de nazisme, doctrines historiquement issues.

Quatre femmes dans l'hémicycle

Les femmes ministres ou secrétaires d'Etat du gouvernement de M. Pierre Mauroy n'ont pas, à proprement parler, imposé un « style » lors de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, partage avec M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, notre certaine orientations d'action, la « force tranquille » que donne le sentiment d'œuvrer pour ce que l'opposition elle-même reconnaît comme étant le bien commun.

M^{me} Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, est trop vive pour produire la même impression. Mimétisme ou tempérament, M^{me} Avice reste dans le cadre suranné de l'hémicycle du Palais Bourbon un ministre « sportif ». Chaque question d'un député la voit jaillir du banc du gouvernement, véritable pilote s'exerçant du baguet de sa formule 1. M^{me} Avice défend son budget, plus contesté il est vrai, avec une fermeté qui ne s'accompagne pas de la bonhomie le sien. C'est aussi le cas pour M^{me} Yvette Bouchard, secrétaire d'Etat à l'environnement, qui manifeste au Parlement une pugnacité sans faille.

A l'inverse, la prestation de M^{me} Edith Cresson donne envie d'écrire en marge de la copie du ministre du commerce extérieur : « le dynamisme ne suffit pas ». Quand ses collègues jonglent avec les chiffres, se jettent avec voracité sur les questions des députés, M^{me} Cresson donne souvent l'impression de puiser son inspiration dans les seuls petits papiers que lui tendent ses conseillers. Certes, à l'oral plus qu'à l'écrit, on peut « bluffer » le jury. Mais cet exercice a ses limites.

J.-L. A.

Une semaine avec l'Ile-de-France

UNE GRANDE ENQUÊTE DU 14 AU 19 NOVEMBRE

Chaque jour dans le Monde un dossier de 8 pages sur les problèmes de la région. Voici les principaux rendez-vous de la semaine :

LUNDI 14

L'ILE-DE-FRANCE, UNE VRAIE RÉGION

Son identité. Présentation de la région. L'historique. L'espace régional. Les atouts économiques. Les forces politiques.

JEUDI 17

PLUS D'ARGENT, MOINS D'IMPÔTS

La concentration financière. Fortune et pauvreté. Les impôts locaux.

MARDI 15

SÉCURITÉ : PRÉVENTION D'ABORD

La police à Paris et en zone rurale. La justice. Le problème des immigrés.

VENDREDI 18

L'ÉCONOMIE

Forces et faiblesses de l'économie régionale. L'emploi. La déconcentration industrielle. L'agriculture. Le commerce. La formation professionnelle.

MERCREDI 16

MIEUX VIVRE

Le schéma directeur et les villes nouvelles. La propriété. Cités et forêts. La réforme des transports.

SAMEDI 19

L'ILE-DE-FRANCE, CAPITALE DES TALENTS

Culture, enseignement. Recherche. L'an 2000.

Réservez dès maintenant ces numéros exceptionnels du Monde chez votre marchand de journaux.

Le Monde

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE SUR FR 3

Surenchère

M. Mauroy annonce une «loi antitrust» pour «assurer le pluralisme et la transparence de la presse»

Un projet qui ménage les quotidiens régionaux

Premier invité de «Rencontre avec...», nouvelle émission de FR 3, le 7 octobre dernier, M. Valéry Giscard d'Estaing avait essayé les piliers d'une formule qui a l'ambition d'introduire plus de vivacité et de spontanéité dans la pratique de l'interview en permettant aux journalistes présents de donner la réplique à leur hôte. La confusion qui avait régné ce soir-là n'avait pas permis à l'ancien président de la République de retirer de cette émission le bénéfice politique qu'il en espérait.

Cette fois deux des participants avaient changé, mais M. Mauroy a connu la même mésaventure. Pendant une heure, le premier ministre s'est trouvé en butte au harcèlement du directeur de France-Soir Magazine, Michel Bassi, qui s'est cartonné dans un rôle de contradictoire politique et a fait bénéficier les téléspectateurs de commentaires personnels, reprochant au chef du gouvernement de recourir à des «arguments de tribune» et de tenir des propos «pleins de mots». A ce jeu militant, l'ancien conseiller technique de M. Giscard d'Estaing n'est pas resté en arrière, mais les deux représentants de FR 3, Michel Neudy et André Campana, censés diriger l'émission, étaient pratiquement réduits, malgré des efforts méritoires, à faire de la figuration.

M. Mauroy, qui a souvent besoin de parler tranquillement pour exprimer ses convictions dans toute leur clarté, ne s'est pas tiré de ce guépier à son avantage.

Il eût fallu attendre le dernier quart d'heure de l'émission, après de fastidieuses redites sur le pourquoi et le comment de la politique menée depuis deux ans, pour que l'on sache ce que le premier ministre tenait surtout à dire ce soir-là.

Ce que M. Mauroy voulait annoncer, c'est que la majorité est désormais bien décidée à continuer dans la voie des réformes de structures en s'attaquant à un «gros morceau» : le statut de la presse. Ayant obtenu la feu vert du congrès du parti socialiste, M. Mauroy engage une bataille qui se fonde sur un grand principe : la garantie du pluralisme pour préserver la démocratie. Il est assuré de bénéficier de l'appui des militants socialistes et communistes, lesquels considèrent que, dans ce domaine, la liberté dont se prévaut la droite est celle du renard dans la pouillerie, «la loi du plus fort, la loi de la jungle», comme le premier ministre le disait lui-même il y a deux semaines à Bourg-en-Bresse.

La percée de l'extrême droite dans les élections locales ne fait qu'accroître la détermination du chef du mouvement à dire ce qu'il voit la marque d'une dérive antidémocratique, la conséquence de la «montée des thèses néoconservatrices et réactionnaires». «Derrière le discours libéral de la droite, nous assistons à la réhabilitation des thèses élitistes», soulignait M. Mauroy au congrès du P.S.

Face à cette évolution, et las d'encaisser les coups sans pouvoir en rendre, le premier ministre a choisi, malgré les réticences de l'Élysée, d'engager une contre-offensive sur le terrain pourtant sensible de la presse. M. Mauroy aura certes le soutien des principaux syndicats de journalistes. Mais l'histoire moderne que la liberté de la presse s'accommoda mal des interventions de l'État et que, en ce domaine, les meilleures intentions peuvent déboucher sur les pires chausse-trappes. Cela, le pouvoir le sait. Qu'il ait apparemment décidé d'assumer tous les risques que sa tentative implique n'en est que plus révélateur de sa volonté d'opposer à la «radicalisation» de la droite ce qui sera dénoncé par elle-même comme une radicalisation de la gauche. La surenchère qui peut en résulter n'aurait pas sans contradictions avec les appels au rassemblement de M. François Mitterrand.

ALAIN ROLLAT.

PRÉCISION. — Dans le tableau consacré aux résultats de l'élection municipale de Villeneuve-Saint-Georges (le Monde du 8 novembre), quelques pourcentages étaient inexactes. La liste du P.S.U. (M. Dayot) a obtenu 6,02 % des suffrages exprimés, celle de M. Richard (s. étig.), 1,94 %, celle de M. Faurio-Laplagne (s. étig.), 1,41 % et celle du P.C.I. (M. Poncet-Gimenez), 0,91 %.

M. Pierre Mauroy, qui était vendredi soir 11 novembre l'invité de l'émission «Rencontre avec...» de FR 3, a précisé quelles sont les orientations du gouvernement en ce qui concerne le développement de la presse française. Le premier ministre a notamment déclaré : «La liberté de la presse, nous y sommes attachés comme à la prunelle de nos yeux. La liberté de la presse permet le débat démocratique. Mais quelles sont les conditions de cette liberté ? Sous l'occupation, en France, le problème a été à l'ordre du jour. Il y a eu cette fameuse ordonnance de 1944 qui a posé le problème de la transparence et du pluralisme mais qui a été faite dans de telles conditions, sans décret d'application, qu'elle n'a pas pu préciser si étaient concernés des personnes physiques ou des personnes morales. Elle a, par conséquent, créé un contentieux qui s'est étalé sur des années (...). On assiste à une disparition des titres et, en même temps, à une concentration considérable de la presse. Un lecteur sur cinq lit la presse d'un seul groupe et, dans un quart des départements, il n'existe qu'un quotidien. Par conséquent, on n'a plus le choix.

«Alors, je crois qu'il faut légiférer. On a légiféré en ce qui concerne l'audiovisuel. Il faut maintenant légiférer en ce qui concerne la liberté de la presse. Il faut faire une loi antitrust, anticongestion, de manière que le pluralisme et la transparence soient indissociables puissent justement garantir dans les meilleures conditions la liberté de la presse. Voilà, ce que pense le gouvernement (...).

«Il n'est pas question d'un statut pour essayer de contenir la presse, il s'agit pas de cela. Il s'agit d'assurer le pluralisme, qui est la condition fondamentale de la liberté. On peut garantir le pluralisme à partir de quatre règles auxquelles nous avons pensé : un groupe ne peut posséder plus de trois titres nationaux, dont un quotidien. Un groupe ne peut posséder un titre national et un titre régional. Un groupe régional ne peut posséder qu'une part du marché global : les uns tiennent 20 %, les autres 15 %. C'est certainement autour de 15 % qu'il faut s'arrêter. Tout quotidien doit posséder une équipe rédactionnelle autonome. Je pense que le plu-

«La droite a dérapé»

Interrogé sur l'émergence de l'extrême droite dans les consultations électorales partielles, M. Mauroy a répondu : «J'avais prévu ceux qui ont la responsabilité politique de la droite qu'on ne devait pas aborder les problèmes de l'immigration et de l'insécurité comme ils l'ont fait. La droite a dérapé sur ces problèmes, et ce dérapage a permis à l'extrême droite de forcer son discours. Je crains que ce qui s'est passé à Dreux et à Mulnay ne ressemble à la situation des années 30-32 quand les éléments les plus populistes et les plus déshérités se sont laissés entraîner par les idées de l'extrême droite. C'est un problème très sérieux. Tous les républicains devraient y être attentifs.

«Évoquant l'affaire» Doumenge, le chef du gouvernement a indiqué : «Je n'ai pas eu coursant. C'est un problème que je n'ai pas traité.

L'administration des finances a de nombreux dossiers de cette sorte. Il faut que toutes les procédures soient absolument respectées. Immédiatement j'en ai parlé au ministre des finances, qui n'avait pas vu ce dossier. Je lui ai demandé de le voir, de se prononcer et de m'en rendre compte. Ce gouvernement mène une lutte implacable contre les fraudeurs. Par conséquent, avant le ministre des finances que le secrétaire d'État au budget appliquera la politique du gouvernement, qui est une politique de rigueur, et il en sera rendu compte.

Le premier ministre a également rappelé longuement les principaux objectifs économiques et sociaux du gouvernement en insistant sur sa volonté de «ne pas laisser filer le chômage» et de «ne pas sacrifier, dans les choix arrêtés, la valeur de la justice sociale et de la solidarité». Il a estimé qu'en 1983 le taux de croissance serait de 0,6 %.

«La Fédération française des sociétés de journalistes» a pris connaissance avec satisfaction de la déclaration de M. Pierre Mauroy concernant la presse écrite. Dans un communiqué publié vendredi soir, elle a estimé que les grandes lignes du projet de loi, ainsi exposées, tiennent compte de la position défendue depuis des décennies par le mouvement des sociétés de journalistes et «se félicite tout particulièrement que la notion d'équipe rédactionnelle autonome» paraisse enfin reconnue.

De son côté, M. Jacques Baume, président de l'intergroupe de parlementaires pour l'objectivité et le pluralisme de l'information, déclare que «sous prétexte de pluralisme, le gouvernement, au mépris de l'opinion des lecteurs, va porter une grave et injustifiable atteinte à la liberté de la presse, première étape vers une normalisation des journaux et une prise en main des organes de presse sans consultation des organisations professionnelles. «Toucher au statut de la presse française dans ces conditions, ajoute M. Baume, est porter atteinte à une des libertés essentielles auxquelles nous sommes attachés. Nous ne pouvons que regretter l'indifférence de l'information des citoyens.

Le projet de loi sur la presse — qui devrait être discuté au conseil des ministres d'ici à la fin du mois de novembre, présenté au Parlement avant la fin de l'année, et adopté lors de la session extraordinaire de janvier — est une actualisation de l'ordonnance du 26 août 1944, se situant dans la même intention législative, mais l'adaptant aux réalités de la presse d'aujourd'hui. La grande innovation consiste à créer pour permettre d'appliquer concrètement la législation, et comme l'avait suggéré M. Georges Vedel en 1979, une «commission pour le pluralisme de la presse», haute instance analogue à la Commission des opérations de bourse ou à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (le Monde, daté 6-7 novembre). Elle serait composée de magistrats de la Cour des comptes, du Conseil d'État et de la Cour de cassation, ainsi que de représentants des plus hautes institutions élues au suffrage universel : le président de la République, le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale.

Cette commission aurait un rôle central : faire appliquer la «transparence» de la propriété et de la gestion des publications ; apprécier si les opérations de vente et d'achat de titres ainsi que la structure de leur capital sont conformes ou non au maintien et au développement du pluralisme des titres, à la spécificité des orientations rédactionnelles de chaque journal d'information générale ou politique.

Le texte de loi fixerait notamment quatre principes «antitrust», s'appliquant aux personnes morales et aux personnes physiques (1).

Les valeurs et les réalités

(Suite de la première page.)

Et, en juin dernier, on déclarait encore dans l'entourage du président de la République qu'une telle réforme «n'était pas une priorité» (le Monde du 4 juin). M. François Mitterrand redoutait en particulier, dans une phase de reflux de la gauche, les risques d'une nouvelle et chaude bataille, touchant de plus près, médias eux-mêmes. Au gouvernement, le premier ministre et le secrétaire d'État chargés des médias, Jean-Louis Luchaire, ont déclaré que, dans la communication, M. Georges Fillol, notamment, réclamait au contraire que l'on s'engage. M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et député de l'Isère, poussait dans ce sens.

Il semble que la facilité avec laquelle M. Robert Hersant a continué depuis deux ans à étendre son empire, narguant le gouvernement — comme pour la vente ratée de France-Soir — et eût en toute impunité à fin par excéder les plus hautes instances de l'État. La décision des «affaires» de la presse quotidienne, de l'Union aux Dépêches, du Dauphiné libéré à l'Est républicain, qui témoignent d'une crise profonde, a contribué à forger la volonté politique. «Cela ne pouvait pas continuer comme cela», dit-on aujourd'hui. Le pluralisme réel, la loi est inapplicable, et l'opinion de gauche parlementaire, élus locaux, syndicats... s'efforcent à trouver la pilule amère.

Alors, on décide de sauter le pas. Et de placer le débat sur un terrain cher à la gauche comme à la droite : les libertés, dans le droit fil historique de la Résistance et des gouvernements de gauche. M. Pierre Mauroy a bien insisté à ce sujet à la télévision, sur la cohérence entre ce projet et la politique de gauche «fidèle aux valeurs de référence, liberté, justice, solidarité». Le texte sera présenté comme une étape de la «reconstruction» des libertés, après les réformes privées locales, après la loi de 1982 qui a cassé le monopole dans l'audiovisuel et instauré la Haute Autorité. Le jeu des institutions et des mécanismes économiques menace le pluralisme ? Tentons d'y remédier. Au nom de l'intérêt public et non de celui des professions concernées : c'est d'une liberté fondamentale, a déclaré M. Mauroy, qui concerne l'ensemble des citoyens, pas seulement les propriétaires de presse. «Installations un système antitrust» qui empêchera les «abus de position dominante». Ne permettons plus que soient «vendus à l'encan», comme une marchandise quelconque, un journal, son équipe rédactionnelle et ses lecteurs.

Sur ce terrain, la ligne de partage est simple : entre la limitation des abus et le contrôle pur et simple. On ne manquera pas d'attaquer dans l'opposition aut ce

1) Pour la presse nationale, une même personne ou société ne pourrait posséder plus de trois publications d'information générale et politique dont un quotidien ;

2) Pour la presse régionale, un même groupe de presse ne pourrait excéder, avec l'ensemble de ses quotidiens, plus d'un certain seuil de la diffusion totale nationale des quotidiens régionaux (le choix du seuil ne semble pas encore définitivement arrêté et se situerait entre 10 % et 20 %) ;

3) Il ne serait pas possible de posséder à la fois un quotidien national et un quotidien régional, mais un journal édité à Paris pourrait avoir des éditions régionales ;

4) Chaque titre devrait avoir une équipe rédactionnelle propre (on ne pourrait plus vendre en masse aujourd'hui le Figaro sous l'étiquette «l'Aurore»).

Le premier ministre a confirmé qu'un délai serait laissé aux dirigeants de la presse pour se mettre en conformité avec la législation, «l'ordonnance de 1944 continuant de s'appliquer pendant ce délai».

Ces dispositions correspondent à une distinction nette entre la presse dite nationale, comme nous l'indiquons dans notre édition des 6-7 novembre. Il faut noter que cette séparation serait de nature à préserver, dans l'état actuel des choses, les monopoles ou empires régionaux comme ceux de Sud-Ouest, du Progrès, de la Dépêche du Midi, etc. ; elle obligerait en revanche le groupe de M. Hersant à abandonner une partie de ses positions.

(1) C'est en se fondant sur cette distinction que M. Robert Hersant et ses collaborateurs au titre de l'ordonnance de 1944 se défendent de leur bon droit.

Trop ou trop peu ?

Certains disent déjà, dans les rangs socialistes, que c'est trop ou trop peu. Trop peu, parce que le projet gouvernemental ne permet pas de s'opposer aux monopoles régionaux, ne donnera pas aux équipes rédactionnelles de responsabilité dans l'orientation des titres, ne s'inscrira pas dans la perspective d'avenir d'une société de communication où les entreprises auront toutes des stratégies multi-médias. Trop, parce qu'on ne va pas éviter, même avec un texte minimum, une bataille politique qui risque d'empoisonner le vie du Parlement pour quelques mois et de fournir à l'opposition une nouvelle occasion de tirer à boulets rouges.

Elle la pourra d'autant plus que, quoi qu'on en dise dans les milieux gouvernementaux, le projet de loi, malgré sa portée générale et prospective, vise aussi à mettre un frein aux appétits de M. Hersant. Celui-ci devra choisir (si le texte est voté) entre ses trois quotidiens parisiens (le Figaro, l'Aurore et France-Soir), choisir encore entre Paris et la province, et limiter, s'il opte pour la région, les ambitions de son groupe. Quel sera, dans cette affaire, le pouvoir de la commission pour le pluralisme de la presse ? Quels seront les recours possibles face à ces décisions ? Ne pourrions-nous tourner la loi par le biais notamment des éditions régionales de journaux nationaux ?

Il faudra beaucoup de ténacité et une grande volonté politique pour inverser ainsi la course des choses.

YVES AGNÈS.

RECTIFICATIF. — M. Hélène Brémont nous demande de rectifier des erreurs de dates à propos de la vente possible de l'imprimerie du Dauphiné libéré, à Veurey (Isère), dans nos éditions des 5 et 12 novembre. «C'est le 29 juin 1979 et non en 1982 que le prêt a été consenti à M. Louis Richerot. La date de remboursement était fixée au 29 juin 1982, et c'est en raison du fait que plus d'un an après cette date le remboursement n'avait pas été effectué que j'ai dû entamer une procédure judiciaire.

Un trop grand succès
EN DEUX JOURS
PLUS DE DEUX MILLE BIBLIOPHILES
ONT ÉPUISÉ LES RÉSERVES DE PAPIER
DE JEAN DE BONNOT

L'éditeur est obligé de suspendre son offre gratuite de papier.

Dans la presse datée du 9 novembre 1983, Jean de Bonnot offrait gratuitement des ramettes de 300 feuilles de son papier chiffon fabriqué à la forme ronde afin que chaque bibliophile puisse juger «de visu» de la qualité de ses livres.

Le lendemain matin, la foule envahissait sa librairie du faubourg Saint-Honoré et, quarante-huit heures plus tard, tous les stocks de papier prévus pour cette opération étaient épuisés. Personne ne s'attendait à un succès aussi foudroyant (4 tonnes de papier ont été distribuées), et tout le monde ne put être servi.

Ainsi que Jean de Bonnot le précisait, cette offre pouvait être suspendue à tout moment sans préavis. Elle l'est par force aujourd'hui et ce communiqué en avise les lecteurs de l'annonce.

Il n'empêche que Jean de Bonnot est désolé de n'avoir pu satisfaire les dernières demandes. Il prie donc ces retardataires malchanceux d'agréer ses excuses et de se faire connaître en lui retournant le coupon ci-dessous. Il fera en sorte de leur proposer prochainement une compensation.

Le succès croissant des livres d'art édités par Jean de Bonnot explique l'intérêt des bibliophiles pour une entreprise qui a toujours proposé des ouvrages d'une qualité raffinée : textes de haute tenue, reliure plein cuir, décor à l'or véritable, papier vergé chiffon fabriqué à l'ancienne, illustrations choisies... Nous ne pensions pas avoir autant de fervents supporters. Merci encore pour vos encouragements et à très bientôt.

COUPON RÉPONSE

à envoyer à Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris cedex 08
Je me suis présenté à votre magasin (ou j'avais l'intention de m'y rendre).
Malheureusement je n'ai pu obtenir la ramette gratuite de 300 feuilles de papier
annoncée dans votre message, ce papier étant épuisé et l'offre suspendue comme
vous vous en réserviez le droit dans votre Bon.

Nom :
Prénom :
Adresse complète :
Code postal : Commune :

LES ÉCOLO-UNIVERSITAIRES CALIFORNIENS

A Davis, tout est nouveau sous le soleil

A Davis, près de San-Francisco, un « village solaire » prospère depuis dix ans. Avec une devise : « Laissons faire la nature. »

De notre envoyé spécial

Davis (Californie). — La « capitale mondiale de l'habitat solaire », comme disent les journaux, n'est à première vue qu'une banlieue américaine comme les autres : un lotissement résidentiel, fait de maisons basses, pour la plupart en bois, noyées dans un océan d'autres lotissements sans clôture, au milieu d'une vaste plaine agricole où poussent à profusion la vigne, le maïs, le tournesol et les arbres fruitiers. Si elle n'avait cette étiquette « solaire », la cité baptisée « Village Homes », dans la banlieue de Davis, à une vingtaine de kilomètres de Sacramento, passerait probablement inaperçue.

Pourtant, si l'on se réfère aux habitudes américaines, rien n'est ordinaire dans ce village écolo-universitaire (la ville de Davis abrite l'un des sept campus de l'université de Californie). Au lieu d'y trouver ces larges avenues rectilignes, bordées de maisons à peine plus grosses que la voiture stationnée devant chaque porte sur son aire de ciment, on découvre des ruelles finissant en cul-de-sac sur de petits ronds-points, où stationnent des voitures de dimensions européennes (ou japonaises), loin des maisons qui disparaissent sous des tommelles de verdure, avec parfois du linge sur un fil entre deux mâts.

Vivre autrement

Retour à la vieille Europe des Néo-Californiens ? Pas tout à fait. Village Homes n'a pas la prétention d'appliquer les règles d'urbanisme en vigueur sur le Vieux Continent. Son promoteur, Mike Corbett, un architecte né à Seattle et résident près de San-Francisco, n'a découvert l'Europe que cet été, en compagnie de sa femme, Jude, sociologue, Californienne depuis trois générations. Son ambition, en lançant l'idée du Village Homes (en 1973), était plutôt de créer une communauté de résidents bien décidés à vivre autrement, en commençant par économiser l'énergie.

D'où le projet « solaire », qui consiste à proposer aux acquéreurs d'une parcelle de construire leur maison selon des critères d'économie au sens propre : orientation des maisons est-ouest, pour permettre au vent de rafraîchir l'air en été et au soleil de chauffer la façade sud en hiver ; pose de verrières sur le toit et en façade pour capter la chaleur ; isolation renforcée des murs et de la toiture pour limiter au minimum les échanges thermiques ; installation de chauffe-eau solaires, etc. Mais la communauté n'impose rien.

« Je ne veux pas édicter de restrictions pour l'architecture », souligne Mike Corbett, qui n'est plus aujourd'hui président du City Council Board, le bureau (cinq membres élus) chargé d'administrer la cité.

C'est que la communauté de Village Homes pratique la tolérance. Une fois propriétaire d'un terrain, on peut pratiquement tout faire, y compris refuser les panneaux solaires et ne pas participer aux activités de la communauté. « La moitié des gens qui habitent ici n'ont pas choisi l'économie d'énergie », précise Mike Corbett, « certains ont acheté la première maison venue, sans connaître les installations. Mais beaucoup, par la suite, se prennent au jeu et deviennent partisans du solaire (son orienté) ». D'autres, en revanche, équipent toute leur maison pour économiser l'énergie, en installant des capteurs solaires « actifs » (1) et en refusant la ci-

sades, qui rappellent l'antel de Bernin à Saint-Pierre de Rome, sont simplement des réservoirs de toile remplis d'eau, chargés de réguler la température en accumulant ou en restituant lentement la chaleur. « On s'y fait très bien, explique-t-elle avec un désarmant sourire, c'est original et ça ne prend pas plus de place qu'une armoire. » Une très grande armoire.

Chez Lucy, une jeune mère installée à Davis depuis 1976, on améliore sans cesse l'installation. Malgré la présence du chauffage central (au gaz), on a renforcé l'isolation de la toiture (plus de 60 centimètres d'épaisseur) et construit l'un des plus beaux serres faisant office de jardin d'hiver et de chauffage d'appoint. « En hiver, on y installe les chaises pour le breakfast, et l'été, on va sous la tonnelle de vigne à côté, dit-elle en rattrapant son bébé. Notre facture d'électricité a été ramenée à 40 dollars par mois au maximum

jours de frimas qui entraînent un certain inconfort (il gèle rarement dans la plaine de Sacramento), l'étudiante en question est ravie de vivre à Davis. « Je suis là depuis trois ans. J'aime cette communauté », dit-elle avant d'aller ramasser son linge.

Mike Corbett est intarissable sur les vertus de son village. Il se rappelle les frémissements de soulagement de l'officier de police lorsqu'il lui a déclaré que les rues seraient étroites, afin de répondre à la vocation écologique du lieu : moins de bitume = moins de réverbération l'été, moins d'eau de ruissellement à absorber (à Village Homes, les eaux pluviales ne vont pas à l'égout mais retournent directement à la terre). « Si c'est comme ça, a dit l'officier de police, nous ne ferons pas de rondes chez vous. Il nous faut au moins de quoi faire demi-tour dans chaque rue. » Tant pis. On tant mieux. « Notre taux de criminalité est un des plus bas du secteur », ajoute malicieusement l'architecte, qui s'en trouve fort bien.

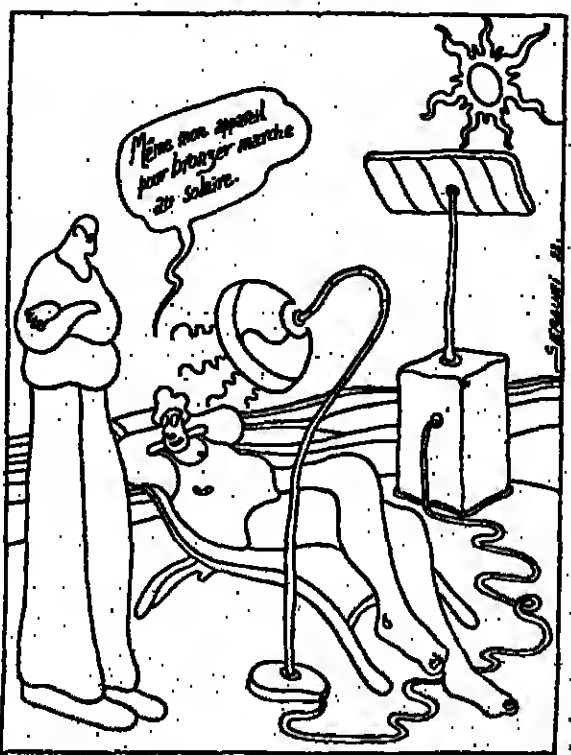
Kibboutz sans règle

Moyennant 32 dollars par mois, chaque famille peut disposer des installations communes : une magnifique piscine, la maison pour tous, deux fois par mois, sont organisées des parties, bientôt des magasins. « A quel bon avoir chacun une pataugeoire dans sa pelouse quand on peut disposer d'une vraie piscine à deux pas ? », observe Mike, très fier de montrer aussi le vignoble et le verger communautaires où les jeunes sont initiés à l'agriculture de subsistance. Chaque famille est invitée à cultiver son potager, et même, si le cœur lui en dit, à mettre en valeur un champ communautaire. On encourage la pratique de la bicyclette avec des pistes cyclables presque aussi larges que les rues. On favorise même la marche à pied avec un réseau de sentiers entre les maisons, bien plus dense — et plus agréable — que le réseau routier.

Au total, une sorte de kibboutz sans règle ni discipline, où le seul mot d'ordre serait : « Laissez faire la nature. Profitez du soleil. » Régression ou luxe d'enfants gâtés ? « Nous ne voulons pas retourner en arrière », insiste Mike Corbett. « Nous voulons seulement explorer des voies parallèles, sans dogme ni a priori. » Son rêve : « Je voudrais construire une ville entière, faite de petits Village Homes. » Après dix ans d'expérience, ce rêve n'est pas insensé.

ROGER CANS.

- (1) La plupart des maisons de Village Homes sont dites à capteur solaire passif — on laisse le soleil chauffer à travers les vitres ou le toit. Le capteur solaire « actif » suppose tout un appareillage de panneaux accumulateurs.
- (2) Secte minoritaire de Pennsylvanie qui refuse l'électricité et le moteur à explosion.



Dessin de SERGUEI

DRAME A MARSEILLE

Panisse sans son « feriboite »

Depuis plusieurs mois, une pancarte est suspendue au portique d'embarquement sous la raison sociale « Service du ferry-boat - mairie - place aux Huiles », avec ces deux mots terribles inscrits en rouge : « Arrêt définitif. »

De notre correspondant

Marseille. — Si rien n'est fait pour lui rendre vie non seulement il ne réalisera jamais le vœu secret du Marin de Marcel Pagnol, qui rêvait de voir à tourner le port tout d'un coup, prendre le port en long et mettre le cap sur la haute mer, mais encore ne le prendra-t-il même plus en travers, le Vieux-Port de Marseille. Le César et la Mouche-VII se balancent doucement au bout de leurs amarres, abandonnés. Ils étaient venus, lourdement, démodés sans doute. Un aspect de serre flottante avec un toit de toile ondulée et des balcons vitrés. « Ton feriboite », disait Panisse à Escartefigue, le « capitaine » du bateau, c'est une bouée qui a une hélice à chaque bout, il marche toujours à reculons, il n'a pas d'avant, il a deux culs. Mais il faisait partie intégrante du paysage, si bien qu'on imagine pas le Vieux-Port sans lui.

En 1980, il avait été son capitaine, Alce, de quel mortel ? De vieillards ? Non pas : de l'âge, du désespoir d'être abandonné par les Marseillais, qui, pourtant, proclament à tout propos leur attachement à ce mode de transport d'un autre âge. Ils n'ont guère plus de trois cents à l'embarquer chaque jour, des riverains surtout, pour qui aller de la place aux Huiles au pied de la mairie par le feriboite, c'était « économiser » plus de 15 kilomètres en évitant le détour par le quai des Belges. C'était pour eux comme le métro de la mer. Mais à 1,20 F la traversée, il aurait fallu qu'ils soient plus nombreux et plus fidèles pour que le Mouche-VII vogue vers son deuxième centenaire, tous les jours, de 8 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

A l'âge d'or, quand trois lignes fonctionnaient en parallèle

réparties sur le plan d'eau entre l'hôtel de ville et Saint-Jean, on estimait que chaque bateau faisait, bon an, mal an, le tour de la terre à la vitesse de 4 nœuds. Mais déjà, en 1928, une des lignes (place Vivaux-la Crée) concurrencée par le pont transbordeur avait dû cesser ses activités.

Créée par la compagnie Chambon, la Compagnie des ferry-boats était devenue une affaire de famille, puisque les bateaux-mouches du Vieux-Port étaient la propriété de Mme la-cheyron, qui la tenait de son père depuis plus de trente ans. « Pour nous c'est terminé », dit-elle, « le feriboite est à vendre. »

Il a commencé à donner de la gloire en 1974 alors qu'il transportait encore plus de trois cent mille passagers par an malgré l'amputation d'une seconde ligne (Saint-Jean-rive Neuve). Dès 1978, il fallut une subvention pour le maintenir en vie sous forme d'une subvention municipale de 6 000 F. Mais le déficit devait s'accroître pour atteindre 10 000 F en 1977, 190 000 F en 1980 et 474 000 F en 1982. Pendant ce temps, le tiers de ses passagers l'abandonnaient.

Qui veut acheter le « feriboite » ? La municipalité étudie plusieurs solutions. L'une d'elles consisterait à acquérir les bateaux et à offrir la gratuité du passage. Cela ne coûterait pas plus cher que de les abandonner, puisque le budget de fonctionnement est estimé à 450 000 F. Mais la mairie, on estime qu'on a donné en subventions l'équivalent des actifs de la compagnie constituée par trois bateaux, dont deux sont à vendre, soit 1 million de francs environ. On aimerait donc que les propriétaires offrent les bateaux-mouches à la ville en échange du franc symbolique. Des négociations sont en cours.

« Les Marseillais sont très attachés à leur feriboite », faisait remarquer dernièrement à M. Gaston Daffery, le neveu du capitaine, qui ne le laisse mourir. « A quel le maire de Marseille a répondu : « Alors, pourquoi ne le prennent-ils plus ? »

JEAN CONTRUCCI.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Si vous avez manqué la fastueuse célébration du cinquantième anniversaire du Louvre des antiquaires, il est encore temps (jusqu'au 13 novembre) de rendre visite aux deux cent cinquante spécialistes du passé qui ont su mettre en valeur leurs plus belles pièces : un marbre de ronde-bosse d'Alexandre le Grand ; un carter de Louis XIV sur ivroite (du Dauphin), Galerie Antonovitch ; un baguier en argent en forme de statuette (Nicolo Kraemer) ; une coupe en vermeil d'Odior (de Quincy) ; une série de quatre capricci vénitiens par Marieschi (Gismund) ; une statuette en bronze de l'école de Bavière (Dauha) ; un dressoir byzantin du sixième siècle (Rouge) ; une dansuse en pâte de cristal d'Argy Rousseau (Dancenberg) ; un téléphone 1930 en cell de cristal (Opium) ; une canonnière à roues à cube, maquette du dix-neuvième siècle (La Fille du pirate) ; un chinois escamoteur, automate à musique (Christian Bailey) ; un tabouret de chef polynésien (R. et A. Meyer) ; des étonnantes objets d'art populaire (Acrostiche, Herménès) ; de magnifiques livres en cuir, blasons, grandeurs natures (J.L. D-François).

Cet effort pour « sortir » de tels trésors, et bien d'autres, n'est d'ailleurs qu'un aboutissement. Au fil des années, depuis 1978, une sorte de sélection naturelle s'est opérée parmi les locataires de cet espace privilégié. (Il ne reste qu'un tiers des premiers pionniers.) Les petits marchands sont partis d'eux-mêmes, incapables de faire un chiffre d'affaires suffisant pour faire face aux charges. D'autre part, sous la direction douée et ferme de Mme Nathalie Narischkine, épaulée par un expert énergique, M. Patrick de Butet, seules les candidatures d'antiquaires

éprouvés ont été retenues, ce qui s'est fait d'autant plus facilement que la demande d'admission est plus forte que le nombre des boutiques disponibles. Le Louvre des antiquaires de la seconde génération a trouvé, n'en doutons plus, un second souffle qui sera de longue durée.

A cette politique électorale s'ajoute l'attrait d'expressions intelligentes sur les thèmes les plus divers : l'art forain, l'art et l'oiseau, le festin dans l'art, l'art démodé et, dans quelques jours, « Les enfants du passé » (jusqu'en février). Cet effort de recherche et d'érudition est toujours valorisé par une présentation du goût le plus sûr.

Mais comme tout est parfait, il reste à souhaiter pour ce vivant musée plus d'affabilité de la part des marchands — qui ne devraient pas faire de l'élévation de la qualité un prétexte pour hausser un peu fort le niveau des prix. (Le Louvre des antiquaires est ouvert tous les jours (sauf lundi) de 11 heures à 19 heures, même le dimanche.)

Côté breizate, la Foire de Boulogne-Billancourt propose, jusqu'à dimanche, de nombreux meubles et objets du dix-neuvième siècle à des prix modestes (pour de hautes par rapport à l'an dernier). Meubles divers offerts aux enchères à Enghein, aux Andelys et à Provins, dimanche 13 novembre à partir de 14 h 30. A Versailles, de l'archéologie et des objets d'Extrême-Orient chez M. Blache à l'Hôtel Ramus ; de l'argenterie, des bijoux et des tableaux modernes aux Cheval-Légers. Enfin, à Vernon (Eure), les automobiles modèles réduits de la « collection du D.D. », perdront aux plus offrants.

GERSAINT.

PARIS EN VISITES

- MARDI 14 NOVEMBRE
- « Le faubourg Poissonnière », 14 h 30, angle faubourg Poissonnière/boulevard de Bonne-Nouvelle, M^{me} Allez.
 - « Manufactures des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M^{me} Garnier-Ahlberg.
 - « L'église Saint-Roch », 15 h, 296, rue Saint-Honoré, M^{me} Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).
 - « Turner », 15 h 15, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).
 - « Saint-Germain-des-Près », 15 h, métro Mabillon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

- « Chez un doreur argenterie », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers (P.-Y. Jastel).
 - « Autour de Beaubourg », 14 h 30, 2, rue du Renard (Paris surréels).
 - « La Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
- MERCREDI 15 NOVEMBRE
- « Le temps des Mensquettaires racontés aux jeunes », 14 h 30, hôtel des Invalides, cour d'honneur, M. Sacres (Caisse nationale des monuments historiques).
 - « Quartier Saint-Martin », 15 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).
 - « L'art syrien », 15 h 30, Petit Palais (Tourisme culturel).

DES TOXICOMANES EN RANDONNÉE DANS LE MASSIF CENTRAL

Hippothérapie

De jeunes toxicomanes de nationalité suisse ont effectué pendant un mois une randonnée équestre d'un millier de kilomètres au sud du Massif central. Déjà tentée aux États-Unis, c'était la première fois qu'une telle initiative était lancée en France.

De notre correspondant

Mende. — A l'origine d'une telle initiative, Georges Baudraz, quarante-quatre ans, directeur de l'institution Toulourenc chargée à Genève de s'occuper des toxicomanes.

Depuis plusieurs années, cet homme enthousiaste, passionné par les randonnées à cheval, avait accompagné des drogués au centre équestre du Meylet, près de Langogne (Lozère). Mais cette fois, il décide d'aller plus loin et de mettre en œuvre une véritable thérapie par l'équitation financée par les institutions sociales et le département de la santé publique du canton de Genève. « Nous avons essayé », explique Georges

Baudraz, de concevoir une formule qui permette aux toxicomanes de reprendre confiance en eux-mêmes, d'apprendre ce qu'est l'effort et en même temps d'éprouver un plaisir intense. »

Au départ du pèrille, vingt-quatre garçons et filles de dix-neuf à trente-trois ans, accompagnés d'éducateurs, d'infirmières et d'une caravane d'intendance. Chaque jour des étapes d'une trentaine de kilomètres, le soir des haltes dans les terrains de camping, les gîtes ruraux, les fermes ou les abbayes. Après avoir chevauché sur les vastes étendues du causse de Sauveterre, les cavaliers sont descendus prudemment dans les gorges du Tarn par le sentier escarpé de Castelbouc. Ensuite, c'est la remontée sur le causse Méjean pour atteindre Meyrueis, Montpellier-le-Vieux, le Larzac, l'Espérou et l'Aigoual, le retour s'effectuant par le parc national des Cévennes, le mont Lozère et la Haute-Ardèche. « Partout », raconte Georges Baudraz, nous avons été accueillis à bras ouverts. Mais les débuts furent assez difficiles, la plupart

des participants n'ayant jamais fait d'équitation. Un matin, on a discuté pendant trois heures avant de harnacher les chevaux. Il a fallu apprendre à vivre ensemble, dépasser les conflits et surmonter la déprime résultant d'un sevrage complet. Jamais nous n'avons eu recours à des médicaments. Ces jeunes se sont retrouvés face à eux-mêmes. »

« Le cœur gros »

Comment ont-ils ressenti cette expérience ? Sylvie, dix-neuf ans, a pris conscience qu'elle était capable de « tenir jusqu'au bout ». « Je m'étais dit, flûte un but. Je l'ai atteint. Ce séjour m'a redonné confiance. Désormais ma vie sera différente. J'ai appris à apprécier des plaisirs simples : les dialogues avec les gens, le temps qui passe, la découverte de paysages aux couleurs flamboyantes. » Philippe, avoue : « avoir eu le cœur gros au moment où il s'est séparé de son cheval », et Pablo évoque avec tendresse le contact quotidien avec l'animal : « Chaque matin j'allais le brosser et le peigner. Les pro-

mières jours j'étais malade, je craignais de lui faire mal. Par la suite je suis devenu plus habile. Marilyn, qui avait une certaine appréhension au départ de la randonnée, raconte : « J'ai voulu me prouver et en même temps j'ai acquis une assurance que je ne possédais pas auparavant. »

Faut-il en déduire que l'équitation constitue une panacée pour lutter contre la toxicomanie ? Georges Baudraz reste prudent : « Ce n'est pas, dit-il, la solution miracle, mais ces jeunes qui étaient tous volontaires ont montré qu'ils étaient capables de résister quelque chose. Sur vingt-quatre participants, nous n'avons eu que deux abandons. Des relations confiantes se sont instaurées avec les éducateurs. Un mois, c'est trop court. A Genève, il faudra prolonger cette initiative. En Suisse, on verse chaque semaine une aide financière aux toxicomanes. Pourquoi ne pas aider ces garçons et ces filles à acheter un cheval ? Ce serait plus économique sur le plan financier et plus efficace au niveau thérapeutique. »

JEAN-MARC GILLY.

Culture

Le tango au Festival d'automne

Le Festival d'automne présente jusqu'au 17 novembre, et pour la première fois en France, au T.M.P.-Châtelet, un spectacle de tango - l'histoire d'une musique et celle d'une manière d'être - mis en scène par Claudio Segovia. Des compositions classiques et d'autres plus proches : un siècle de tango.

La tango s'est dansé dans le monde entier, a encaissé les « branches » des Années folles, fait pleurer tous les accordeons. Il est et demeure « la » musique de Buenos-Aires, ce soupier de l'âme que chaque Argentin porte en lui, et dont se souvient Jorge Lavelli.

Homme de théâtre, Jorge Lavelli a monté Gombrowicz, Arrabal, Claudel, Ionesco ; il a été l'un des premiers à renouveler la mise en scène lyrique, de Faust, Pelléas et Mélisande, la Traviata... Il est arrivé en France au début des années 60. Il venait de Buenos-Aires où il est né, sa famille venait d'Italie. Il dit que le tango chante la nostalgie des immigrés et que, s'il a franchi les frontières des faubourgs et celles du pays, c'est grâce au Toulousain Charles Romuald Gardes, qui, comme ce million d'immigrés que l'Argentine a accueillis, est venu à s'inventer une identité, est devenu Carlos Gardel.

Larmes de sel

Le tango est né, obscurément, du métissage des rythmes - y compris ceux de l'Afrique - qui se sont succédé sur les rives du Rio de la Plata. Il s'est approprié la sentimentalité du peuple, et c'est ainsi qu'il est devenu son porte-parole, qu'il a suivi les mutations sociales. Il a canalisé sa sensibilité et, en retour, a marqué ses comportements, sa manière d'exprimer son émotion. Il capitalise la perception du monde particulier à l'exil et, de ce fait, efface sa marginalité. Le mélange des cultures qui définit la nation argentine trouve là un moyen d'en finir avec la tristesse. Le tango est profondément la musique de Buenos-Aires.

Quelquefois, un parfum de désuétude s'attache au tango et à tout ce qui l'entoure. Ce n'est pas faux. Trop de facteurs le relient au passé. Même si l'immigré réussit à s'intégrer, il ne cesse de porter ses yeux vers d'autres pays, vers l'Europe surtout. Si les constantes du tango se soudent dans les plaintes et la nostalgie, c'est bien parce que les portenos, les hommes du port, ont en eux les images d'autres ports et celles de leurs ancêtres, et que, à force de les chercher au-delà de la plaine, de la pampa sans limite, ils pleurent. Larmes de sel où se reflètent d'autres visages, d'autres paysages perdus ou abandonnés. Les plaintes du tango disent plus que l'amour frustré, elles parlent de fatalité, de destins qui s'engouffrent dans la douleur et la nostalgie.

Alors, le tango n'est plus seulement la musique de Buenos-Aires, il est à lui seul la synthèse de la ville. Il interfère sur le langage, en rythme l'élocution, laisse des traces dans la grammaire, investit la respiration de la vie quotidienne, en influence les cadences avec ses emphases, ses pauses significatives, ses finales languissantes. A Buenos-Aires et sur les deux rives du grand fleuve, à la frontière de l'Uruguay, tout instant est en rapport avec le tango.

L'admiration du passé

L'homme de Buenos-Aires est plutôt taciturne, secrètement idéaliste, il a le sens de l'humour grinçant, de l'ironie déclinée, il affiche un pessimisme désarmant que le tango colonise. Le tango exalte la blessure première de l'exil, les illusions enfuies, l'impuissance à déifier le présent. Il véhicule une pensée née d'une fracture de base et, tout naturellement, débouche sur la nostalgie, cette force secrète qui entraîne vers l'admiration du passé.

Dans les années 50, le tango atteint le sommet de sa splendeur. Par la suite, les salles de bal repoussent d'autres musiques. Le tango se replie. De la concentration sur la danse, on passe à la concentra-

tion sur l'écoute, sur les subtilités de l'expression musicale. A nouveau déclasse, le tango se goûte dans la communion enfumée des cabarets, comme s'il fallait faire les comptes de presque un siècle d'existence. Comme pour une initiation à un culte très grave, on se retrouve, coude à coude autour des petites tables, et religieusement, silencieusement, on écoute. Du plan général, on passe au gros plan. La cérémonie muette prend des allures de messe païenne. Plus que jamais, le tango capte l'émotion retenue du peuple argentin et sa tristesse s'inscrit dans une philosophie de la désespérance. Comme le Né au Japon, le tango se nourrit des nuances apportées à l'interprétation.

Puis l'Argentine connaît des jours sinistres qui portent des coups terribles à la fragilité sentimentale de ces écorchés de l'âme, Européens du bout du monde plus que jamais ignorants de leur identité. Rien ne peut cependant faire disparaître le tango. Mieux et plus qu'une distraction, qu'un euphorisant, il renvoie l'auditeur à son intimité. Il rassemble et fait chanter ses angoisses, il finit par composer un traité pratique de philosophie populaire, et les poètes donnent à leurs paroles un vertige pathétique, introduisent l'idée de la mort dans les plaintes anciennes, alors ils accèdent à la composante originelle de l'âme argentine...

JORGE LAVELLI

LE KATHAKALI

Le jeu de l'histoire

Le théâtre kathakali n'est pas inconnu, du moins les images de ses héros fantastiques, grimes et masqués. Les troupes - dont la plus connue vient du sud-ouest de l'Inde - s'arrêtent régulièrement en France au cours de leurs tournées internationales. La dernière en date, présentait à La Rochelle, au festival de Lille et à Paris, au Carré Silvia-Montfort où sept spectacles différents ont été donnés, pendant une semaine.

Katha signifie « histoire », kali « jeu ». Le kathakali est donc une « histoire jouée », à mi-chemin entre la danse et le mime, assez proche de ce qu'on appelle le ballet d'action ou la pantomime, à cela près que les gestes conventionnels des mains qui racontent ce que la bouche ne dit pas, tandis que les expressions du visage traduisent les divers états affectifs, sont d'une variété beaucoup plus grande et font l'objet d'un véritable code. On songe involontairement au langage manuel des sourds-muets tout en se disant que les Italiens, en dehors même de la commedia dell'arte, ont dû se passionner pour le kathakali dans une vie antérieure.

Fondée en 1930 pour perpétuer l'existence menacée de cette forme d'art spécifique du Kérala, province située au sud-ouest de l'Inde, l'école du Kalamandalam possède une troupe (composée de ses professeurs) qui emplit parmi les plus remarquables.

Issue de formes théâtrales beaucoup plus anciennes, en partie religieuses et continuant la tradition du théâtre sanscrit où récit, mimé et danse sont indissociables, le kathakali, né au dix-septième siècle, est relativement récent ; on se peut regretter que l'opéra occidental, il n'est pas si éloigné de ce que devait être l'opéra-ballet de Lully, et même l'opéra baroque où chaque atti-

tude des acteurs possédait une signification bien précise.

Comme dans le Combat de Tancredi et Clorinde de Monteverdi, les chanteurs-narrateurs, immobiles au fond de la scène, accompagnent et déterminent l'évolution des danseurs-acteurs. Cela pour indiquer que les points de contact entre le kathakali et certains modes d'expression occidentaux ne manquent pas ; mais, outre l'aspect religieux, fondamental ici, nous devons encore faire un certain effort pour concentrer notre intérêt sur les détails qui sont l'essentiel et faire abstraction du temps qui semble, au premier abord, exagérément distendu.

L'essentiel est de ne pas perdre patience car les moments d'émerveillement - qu'il s'agisse de la virtuosité des danseurs, ou de la variété inépuisable des sonorités que les musiciens savent tirer d'un petit gong, d'une minuscule paire de cymbales et de deux tambours - dédomment largement des périodes pendant lesquelles l'attention se relâche. Mais il reste toujours la beauté des costumes, des têtes et des maquillages formant de véritables masques.

Avec un peu d'habitude cependant, on se prend à regretter que la plupart des représentations n'excèdent pas deux heures (au Kérala elles durent toute la nuit) et que les scènes choisies soient,

de préférence, les plus spectaculaires, mais il est sans doute nécessaire qu'il soit ainsi afin de ne pas décourager la curiosité d'un public de plus en plus nombreux. En effet, les combats, les grimaces des méchants, leurs cris de rage, leurs sauts, sont universellement compréhensibles. Pour aller plus loin, il faudrait pouvoir suivre ce que chantent alternativement les deux vocalistes et que miment les danseurs soutenus par les tambours, mais, à moins d'appréhender le sanscrit (matinée de malayalam), il ne faut pas trop compter et se contenter de connaître les épisodes du Mahabharata ou du Ramayana d'où ont été tirés l'argument des spectacles.

En revanche, on devient vite sensible à l'extraordinaire synchronisation des gestes et de la musique dont la perfection tient autant à la maîtrise consommée d'un art pratiqué depuis l'enfance, qu'à ce fait que les joueurs de tambour ont toujours l'œil sur les gestes des danseurs, comme sur ceux d'un chef d'orchestre, afin qu'il n'y ait jamais le moindre décalage, les uns et les autres étant soumis, de surcroît, au rythme du petit gong tenu par le chanteur le plus expérimenté.

En attendant le prochain passage en France d'une troupe de kathakali, d'ici un an ou deux, on pourra se préparer en lisant le n° 9 de la revue Bouffonneries (1) et en écoutant l'unique enregistrement publié par les disques Audis (AV 4505).

GERARD CONDÉ

(1) Théâtre d'Odéon : le kathakali et l'odissi (108 pages, 45 F), Domaine de l'Estuaire - 11000 - Caillac.

Fresques murales à Mexico

Pendant près de cinq mois, neuf jeunes Lyonnais ont été envoyés - sur initiative gouvernementale - pour collaborer avec un groupe de peintres, à Tepito, quartier maudit de Mexico, sorte de lieu non-dit sans existence légale, où, selon la rumeur, s'épanouissent les horreurs sans lesquelles une capitale de dix-sept millions d'âmes, d'estomacs et de sexes ne saurait vivre.

L'idée a surgi en 1982, à l'occasion du voyage à Mexico de Jack Lang, ministre de la culture, au moment où il s'est fait applaudir pour ses diatribes contre « l'impérialisme culturel nord-américain ». Jean-Pierre Collin, membre de son cabinet, avait mis à profit le séjour pour visiter Tepito. Il a eu l'occasion d'y découvrir les peintures murales d'un groupe local baptisé Tepito arte aca (Tepito art-ici et maintenant), très forte affirmation d'identité culturelle.

Mexicains et Français ont alors décidé d'organiser un « échange artistique » avec Populart, un groupe de la même veine, dont la base est Oullins, dans la banlieue lyonnaise. Les emblèmes choisis par ces deux collectifs disent clairement leur parenté : Guignol muni d'un pinceau pour les uns, Joccande faisant un bras d'honneur pour les autres.

C'est ainsi que, à la mi-juin, neuf jeunes Lyonnais, qui ne révélaient jamais leurs noms - ils signent toutes leurs œuvres du seul sigle de leur collectif, - débarquèrent à Mexico : Amandine, Dominique, Gilbert, Jean-Michel, Marie-France, Marion, Patrick, Pomme et Véronique. Personne n'est prêt à parier sur le succès de leur entreprise. Comment quatre garçons et cinq filles « séparés de mai 68 » vont-ils pouvoir pénétrer dans un quartier si fermé, si dangereux, qui se prétend le creuset du Mexique authentique afro-latino-américain, celui aux mains calleuses de mécano bricoleur, aux couleurs de méfis champion du monde de boxe, le Mexico de la dévotion ?

Mais la banlieue lyonnaise a sa propre culture de rue. Celle qu'on apprend à la Saulaye, par exemple, dont pour 97 % des habitants sont des immigrés. Populart a son idée sur la question. Depuis sa formation en 1978, il a en outre multiplié les expériences dans les milieux les plus divers : avec des malades mentaux sans leurs médecins, avec les enfants d'une école contre l'institution, au centre de la ville d'Oullins, avec l'ensemble de la population et la soutien d'une municipalité exceptionnellement ouverte.

L'intégration Populart-Tepito a donc été instantanée. Le round d'observation - un rite, dans un quartier où les gosses rêvent encore de sortir de la misère en montant sur le ring - semble n'avoir pas duré plus de quarante heures. Question de savoir-faire, question de sourire, de chaleur humaine. Pas de peur, pas de jugement, pas de curiosité maline.

Populart aime à se pénétrer de l'ambiance d'un lieu avant de commencer à y peindre. Mais la population de Tepito n'avait pas la patience d'attendre. Très vite, elle a demandé d'improviser sur la moitié d'un gigantesque mur de près de soixante mètres de long.

en complément d'un travail commencé par Arte aca. Les gens passaient, regardaient, commentaient, en parlaient autour d'eux. Que les deux sensibilités plastiques se soient heurtées lors de cette première expérience n'a gêné personne. Le travail a plu. On a demandé de recommencer. Progressivement, des amitiés se sont nouées, les styles se sont fondus. Le groupe est resté plus longtemps que prévu. Il a été adopté.

L'une des grandes particularités de Tepito est d'avoir su préserver contre vents, marées et promoteurs l'anneau des unités urbanistiques essentielles des villes mexicaines d'antan : la *vecindad*, groupe de maisons (entre cinquante et cent en moyenne) presque toujours petites, très serrées les unes contre les autres autour d'une grande cour à laquelle on n'accède que par une seule entrée.

La richesse du métissage

Dix à quinze personnes habitent dans une pièce et demie. L'exiguïté pousse les individus vers l'espace commun. Il en résulte une convivialité dont les confits ne sont pas absents, mais qui repose sur des rapports affectifs réels. La *vecindad* répond à bien des problèmes soulevés par les sociologues de la ville moderne, mais les compagnies individuelles trouvent les tours infiniment plus rentables.

Dans la *vecindad*, les populations, comme les aînés à l'appel, ont réussi une sorte de « miracle dans une cour ». Après avoir vécu pendant plusieurs semaines dans l'intimité du lieu, ils ont commencé à peindre les scènes les plus immédiates de la communauté : le départ pour le travail, le lavage du linge, les jeux des gosses. La « vedette » revient à un vénérable grand-père, ancien compagnon de Pancho Villa, qui veille sur la *vecindad* comme la révolution de 1910 sur ses derniers ennemis.

A peine finie, l'œuvre réalisée sur des murs trop vieux, maltraités par le soleil et la pluie, s'écaille. Mais les « modèles » ne sont pas déçus de se voir disparaître. Populart, pour expliquer sa démarche, dit volontiers : « Des choses de l'amour pour les lieux et les gens surgissent une très forte envie de créer ».

Une sorte d'intégration par paliers, s'est opérée. Les Lyonnais ont perdu quelque peu de leur virginité enlaxante-huitarde, ont découvert la richesse du métissage qui s'accepte, touche quelques réalités du tiers-monde.

Ils sont partis le 4 novembre. Arte aca est attendu à Oullins au printemps prochain.

FRANCIS PISANI

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ESPACE GAYET 20 h 15 : La Bête humaine, 21 h 45 : L'Espérance. ESPACE GIBERT 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance. ESPACE JACQUES-CHATEL 19 h 30 : L'Espérance.

France / Services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : *Dallas*.
Réal. L.J. Moore.
21 h 35 Droit de réponse : L'enseignement de l'histoire.
Émission de M. Polac.
22 h 45 *Étoiles et toiles*.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
Le cinéaste Maurice Pialat avec des extraits de ses films.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 *Variétés : Champs-Élysées*, de M. Drucker.
Autour d'Enrico Macias, avec Daniel Guichard, le ventriloque *Marc Léonel* (l'homme aux cinq voix)...
22 h 5 *Gymnastique*.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série Agatha Christie : *Le mystère du vase bleu*.
Réal. C. Cole.
Jack entend des voix, et commence à croire à une histoire de revenant. Mystères occultes, rêve autour d'un vase bleu, clé de l'intrigue.
21 h 25 Série : *Merci Bernard*.
Réal. J.-M. Ribes.
Avec Gédé, Covatta, Claude Piéplu, Romy Coutureau...

21 h 55 Journal (et à 23 heures).
22 h 15 *Magazine : Confrontations*.
Réal. H. Chapier et M. Naudy.
Avec Jean-Marie Le Pen, président du Front national.
22 h 30 Musiclub.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35 Magazine : Troisième rang de face.
18 h Dessin animé : Les aventures sous-marines.
18 h 55 *Ulysse 31*.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : *Routetabille*.

FRANCE-CULTURE

20 h L'Enfance, d'après Virgile (2^e partie). Avec P. Lhébaut, D. Bernard, S. Coulon...
21 h 55, Ad BB.
22 h S. La fuge du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 3 février 1983 en grand Théâtre de Genève) : « Salomé », de R. Strauss par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. H. Stein, sol. R. Teer, C. Szokol-Rudova, S. Enns, J. Migeon...
22 h 30, Fréquence de nuit : Le club des archives (Spécial Ernest Ansermet) : œuvres de Beethoven, Stravinski, Mozart, Prokofiev, R. Strauss.

Dimanche 13 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

14 h 30 *Champions*.
Sports et divertissements.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h Série : *Frank, chasseur de fauves*.
Le magazine de la semaine : Sept sur sept.
De J.-L. Barga, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
Le grand ténor sera M. Amadou Mahtar M'bow, directeur de l'UNESCO, la télévision des autres, celle de l'Australie. Au sommaire également, un reportage sur l'Algérie.

20 h Journal.
20 h 35 Film : *César et Rosalie*.
Film français de C. Santet (1972), avec Y. Montand, R. Schneider, S. Frey, U. Orsini, E.-M. Meinecke, J. Huppert (Rediffusion).
Une femme mûre et un plus jeune aiment la même femme. Elle aime tous les deux et ne sait pas comment choisir entre eux lorsqu'ils deviennent amis. Mouvances du cœur et psychologie moderne de personnages finement observés par Claude Santet, dans un contexte social contemporain. C'est aussi un film de grands acteurs.
22 h 25 Sports dimanche.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

13 h 20 *Dimanche Martin*.
17 h 05 Série : *L'ennemi de la mort*.
18 h *Dimanche magazine*.
Au sommaire, trois reportages : *Mort pour la France* (les soldats tués à Beyrouth) ; *Hongkong* (place forte financière et commerciale, restera-t-elle anglaise ?) ; *Cuba* sous tension.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : la chasse aux trésors. Aux Philippines.
21 h 40 Documentaire : Sans retour possible.
L'Armée d'ici là-bas, réal. J. Kabadian et S. Avkiddian.
Deuxième volet d'une enquête construite sur le rythme des confidences, des souvenirs égrenés : de la communauté arménienne en France aux cérémonies et aux rites tels qu'ils sont restés de l'autre côté du rideau de fer.
22 h 30 Concert actualité.
Autour d'un chef d'orchestre : Ernest Ansermet, avec un extrait de la « Symphonie n° 7 », de Beethoven, et d'un compositeur polonais, Alexandre Tansman, avec des extraits de ses œuvres.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 45 L'écho des bananes.
Émission de rock de V. Lamy.
19 h 40 R.F.O. hebdo.
20 h *Frangible Rock*.
21 h 35 Regards sur la France : les voiles bas et en travers.
Saint-Mala et ses grands hommes : Surcouf, J. Cartier, Chateaubriand.

21 h 30 Aspects du court métrage français.
Bibi, de P. Haudiquet.
22 h 5 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit (Cycle Allemagne 1928-1931) : *Abseich*.
Film allemand de R. Siodmak (1930), avec B. Horney, A. Mog, E. Uda, K. Mic, F. Günther, W. Sokoloff (v.o., sous-titré N.).
La faune sordide d'une pension de famille de Berlin provoque la rupture d'une vendeuse de magasin et de son fiancé. Drame social en lieu clos, réalisme noir du chômage, de la misère et des compromissions. Un film remarquable et très rare de Siodmak, en Allemagne, aux débuts du cinéma parlant.
23 h 45 Prélude à la nuit.
Mégalithes, d'A. Kresinski.

FRANCE-CULTURE

19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, *Albatros* : l'étrange Pierre Louys, entre l'alexandrin et la pataphysique.
20 h 40, Atelier de création radiophonique : Andraud, Jean-Toulou, avec des extraits de : « A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse » ; « Le jeune homme » ; « La Fève » ; « Félicité ».

FRANCE-MUSIQUE

A LILLE
19 h 5, Jazz vivant : le trio d'Hank Jones, et Ernie Wilkins.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert (donné à New-York le 4 janvier 1953) : *Symphonie n° 35* de Mozart, Symphonie n° 4 de Mahler par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. : B. Walter, sol. I. Seefried.
22 h 30, Fréquence de nuit : les figurines du livre ; 23 h, Entre guillemets.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 13 NOVEMBRE

— M. Jack Lang, ministre de la culture, est invité à l'émission « Forum », sur R.-M.-C., à 12 h 30.
— M. Michel Giraud, président de la commission du conseil général de l'île-de-France, participe à l'émission « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.
— M. Christian Pierrat, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, est invité à l'émission « Le Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures.
— M. Schlomo Hiller, président de la sous-commission de la Knesset (Parlement israélien), chargé des relations avec le Liban, participe au journal de Radio 1, à 19 h 30, en direct de Jérusalem (Paris 93.90 MHz).
LUNDI 14 NOVEMBRE
— M. Poul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, est reçu à l'émission « Play-doyer », sur R.-M.-C., à 8 h 15.
— M. Alain Juppé, conseiller économique de M. Chirac sur la fiscalité locale à Radio-Service tour Eiffel, de 12 h 30 à 13 heures (Paris 101.4 MHz).

Sports

TENNIS

ACCORD ENTRE LE CONSEIL PROFESSIONNEL ET LA W.C.T.

Aux termes d'un accord signé à Londres en marge du tournoi de Wimbledon, le Conseil international de tennis professionnel et la World Championship of Tennis (W.C.T.), représentés respectivement par M. Philippe Chatrier, président de la F.I.T., et le milliardaire texan Lamar Hunt, ont décidé d'enterrer la hache de guerre (le Monde du 8 novembre).
Cet accord prévoit qu'à partir de 1985 un certain nombre d'épreuves de calendrier, parmi lesquelles les filiales W.C.T. de Dallas, le tournoi des champions à Forest Hills, le championnat W.C.T. de double messieurs à Londres, figureront dans le cadre du Grand Prix qui patronne la Fédération internationale de tennis.
— A Wimbledon. — En quart de finale du tournoi sur courts couverts de Wimbledon, Jimmy Connors a battu Gerulaitis (6-4, 6-2), John McEnroe l'a emporté sur Steve Denton (6-3, 6-3). Anders Jarryd s'est défait de Gene Mayer (6-1, 6-2) et Andres Gomez a éliminé Henrik Sundstrom (6-1, 7-5).

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

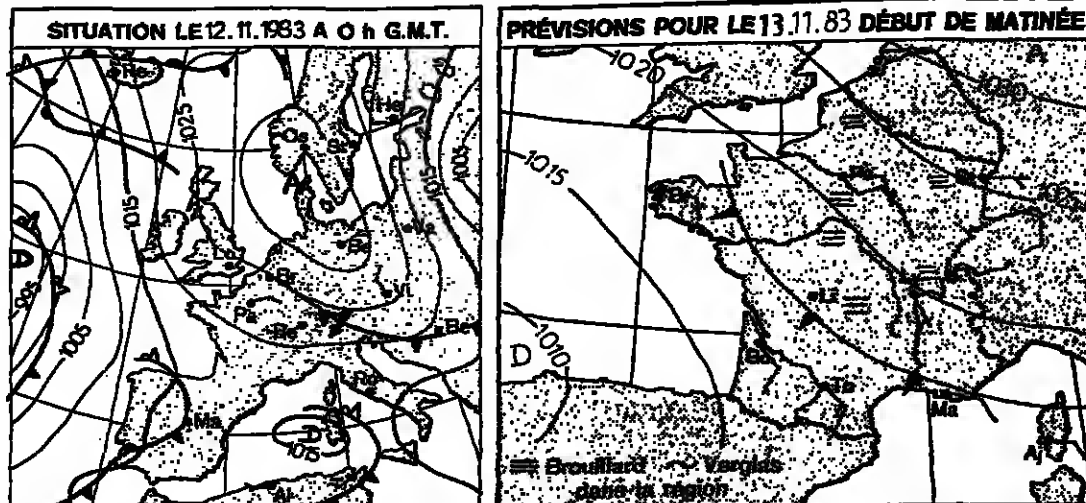
« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche »
93 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 08



15^{ème} CONVENTION DE LA B.D. 11.12.13 Novembre



MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 12 novembre à 0 heure et le dimanche 13 novembre à minuit.

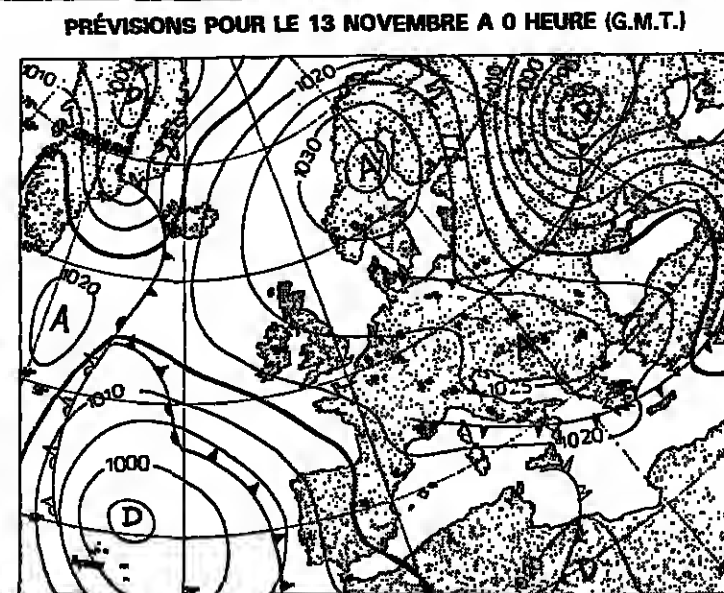
La descente de l'anticyclone de Scandinavie vers l'Allemagne apportera sur la moitié nord-est du pays de l'air plus frais et devenant lentement moins humide. Par ailleurs, des hautes pressions bloquent la remontée vers l'est du pays des limites anticycloniques circulant sur la façade est du minimum voisin des Açores.

Dimanche, sur la moitié nord-est, le temps sera froid le matin avec des gelées de -1 à -3 degrés sur les régions du Nord-Est, 0 à 2 degrés sur les autres et encore brumeux avec des brouillards localement givrants. Ils se dissipent plus facilement que ces derniers jours. Dans la journée, le temps sera assez ensoleillé, les températures atteignant des maximales de 6 à 7 degrés sur les régions ayant subi des gelées, 9 à 12 degrés ailleurs.

An sud d'une ligne Saint-Brieuc-Lyon, on observera encore des brouillards en vallée en début de journée, puis le temps sera ensoleillé avec quelques passages nuageux des côtes Atlantiques aux Pyrénées. Des gelées de -1 à -3 degrés auront été enregistrées dans le Centre et le Massif Central ; ailleurs, des minima de 8 à 10 degrés sur les côtes, 3 à 6 degrés à l'intérieur. Les températures maximales seront de 13 à 18 degrés du nord au sud dans cette zone.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 12 novembre à 7 heures : 1022,1 millibars, soit 766,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 10 au



11 novembre) : Ajaccio, 20 et 8 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 18 et 5 ; Bourges, 18 et 3 ; Brest, 17 et 8 ; Caen, 16 et 1 ; Cherbourg, 15 et 9 ; Clermont-Ferrand, 16 et -1 ; Dijon, 9 et 3 ; Grenoble, 8 et 1 ; Lille, 4 et 2 ; Lyon, 13 et 3 ; Marseille-Miriguan, 17 et 7 ; Nancy, 3 et 3 ; Nantes, 17 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 9 ; Paris-Le Bourget, 11 et 9 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 20 et 7 ; Rennes, 16 et 7 ; Strasbourg, 4 et 4 ; Tours, 17 et 3 ; Toulouse, 18 et 7 ; Poitiers-Fut, 32 et 22.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 12 degrés ; Amsterdam, 9

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

LA MAISON

Nouveautés à Batimat

A partir du vendredi 11 novembre, le Salon Batimat s'installe pour dix jours à la porte de Versailles. Plus de trois mille exposants, français et étrangers, sont présents à cette manifestation qui intéresse les professionnels de la construction mais aussi des particuliers soucieux de la qualité de leur habitat.

Batimat a la réputation d'être le Salon de l'innovation dans le domaine du bâtiment et de l'équipement intérieur. Dans le cadre de la maîtrise de l'énergie, un nouveau procédé d'équilibrage des radiateurs établit la régulation générale d'une installation de chauffage central à eau chaude. Un module de réglage se fixe sur chaque radiateur et un mètreur de débit portatif permet au chauffagiste de faire une répartition équitable de la chaleur dans tous les logements (« Quitus », Desbordes). De nombreux systèmes d'isolation thermique par l'extérieur sont présentés à Batimat. L'un d'eux est fait de panneaux de façade en P.V.C., à isolation renforcée, revêtus d'un crépi plastique appliqué en usine. Ces panneaux s'assemblent par emboîtement et peuvent être mis en œuvre par un bon bricoleur, à qui ils sont vendus en kit, avec accessoires de montage (« Tricolor », Synthésia).

Pour lutter contre l'humidité par remontées capillaires, un procédé consiste à introduire dans les murs des plaques métalliques ondulées de la largeur du mur ; cette technique s'applique aux maçonneries de briques, agglomérés ou pierres posées en assises régulières (Procedé H.W., Huckendubler). Pour réaliser l'étanchéité d'un toit, un film de sous-toiture imperméable draine vers le gouttière l'eau qui aurait réussi à s'infiltrer. Ce film microperforé permet à la vapeur d'eau des combles de s'échapper, minimisant ainsi les risques de condensation (Redland).

Pour équiper la salle de bains, un nouveau lavabo est réglable en hauteur, de 84 cm à 47 cm sans palier, par un mécanisme dissimulé par le cache-siphon : ce lavabo familial se fait en blanc ou en couleur (« Zoom », Villeroy

CARNET

Naissances

— Armand et Joanne LE BOTERF laissent à Céline la joie d'annoncer la naissance de

Anne.

Vincennes, le 15 octobre 1983.

— M. William TRICHTER et M^{me} née Viviane WEILL, laissent à Sarah la joie d'annoncer la naissance de

Léa.

Paris-S.
Les Portes-en-Ré (Charente-Maritime).

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jacques BREY,
née Nadine Ségui,

survécue, à Paris, le 8 novembre 1983.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mardi 15 novembre 1983, à 14 heures.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Louis MOLET,
née Andrée Buis,

le 5 novembre 1983, à l'âge de soixante-dix ans.

De la part de

M. Louis Molet,

son épouse,

Des familles Golaz, Hatzfeld, Molet, Sauvaget-Colomer, Schaffhauser, ses enfants et petits-enfants.

Et des familles Assinard, Baudry, Bourrand, Buat-Ménard, Cattier, Delucenay, Desfontaines, Genouille, Guibet, Kloboukoff, Marsdel, Robert, ses parents et alliés.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Denervy (Saône-et-Loire).

— Ses enfants se lèvent et la disent

heureux... (Proverbes, XXXI.)

Molet, Denervy.

71510 Saint-Léger-sur-Dheune.

Communications diverses

— Les membres de l'Association des anciens prisonniers de guerre, déportés et internés de l'information, fondée par Georges Reynal, ancien déporté, directeur de la presse à l'Elysée durant la présidence de M. Vincent Auriol puis de M. René Coty, se sont réunis le 10 novembre devant la plaque apposée au ministère de la communication, 69, rue de Varenne, à la mémoire de leurs camarades fusillés ou déportés sous l'occupation.

SE RÉALISE LE TI

n caillou gr

des impériaux, q

certains par qu

Touto personne ay

de soupçonner l

l'ère — et leur cre

lure part au direc

indispensable

est, comme le

semblent à

confiance est es

outre, le Club se

d'arrivage en cas

agement est sans

Avec ses deux

cents adhérents,

Dehors Club est l'

plus organisation

me : l'homme, au

Trade Association

Manufacturers, l'ADI

Diamond Industri

qui regroupe trois

empux, négociants

courtiers d'un sect

ent le lieu du ca

de détail du du

Un président flamboy

russe. Son père, d

Ministère, était un d

diplomate russe qu

ment, pendant la p

monnaie. Dans la

est même à du g

l'Empire aux Et

à ouvrir un restaur

voit son fils d'ob

« veshva », puis à

C'est à la « veshva

l'am à remporter l'

en travaillant le so

rents de l'un de ses

plus des diamantiers

« Bill » Goldberg t

des gros négociants

toutes les gra prima

d'ins pour les a

« veshva » de la B

l'ère. C'est le mon

contrôle de la C.S.O

relativement néces

enter la spéculation

mais il se déman

même si la De Bern

mettre actuelleme

« veshva » ses diam

il trouve la situat

avec des facties po

les pierres de moy

mais une ense p

les plus belles bi

son en Europe, ess

voit de dollar lui

la moné de son mar

47^{ème} Rue : un s

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

de la rue d'entier.

Economie

A NEW-YORK SE RÉALISE LE TIERS DU COMMERCE INTERNATIONAL DU DIAMANT

Un caillou gros comme Manhattan

De notre correspondant

New-York. — Le Diamond Dealers Club, au cœur de la fameuse 47^e Rue, à Manhattan, n'a, malgré son nom, vraiment rien à voir avec un club anglais : c'est une entité de pierres fines, meublées de tables et de chaises de bois — comme on en trouve dans les écoles — autour desquelles s'agitent une foule bruyante et enjouée de juifs hassidiques en longues lévites et chapeaux noirs, d'hommes d'affaires américains japonais, Wall Street, d'acheteurs japonais, européens et israéliens. Une petite synagogue et une cafétéria kasher sont les seuls luxes offerts aux adhérents, qui paient 8 000 dollars (64 000 francs) le droit de côtoyer les plus gros négociants du monde.

Des petits courtiers, faute de locaux, font aussi leurs affaires au Club. Aux murs, les photos

des impétrants, qui doivent être parrainés par quatre membres. Toute personne ayant des raisons de soupçonner leur honorabilité et leur crédit — doit en faire part au directeur. Précaution indispensable dans un métier où, comme les intéressés le soulignent à l'envi, « la confiance est essentielle ». En outre, le Club sert de tribunal d'arbitrage en cas de litige et son jugement est sans appel.

Avec ses deux mille deux cents adhérents, le Diamond Dealers Club est l'une des principales organisations de l'industrie. Il forme, avec la Diamond Trade Association et la Diamond Manufacturers and Importers Association, l'ADIA, l'American Diamond Industry Association, qui regroupe trois mille des principaux négociants, tailleurs et courtiers d'un secteur qui représente le tiers du commerce mondial de détail du diamant.

Après deux très mauvaises années, les affaires sont reparties. Très exactement en juillet dernier, lors de la grande exposition annuelle de la bijouterie à New-York. Les enchères records obtenues cet automne par les diamants de la vente de Christie's à New-York ont confirmé la reprise. Cette relance est imputée à une amélioration générale du climat économique aux États-Unis, à une certaine réduction des taux d'intérêt et au sentiment répandu dans le public que les prix avaient atteint leur plancher.

En avril 1982, l'ADIA s'est offert un bureau de relations publiques — un événement dans une branche qui, traditionnellement, cultive le secret comme un fruit rare. Mais il s'agissait de combattre ce que M. Lloyd Jaffe, qui a été chargé de cette tâche, appelle « une mauvaise presse ». La mauvaise presse en question était née de plusieurs fâcheuses affaires de droit commun — attaques à main armée, assassinats, chantages — à la suite desquelles les journaux populaires avaient présenté la 47^e Rue comme un coupe-gorge. Anathème dans un secteur où l'on travaille beaucoup en famille et où tout le monde connaît tout le monde.

Mais la « mauvaise presse » est surtout sortie d'un livre publié en 1982 sous le titre *Rise and Fall of Diamonds: The Shattering of a Brilliant Illusion* (« Grandeur et décadence des diamants : la fin d'une belle illusion »). Son auteur, Edward Jay Epstein, professeur de sciences politiques à Harvard, qui a aussi écrit plusieurs ouvrages sur l'assassinat du président Kennedy, démontait avec talent le mécanisme du monopole de la De Beers et prédisait la fin de la légende du diamant-investissement éternel. En attendant, la chute de la valeur du diamant faisait les gros titres de la presse américaine.

Selon M. Jaffe, Edward Jay Epstein a, en réalité, été victime d'un « syndrome du 65-25 », la réduction de près des deux tiers de la valeur de la mythique « Flawless D », la pierre parfaite de 1 carat, blanc-bleu, à la transparence et à la taille impeccables. Cette pierre de légende valait

65 000 dollars en 1980 ; elle n'en vaut plus que 25 000 aujourd'hui. Mais, ajoute M. Jaffe, triomphant, elle n'en valait que 2 000 en 1972 : « Vous voyez bien que le diamant reste un bon investissement... ». Au reste, il n'y a eu que trente-huit « Flawless D » produites en 1980.

Un « bolo » de 8 000 dollars

Crise ou pas, l'un des atouts du marché new-yorkais est la passion des Américains pour le diamant, réputé « le meilleur ami des femmes ». Aucune jeune personne ne se sent vraiment fiancée, de ce côté-ci de l'Atlantique, tant que son annulaire gauche ne s'orne pas de la pierre des rêves, fût-elle minuscule. Dans l'Ouest, en particulier au Texas, quand on a les moyens, on porte des diamants à toutes les heures du jour et de la nuit. Et il n'est pas rare de voir des gros ranchers arborer des chevalières ornées de pierres de plusieurs carats. La dernière trouvaille bien faite pour tenter les croqueurs de diamants : le « bolo » — ce lacet de cuir que les hommes de l'Ouest portent en guise de cravate ; — en or ou en platine, cloué de pierres scintillantes, pour 8 000 dollars.

C'est ainsi que les États-Unis sont devenus le premier marché de détail du monde, devant le Japon et la République fédérale d'Allemagne. S'il y a une récession économique, elle ne touche apparemment pas les amateurs de la « pierre éternelle » : 30 millions de bijoux en diamant ont été vendus dans le monde en 1980, 32 millions en 1981, 33 millions en 1982. 1983 promet d'être encore meilleure, avec un accroissement de 11 % pendant le premier trimestre.

En 1982, les Américains ont dépensé 5,5 milliards de dollars pour acheter des diamants. Une Amérique sur dix est entrée dans le club de ces heureux possesseurs ou a augmenté son stock. La même année, les États-Unis ont importé pour près de 2 milliards de dollars de diamants bruts ou taillés, et c'était une année de « crise ».

NICOLE BERNHEIM.

Nouvelles annonces de suppressions d'emplois en France et en Grande-Bretagne

Quatre cent cinquante emplois supprimés aux Chantiers Lafarge. En raison, selon la direction, d'une forte baisse du marché, liée à la diminution d'activité dans le bâtiment et les travaux publics, quatre cent cinquante emplois seront supprimés l'an prochain dans cinq des vingt usines du groupe des Chantiers Lafarge-France : 144 sur 160 à Hautbois (Nord), 41 sur 81 à Cruss (Ardèche), sans doute 75 sur 100 environ à Cassis (Bouches-du-Rhône), et la totalité de l'effectif à Albi (Tarn), soit 127 salariés, ainsi qu'à Limay (Yvelines), soit 63 salariés.

C'est ce qu'a annoncé, le jeudi 10 novembre, M. Gilbert Lédoux, directeur général du groupe en France, qui a indiqué que ces suppressions d'emplois — assorties de mesures de préretraite, de mutation ou de reclassement — ramèneront à 2800 environ le nombre des salariés dans l'ensemble de ses cimenteries. En réponse à ce « coup de force du patronat », la C.G.T. avait prévu une « riposte de masse ». Elle invite, pour l'instant, ses organisations à

transformer les comités centraux d'entreprise en « C.C.E. de lutte ».

Dans le textile, 109 licenciements sur un effectif de 233 salariés devraient être annoncés lundi 14 novembre chez Balsa à Arthon (Indre), à la suite notamment d'une baisse des ventes de moquette. L'entreprise Balsa, qui avait abandonné il y a deux ans les secteurs des couvre-lits et des tapis de bain, avait déjà procédé à quelque 130 licenciements à cette époque.

En Grande-Bretagne, suppression de 1 560 emplois chez Land Rover : la société British Leyland a annoncé le vendredi 11 novembre une « rationalisation » de sa division Land Rover. Les mesures prévues entraîneront la suppression de 1 560 emplois — près de tiers des effectifs — et la fermeture des neuf usines, la plupart dans la région de Birmingham. Les activités de la division Land Rover — qui construit aussi les Range Rover — seront concentrées dans un seul atelier moderne, l'ancienne usine Rover de Solihull près de Birmingham, qui sera ouverte pour l'occasion.

L'AUSTÉRITÉ EN GRANDE-BRETAGNE

La réduction des dépenses publiques portera sur la sécurité sociale et sur le logement

De notre correspondant

Londres. — A court terme, le premier ministre britannique a tout lieu d'être satisfait, ou presque. Le « Thatcherisme », ou le retour aux strictes vertus victorienne dans la gestion du royaume, paraît faire ses preuves : le redressement de l'économie semble se confirmer selon ses vœux, c'est-à-dire au prix d'une implacable politique essentiellement monétariste ayant entre autres effets celui de maintenir le chômage à un niveau record et celui de réduire toujours davantage les prestations sociales.

M^{re} Thatcher vient encore de marquer des points. Le 10 novembre, ses ministres, après de longues tractations et un difficile arbitrage, se sont mis enfin d'accord, ou à peu près, pour limiter les dépenses publiques lors du prochain exercice budgétaire (avril 1984 - mars 1985). Le chiffre à ne pas dépasser : 126,4 milliards de livres. Le succès n'est pas définitivement acquis, car, à la suite de la réunion du cabinet, plusieurs de ses membres ont les yeux tournés vers les plus touchés par la réduction de dépenses, alors que le budget de la défense, en forte hausse ces dernières années, devrait rester intact afin de respecter la promesse faite, dans le cadre de l'OTAN, d'augmenter annuellement de 3 % les dépenses militaires.

La dénationalisation de British Telecom

M^{re} Thatcher et la majorité du parti conservateur tiennent beaucoup au respect de cet engagement, d'autant qu'elles reprochent à la plupart des autres pays de l'Alliance de s'y dérober. Mais certains députés conservateurs craignent que, cette fois, le ministre des finances ne soit parvenu à convaincre son collègue de la nécessité de se livrer à une « coupure » pour atteindre ce taux de 3 %. Il ne s'agit pas d'un calcul en termes réels, comme l'impose l'OTAN. Malgré cela et malgré les doutes émis par de nombreux économistes sur l'efficacité du contrôle des dépenses publiques tel qu'il a été établi par M^{re} Thatcher, celle-ci pourra vraisemblablement se vanter une nouvelle fois de rester fidèle à la ligne qu'elle s'est fixée.

Ce succès, qui conforte le premier ministre, intervient au lendemain d'une autre petite victoire : l'ordre donné par une cour d'appel aux syndicats de British Telecom de cesser le boycottage de la nouvelle société privée de télécommunications Mercury. Les ingénieurs refo-

saient de reliaer le réseau de cette dernière société au réseau national. Voilà un atout important pour M^{re} Thatcher, qui entend poursuivre, coûte que coûte et sans délai, sa politique de « privatisation » des entreprises nationales. British Telecom, ayant déjà été séparé de l'administration des postes, pourrait être dénationalisé assez rapidement avec la vente de 51 % de ses actions. Même chose pour la compagnie aérienne British Airways, dont les bons résultats récemment enregistrés permettent d'envisager sa cession au secteur privé un an plus tôt que prévu (British Airways, qui, ces dernières années, n'a cessé d'accumuler les déficits, vient d'annoncer un bilan positif).

Autre satisfaction : au cours du mois d'octobre, le nombre des chômeurs aurait légèrement diminué, d'environ soixante-trois mille. Cependant, la plupart des observateurs estiment qu'il s'agit là d'un « palier conjoncturel », et que cela ne signifie aucunement une réduction sensible du chômage dans les mois à venir. Bien au contraire, un bureau d'études prévoit que la Grande-Bretagne comptera 4,4 millions de chômeurs en 1990, au lieu de 3 millions actuellement.

A ces bonnes nouvelles s'ajoutent pour M^{re} Thatcher des conclusions relativement favorables du congrès de la Confédération de l'industrie britannique (CIB), la principale organisation patronale. Celle-ci, qui avait déjà soutenu le premier ministre et le parti conservateur lors de la dernière campagne électorale, a manifesté à Glasgow, au début de la semaine, sa mansuétude à l'égard du pouvoir actuel en s'abstenant de pousser en considération un nombre de motions assez critiques envers la politique de M^{re} Thatcher. Toutefois, les dirigeants de la CIB ont fait remarquer au premier ministre qu'il était « sans aucun doute possible d'encourager davantage la croissance sans pour autant relancer l'inflation ». Par ailleurs, dans un rapport, la CIB fait savoir que si la Grande-Bretagne devait enregistrer une croissance d'un peu plus de 2 % à la fin de cette année, elle devrait se réduire assez nettement au cours des années suivantes. Cette prévision est recoupée par celles établies par de nombreux bureaux d'études.

Mais l'éditorialiste du *Times* n'est pas d'accord avec ce relatif pessimisme des patrons anglais. Il écrit, le 8 novembre : « Comment ne pas souligner que la Grande-Bretagne atteindra à la fin de 1983 un niveau de croissance plus élevé que celui de tous les autres membres de la C.E.E. l'endettement le plus réduit au sein de la Communauté, une inflation en dessous de la moyenne de celles de nos partenaires ».

FRANCIS CORNU.

La baisse des prix en octobre. — Les prix ont augmenté de 0,4 % en Grande-Bretagne au cours du mois d'octobre. En un an, d'octobre 1982 à octobre 1983, les prix ont augmenté de 5 %.

Un président flamboyant

Président du Diamond Dealers Club, M. William Goldberg a vaut quelque 40 millions de dollars (320 millions de francs) par an. Sa spécialité : les grosses pierres. Son coup de maître : « Flawless D », de 137 carats, vendu pour près de 10 millions de dollars en 1978 à un Libanais, qui représentait, sans doute, un prince arabe du pétrole.

Avec sa stature, sa crinière de cheveux blancs — quelque peu dégaré sur le dessus — et ses chapeaux à larges bords très Aristide Bruant, « Bill » Goldberg est un personnage « flamboyant » comme les Américains les aiment. Rien de spartiate dans sa personne, ni dans ses locaux meublés en hispanoflamand et peuplés de réverbérantes personnes en pantalons de velours. Un cavalier chinois veille au bien-être des visiteurs qui débloquent des quatre coins du monde et qui ne se soucient pas d'aller déjeuner dans les bouis-bouis kasher du quartier : « Bill » Goldberg n'aime pas ce qu'il appelle « la mentalité viennoise ».

Malgré ses faux airs d'acteur de cinéma (1930, M. Goldberg est un traditionaliste. Il travaille en famille, avec sa femme, sa fille, son fils et sa belle-sœur. Il est né à New-York, de parents

russe. Son père, originaire de Minsk, était l'un de ces juifs socialistes russes qui s'engagèrent, pendant la première guerre mondiale, dans la légion « palestinienne » du général Allenby. Emigré aux États-Unis, il eut un restaurant et envoya son fils d'abord dans une « yeshiva », puis à l'université. C'est à la « yeshiva » que William a rencontré « l'industrie » en travaillant le soir chez les parents de l'un de ses condisciples, des diamantaires belges.

« Bill » Goldberg fait partie de ces gros négociants qui vont, toutes les cinq semaines, à Londres pour les « sights » (« vues ») de la De Beers. Il estime que le monopole de contrôle de la C.S.D. est un mal relativement nécessaire pour éviter la spéculation sauvage, mais il se demande quand même si la De Beers a raison de conserver ses diamants bruts. Il trouve la situation bizarre, avec des facilités pour écouler les pierres de moyenne qualité, mais une crise persistante sur les plus belles pièces. La récession en Europe, assortie de l'envoie du dollar, lui a fait perdre la moitié de son marché.

N.B.

La 47^e Rue : un souk de luxe

Célèbre dans le monde entier, la 47^e Rue donne un choc : Souk ? Bazar ? Comment appeler autrement cette enfilade d'échoppes russes d'or et de pierres plus ou moins précieuses ? Plus de cent mille personnes — négociants, fabricants, tailleurs, courtiers, touristes et tire-laine — se pressent, dit-on, chaque jour dans ce boyau, toujours bloqué à la circulation par un formidable embouteillage qui va de la 5^e Avenue à l'avenue des Amériques.

L'aspect souk de la rue n'est que la partie apparente car, au-dessus des échoppes et des boutiques, se trouvent les bureaux, souvent sans lustre, de négociants, parfois considérables, et les ateliers de taille. Malgré son aspect pour le moins pittoresque, la 47^e Rue « fait » 80 % de toutes les transactions de diamants de pays. Son chiffre d'affaires n'a jamais été rendu public : on sait seulement qu'elle emploie quelque quinze mille personnes et qu'elle exporte chaque année pour plus de 300 millions de dollars de diamants polis.

La 47^e Rue doit, en réalité, son succès à la seconde guerre mondiale. Avant elle, le centre de négoce du diamant était situé beaucoup plus bas dans la ville : autour de la Bowery et du quartier chinois. Les réfugiés juifs d'Europe, arrivant après la guerre, découvrirent ce quartier, alors un peu en marge de celui des affaires, et dans les loyers étaient encore raisonnables. Les choses ont bien changé : le loyer

mensuel d'une boutique ayant pignon sur rue, c'est-à-dire une vitrine sur le trottoir, tourne aujourd'hui autour de 10 000 dollars.

La rue a, bien sûr, ses légendes, ses personnages pittoresques et son contingent de scandales. Mais tout le monde se connaît peu ou prou, dans ce village, et les nouveaux venus sont bien vite repérés et catalogués. La meilleure histoire de la rue : un diamant industriel de 70 carats (valeur : à peine 140 dollars), fspomé en continent africain et agrément d'un modeste brillant d'un quart de carat pour indiquer Bangui, qui a permis à l'ex-empereur Bokassa d'exhiber, le jour de son couronnement, ce « diamant unique au monde » (certificat à l'appui) dont il estimait la valeur à 500 000 dollars.

De D à Z

Peut-on faire des affaires dans la 47^e Rue ? Il est vrai qu'on y trouve de tout : des saphirs-étoiles gros comme le pouce, des plaques de « jade » à 200 dollars, des bicyclettes en diamant pour orner un revers de tailleur, et aussi des boîtes ouvragées de Fabergé d'un travail authentique et exquis. Il suffit de savoir à qui on s'adresse...

A côté des locaux souvent moroses, pour ne pas dire sinistres, de la 47^e Rue, les bureaux de l'Institut de gemmologie (G.I.A.) qui, il est vrai, ouvrent sur la 5^e Avenue, sentent le luxe

de la haute technologie. Le quartier général de l'Institut est à Santa Monica, en Californie ; mais New-York abrite son principal laboratoire de classification de gemmes.

Fondé en 1931, l'Institut est d'abord un instrument d'éducation : ses cours de gemmologie d'une semaine sont ouverts à toute personne qui en fait la demande. En trente-cinq heures, il se fait fort de vous apprendre à utiliser les instruments qui servent à l'évaluation des pierres précieuses, surtout des diamants, mais aussi des perles, du corail, de l'ambre et de tous les produits naturels qui servent en bijouterie. Il offre aussi des cours plus détaillés et plus spécialisés : taille, création de modèles, techniques de bijouterie, etc.

L'Institut a deux filiales : la Gemm Instrument Company, qui fabrique les instruments destinés à mesurer et à évaluer les pierres, et le laboratoire. Selon le vice-président du laboratoire de New-York, M. Bert Krashinsky, l'un des problèmes les plus délicats est, aujourd'hui, l'identification des pierres : les faux sont en effet devenus beaucoup plus difficiles à déceler, et certaines synthèses de rubis, de saphirs, d'émeraudes ou d'opales ne peuvent être détectées que par des spécialistes aidés d'instruments très perfectionnés.

« Une pierre synthétique, dit M. Krashinsky, peut posséder toutes les propriétés d'une pierre naturelle : la couleur, la dureté, la brillance, le poids, etc. » En

outre, les techniques de coloration artificielle se sont aussi beaucoup améliorées. Acheteurs avertis, gare !

Ce laboratoire est surtout connu pour avoir mis au point, en 1952, une nouvelle méthode de classification de la couleur des diamants : de D à Z (on a évité le début de l'alphabet parce que les grossistes utilisaient alors le A pour désigner les meilleures pierres). Le laboratoire travaille essentiellement pour l'industrie : il prend un jour pour analyser les pierres les plus importantes (plus de 3 carats), mais les rend toujours à leur propriétaire avant la nuit. Peu coûteux, malgré ses multiples portes blindées, de garder de précieux trésors à domicile.

Le « rapport du laboratoire », qui précise, dessin à l'appui, forme, taille, mesure, poids, etc., tout sauf le prix de la pierre, est une véritable carte d'identité qui fait foi dans toute la profession. Le slogan du G.I.A. est d'ailleurs : « Nous n'achetons pas, nous ne vendons pas, nous ne donnons pas de prix : nous évaluons seulement les diamants avec intégrité et objectivité ».

Chaque année, le laboratoire analyse des dizaines de milliers de pierres. Principaux clients : peu de détaillants, mais de gros négociants, des tailleurs et des responsables de salles de ventes. A 118 dollars en moyenne le « diagnostic » pour une pierre de 1 à 2 carats, le laboratoire doit plutôt bien gagner sa vie.

N.B.

Economie

La grève des pompistes n'a guère perturbé la distribution de carburant

Le mouvement de protestation des pompistes n'a pas perturbé sérieusement la distribution de carburant durant la journée du 11 novembre, sauf dans le Territoire de Belfort, la région havraise et le département de l'Aude où de nombreuses stations étaient fermées. Dans l'Aude, le préfet a requisitionné des points de vente et il a institué des bons d'essence pour les automobilistes prioritaires (médecins, ambulanciers, taxis).

Ce mouvement de grève avait été décidé après que les pouvoirs publics eurent décidé d'autoriser, à compter du 16 novembre, des rabais plus importants sur les prix de l'essence.

Le blocus des dépôts de carburant, engagé dans certaines régions dès le mercredi 9 novembre, a été levé presque partout durant la journée de vendredi. Bon nombre de ces dépôts

étaient du reste fermés normalement en raison de la fête de l'Armistice. Plus généralement, il semble que peu d'automobilistes aient été gênés par le mouvement de grève des pompistes.

Toutefois, les organisations syndicales n'ont pas renoncé à poursuivre leur action les samedi 12 et dimanche 13 novembre, plus particulièrement dans les régions de Lorraine et de Bretagne et aussi dans le département des Alpes-Maritimes.

Interrogée par l'Associated Press de Bordeaux, M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a justifié la décision des pouvoirs publics d'autoriser des rabais plus importants sur les prix de l'essence. Elle s'est déclarée cependant très attachée au maintien d'un réseau de petits pompistes aussi dense que possible.

Les premiers magnétoscopes V.H.S. de Philips et Grundig sortiront dans six mois

Le premier constructeur allemand de matériels électroniques grand public, la société Grundig, fabriquera, à partir de mai 1984, des magnétoscopes au standard japonais V.H.S. De son côté, le groupe néerlandais Philips produira également des V.H.S. à partir du milieu de l'année 1984 pour les marchés où le système V 2000, développé par le tandem Philips-Grundig, n'existe pas.

Après l'échec de la coopération européenne à trois, au début de l'année et le basculement définitif du groupe français Thomson, dans le camp du V.H.S., ce standard contrôlé désormais environ les trois quarts du marché mondial, le Betamax de Sony détenait un peu moins de 20 % (surtout aux Etats-Unis et au Japon), et le V 2000 autour de 5 %.

Avec la position dominante du V.H.S. dans de nombreux pays, il serait, explique

aujourd'hui Grundig, « extrêmement difficile d'implanter un autre système vidéo sans engager des investissements considérables pour les videocassettes ».

Pour ne pas risquer de perdre une partie de leur réseau commercial dans le monde, et leur position sur les marchés de la télévision, Philips et Grundig sont donc obligés de lui fournir des magnétoscopes V.H.S. Ceux-ci qui seront fabriqués sous licence dans les usines des deux firmes, mais en « parfaite autonomie et sans aucune contribution extérieure ».

Les deux firmes continueront de fabriquer les magnétoscopes V 2000, notamment pour le marché européen. Grundig estime que ses usines sont capables de sortir « avec autant de facilité l'un et l'autre matériel ; peu importe qu'il s'agisse du V 2000 ou du V.H.S., voire d'un standard entièrement nouveau ».

Complot en Guyane ?

M. Roger Borghini a beaucoup boursiflé. Normal pour un armateur. Depuis qu'il a quitté le Maroc, en 1955, il a même tellement roulé sa bosse, dans tous les ports d'Afrique Noire et de Méditerranée, qu'il a acquis une solide réputation de baroudeur, accentuée par des démentis avec la justice - il ne s'en cache pas - à la suite d'une rixe avec des voyous, un jour de 1967 à Marseille.

La cinquantaine atteinte, il a envie de jeter l'ancre en Guyane et décide de rouvrir une ancienne usine de traitement de crevettes située à Saint-Laurent-du-Maroni. Une usine à la création de laquelle il a d'ailleurs participé aux côtés d'amis américains.

En professionnel dont la compétence n'est pas contestée, il est sûr de son affaire, d'autant que la pêche industrielle à la crevette entre dans les plans des pouvoirs publics pour le développement de l'économie du département français d'Amérique du Sud. Il investit plus de 1 million de francs, obtient de la Communauté européenne, avec l'appui à l'époque, fin 1980, de M^{me} Edith Cresson, alors membre de l'Assemblée européenne, les licences nécessaires pour collaborer avec les pêcheurs locaux. Tout se présente bien, et, à Saint-Laurent-du-Maroni, tout le monde est ravi parce que le redémarrage de l'usine va assurer la création de plusieurs dizaines d'emplois.

Aujourd'hui, M. Roger Borghini est au bout du rouleau, ruiné. Revenu en métropole, il multiplie les démarches et les accusations. Contre tante tante, il n'a pas obtenu le prêt à long terme qu'il avait sollicité de la Caisse centrale de coopération économique pour assoir définitivement son projet. Pourquoi ? C'est là que commence peut-être une affaire.

L'industriel affirme, depuis plusieurs mois, qu'il est victime d'un « complot » tendant à l'empêcher de rouvrir l'usine de Saint-Laurent-du-Maroni pour la seule raison que sa présence en Guyane porterait atteinte à la position de monopole d'une multinationale, la PIDEF (Pêcheries internationales de Guyane), issue d'un mélange financier entre un groupe américain et la

C.E.G.F. (Compagnie des entreprises et garages frigorifiques), dont le siège est à Paris. M. Borghini a notamment écrit au premier ministre, au ministre des finances, au garde des sceaux, à de nombreux députés, pour dénoncer à la fois la « cabale », qui le touche « avec, dit-il, la complicité de fonctionnaires » et les « rumeurs diffamatoires » répandues sur son compte. Il a également porté plainte contre un notaire guyanais, M. Lucien Prévot.

Les malheurs de M. Borghini pourraient apparaître comme les symptômes de quelque complexe de persécution si le dossier, tel qu'il l'expose, ne suscitait pas diverses interrogations. La moindre bizarrerie n'est pas que cet armateur ait appris par hasard que le tribunal de commerce de Cayenne devait prononcer, le mercredi 9 novembre, la vente sur saisie de ses biens et de ses installations guyanaises. Sans qu'il en ait été informé, et alors que le procureur de la République indiquait au même moment à notre correspondant en Guyane que le dossier était « vide ».

Il a fallu que le tribunal de grande instance de Nanterre intervienne, au dernier moment, pour que cette décision soit retardée, au moins jusqu'à ce que l'intéressé bénéficie d'une assistance judiciaire. N'était-ce pas la moindre des choses ?

A. R.

● Sécurité sociale : L'équilibre n'est que provisoire. L'affaire M. Bergeron. Dans une interview publiée par la Haute-Marne libérée du 12 novembre, M. André Bergeron déclare à propos de la Sécurité sociale : « En 1985, les craintes que tout soit remis en question (...) L'équilibre n'a été réalisé provisoirement, cela est dû à l'accroissement des taux des cotisations, aux prélèvements obligatoires de solidarité, à la grève des chefs de clinique qui a entraîné une baisse de l'hospitalisation, donc des dépenses de santé. Pour le secrétaire général de F.O. la solution sera soit de « maintenir le système actuel du financement avec redistribution des cotisations, soit s'engager dans la voie de la budgétisation par un financement de l'impôt ».

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 7 au 10 novembre

Record historique

UN record historique est tombé cette semaine, réduite à quatre séances par le chômage du 11 novembre, à la Bourse de Paris. L'indice CAC, le plus fiable de tous, s'est élevé à 142,1, soit à son niveau le plus élevé de tous les temps. Rien, pourtant, au départ ne prédisposait le marché à réaliser cette performance. De l'effacement avait même marqué la première séance et la nouvelle, dès lors connue de tous, de la décision prise par B.S.N. d'inviter les champagne Lanson et Pommery à sa table n'agitait guère les passions. L'action monta seulement de 1,3 %. Une « mise à l'épreuve » de la Bourse, le décor changeait. Un léger mouvement de reprise s'amorçait et, en clôture, une hausse modeste de 0,4 % était enregistrée. Le lendemain, même chanson : cette fois, le gain atteignait 0,5 %. La proximité d'un long week-end allait-elle exercer un effet dissuasif sur les intentions d'achat ? Que nenni ! Jeudi, bien au contraire, la Bourse allait s'enflammer et la journée, marquée par une minute de silence respectée pour honorer la mémoire des boursiers morts pour la France, s'achevait sur une hausse de 1,3 %, la plus forte depuis le 7 octobre dernier. Fait notable : elle fut obtenue de surcroît avec une activité augmentée de 38,4 % sur le seul marché à règlement mensuel (+ 27 % de transactions globalement).

Bref, d'une semaine à l'autre, les cours ont ainsi monté de 2 % en moyenne. Un joli score tout à fait inespéré. Mais le hasard, ou la chance, a joué en faveur de la Bourse. Il y eut d'abord, premier motif de satisfaction, le bulletin de santé publié par Michéa, une des deux dernières grandes « vaches sacrées » de la corbeille avec Peugeot. Un bulletin, fort laconique en demeurant mais dont il ressortait que l'entreprise ne portait plus de pertes, mais avec, pour le premier semestre, des ventes accrues de 8,3 %, une marge d'exploitation redevenue légèrement bénéficiaire, mais avant provisions et amortissements (ce qui donne la mesure des pertes encourues), enfin une charge financière, encore pesante (7,6 % du chiffre d'affaires), mais spectaculairement allégée en un an (9,1 % en 1982).

La nouvelle fit sensation, d'abord parce qu'il n'y avait aucune raison de mettre en doute le diagnostic établi par les praticiens de Clermont-Ferrand, réputés pour leur minutie légendaire - c'est la seconde fois qu'ils daignent s'adresser au public et ce n'est jamais pour ne rien dire : la première, c'était en avril dernier pour annoncer le désastre (4 milliards de francs de déficit) - ensuite parce que le traitement de choc administré au microcosme mondial du pneumatique donnait des preuves tangibles d'efficacité. Il importait donc peu que les pertes de Michelin soient encore lourdes, l'essentiel

étant qu'il se reconforte. Comme de bien entendu, l'action monta d'un coup de 9,5 %. Par contagion, le marché tout entier s'en trouva renoué et comme, d'une façon générale, les résultats publiés par les entreprises étaient bons ou très acceptables, il reprit docilement son ascension. La bonne impression causée est encore des prolongements le lendemain. La raison en est que la réticence accrue des propriétaires de titres à vendre (constatée déjà depuis un certain temps) constituait une sorte de rempart contre la baisse et que, dans ces conditions, des courants d'achats même légers suffirent à pousser les cours de l'avant. A cela il faut ajouter le phénomène de substitution sur les très belles valeurs. Ces dernières sont très prisées mais rares et chères. Chaque fois que leurs prix baissent un tant soit peu, sur des ventes bénéficiaires, d'autres opérateurs aux aguets se précipitent pour prendre la place laissée libre. Donc, le mouvement relancé par Michelin s'est entretenu de lui-même.

Seconde chance : mercredi soir, Wall Street, plutôt dépressif ces derniers temps, pas très vaillant pour tout dire, manifestait à nouveau et subitement un bel enthousiasme, qui se traduisait par une envolée du Dow Jones (+ 17,53 points) comme l'on en avait pas vu là-bas depuis le 6 octobre dernier (+ 18,64 points). Cet enthousiasme se fondait sur l'atténuation des craintes qu'avaient suscitées les prévisions haussières sur les taux d'intérêt - le Trésor américain devait se refinancer sans effet sur le front monétaire - mais aussi sur la confirmation d'une reprise économique bien plus vigoureuse qu'escomptée. Ce regain d'optimisme fut commémoratif.

Notre place avait une bonne raison supplémentaire de se réjouir. Une forte expansion de l'astre du feu va stimuler les économies allemande et britannique. Et quand les pays à monnaie forte se portent bien, les pays à monnaie faible exportent davantage de marchandises chez eux. Notre commerce extérieur a donc tout à y gagner.

C'est la leçon que l'on retira sous les lambris et, comme en même temps la fitre avait baissé d'un ou deux degrés au Liban, les affaires eurent donc de la priorité.

La chambre de commerce de Paris pouvait bien répandre la « sinistrose » avec son triste bilan économique et ses prévisions inquiétantes pour 1984 sur les résultats des entreprises, nul n'y prête beaucoup attention. Demain il fera jour. « La rigueur va dans le bon sens », assuraient certains professionnels. « Mais chut, ne le répétez pas. » Business is good for you.

ANDRÉ DESSOT.

Reydel : une mise en selle trop bien réussie

Première société à être introduite sur le marché de la Bourse de Lille, Reydel Industries a fait son entrée le 8 novembre sur cette place régionale sous la conduite de la banque Worms et de la charge Dubly-Devenay, l'un des trois agents de change représentés localement.

L'accueil réservé fut débordant, à telle enseigne que vingt-cinq fois plus de titres furent demandés (600 237) qu'il n'y en avait de disponibles (24 600). N'importe : 24 000 demandes furent servies, et un cours de 365 F fut inscrit (prix d'offre : 330 F).

Ce fut le premier et le dernier. Le lendemain, quand il ne restait que 600 actions à répartir, la demande porta à nouveau sur 131 900 pièces. Incoûtable. Le 10 novembre, un nouvel essai de cotation eut lieu et fut tout aussi infructueux avec cette fois 116 600 titres demandés.

Du coup, la chambre syndicale a décidé de reporter la cotation au 14 novembre en acceptant, comme les deux jours précédents, un prix seulement supérieur de 10 % aux cours indicatifs inscrits, soit 380 F, mais surtout en exigeant un dépôt de fonds préalable correspondant au montant des ordres d'achats passés, mais sur la base d'un cours de 370 F, à seule fin de rafraîchir les ardeurs.

Pour cette entreprise à peine cinquantenaire - elle a été fondée en 1936 par M. Jean Bourgeois - il s'agit là d'une consécration. Née à l'époque du front populaire, avec pour principale activité la fabrication des selles de vélo en cuir avec une dizaine de personnes, la société, qui a été reprise entre-temps par trois des fils du fondateur, compte actuellement mille trois cents salariés travaillant dans la transformation des matières plastiques et dans divers secteurs de diversification, la production de selles de vélo étant devenue purement symbolique au fil des ans. « L'évolution a été très rapide », rappelle M. Bertrand Bourgeois, le président, en retraçant l'histoire de Reydel Industries, une entreprise qui a travaillé à plus de 80 % pour l'industrie du vélomoteur jusqu'au début des années 60, avant le recentrage du groupe vers un nouveau client : l'industrie automobile, grande consommatrice de moulages en plastique pour l'intérieur des véhicules. Parallèlement, Reydel a poursuivi une politique de recherche permanente de synergies industrielles et commerciales et le groupe s'articule actuellement autour de quatre divisions :

● L'automobile, avec les sociétés J. Reydel S.A., Harman et Reydel Ltd (en Grande-Bretagne) pour la fabrication d'éléments intérieurs (tableaux de bord, rétroviseurs...) qui réalise environ 50 % du chiffre d'affaires annuel ;

● La signalisation et la communication grâce à la société APIA (enseignes lumineuses, présentoirs...) : 25 % du chiffre d'affaires ;

● La maintenance et l'organisation de la restauration collective avec Cidellecm : 17 % du chiffre d'affaires ;

● La commercialisation d'accès-soirs pour automobiles et cycles par l'intermédiaire d'Alrivi-Afati : 8 % du chiffre d'affaires.

Les trois principales sociétés du groupe ont mis prudemment un pied à l'étranger (Reydel en Grande-Bretagne, Apia en R.F.A. et en Arabie Saoudite, notamment, tandis que Cidellecm réalise 40 % de son activité hors de l'Hexagone) et les diri-

geants envisagent de conforter ces positions sans exclure une nouvelle diversification vers « des produits sophistiqués pour l'industrie du loisir ».

En 1982, Reydel Industries a dégagé un bénéfice d'exploitation de 14,3 millions de francs (contre 7,1 millions) sur un chiffre d'affaires de 348,4 millions (contre 291,2 millions), des résultats qui lui ont permis « de proposer au marché financier de s'associer à cette croissance interne et externe ». Son entrée en Bourse, ne modifie pas la structure familiale de l'entreprise, qui reste contrôlée par la famille Bourgeois (62,4 %). L'Union financière d'investissements (groupe Worms) détient 13,2 %, et la Société de développement régional Nord-Pas-de-Calais, 4,4 %.

S.M.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Val. en esp. (F)
4 1/2 % 1973	28 780	54 662 985
ATT (1)	54 740	40 480 180
ATT	58 080	38 718 860
Molt	19 390	25 286 635
Schlumberger	42 960	23 228 723
L'Air Liquide	47 550	21 161 725
B.S.N. (2)	9 625	23 104 155
Michelin (2)	25 390	19 841 310
Pernod	20 520	19 450 720
Pyréhal (3)	21 740	17 171 480
Parier (2)	32 325	14 776 591
L.B.M. (3)	10 905	14 395 110
Hitech	329 300	12 953 015
C.N.E. 5 % (2)	3 665	11 283 545

(1) Dont un bloc de 42 220 titres jeudi.
(2) Trois séances seulement.
(3) Deux séances seulement, dont un bloc de 16 440 titres jeudi.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)				
	7 nov.	8 nov.	9 nov.	10 nov.
Termé	195 439 973	238 450 737	263 630 636	360 902 146
Comptant	868 926 072	953 252 323	728 756 938	912 676 668
Actions	60 508 698	38 956 991	70 877 780	60 604 268
Total	1 124 874 743	1 230 660 051	1 063 265 534	1 334 183 082

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)

Franc	144,1	144,3	144,8	-
Etrang.	148,7	147,1	146,9	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)

Tendance	148,5	149	149,8	151,7
Indice gén.	140,2	140,6	140,8	142,1

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

L'embellie ?

Pour la première fois depuis un mois, Wall Street a véritablement fait preuve d'excellentes dispositions cette semaine. Après un démarrage laborieux, le marché, comme nul par un ressort, s'est très fortement redressé mercredi (+ 17,53 points au Dow Jones), enregistrant aussi sa plus forte hausse en l'espace d'un mois. Le mouvement se poursuivait le lendemain à plus faible allure avant de reprendre très vivement à la veille du week-end malgré la fermeture des banques pour le « Veterans Day ». Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice des industries a progressé de 31,92 points à 1 250,20 (+ 2,6 %).

Trois facteurs ont favorisé ce réveil soudain et brutal. Le premier a été d'origine technique, le second, le plus important aussi, a tenu au sentiment sur l'évolution des taux. Ce sentiment a changé, les opérations de refinancement du Trésor américain n'ayant eu aucun effet sur le front monétaire, les craintes d'un renchérissement se sont atténuées, ce d'autant que les prix de gros ont faiblement augmenté en octobre. Du coup, le marché obligataire s'est raffermi, ce qui a produit un excellent effet sur celui des actions. Troisième élément : la confirmation d'une reprise économique très vigoureuse avec des ventes au détail accrues de 1,2 % le mois dernier.

Simple embellie ? Les professionnels, heureux mais surpris, attendaient avant de se prononcer.

	Cours 4 nov.	Cours 11 nov.
Alcoa	41 1/4	44 3/8
A.T.T.	41 1/4	43 5/8
Boeing	39 3/8	40 5/8
Chase Nat. Bank	43 7/8	46 5/8
Du Pont de Nem	50 1/2	52 1/4
Eastman Kodak	67	70
Exxon	38 1/4	38 5/8
Ford	63 3/8	66 1/8
General Electric	51 7/8	55
General Foods	51 1/2	50
General Motors	76 3/4	76 1/2
Goodyear	32 1/4	31 1/4
I.B.M.	122 1/8	127
I.T.T.	41 3/8	42 7/8
Mobil Oil	29 1/2	29 3/4
Pfizer	39 1/8	40 1/8
Schlumberger	51 5/8	50 3/4
Tesaco	35 1/2	36 1/2
U.A.L. Inc.	32 7/8	33 7/8
Union Carbide	63 3/8	65 1/8
U.S. Steel	25 7/8	27 1/2
Westinghouse	47 3/4	49
Xerox Corp.	46 1/2	46 3/4

LONDRES

Soutenu

La gravité de la situation au Proche-Orient, les prévisions contradictoires sur l'évolution de l'économie nationale, enfin, la progression accélérée de la masse monétaire britannique ont un peu rafraîchi l'atmosphère. Cependant, le marché a réussi à maintenir ses positions, les renforts même un peu sur les bons résultats annoncés par plusieurs groupes (De La Rue, Smiths Industries, Unilever, Shell, Ultramar).

	Cours 4 nov.	Cours 11 nov.
Beecham	318	325
Bowater	215	208
Brit. Petroleum	424	426
Courtauld	95	102
De Beers (1)	47,35	48
Dunlop	49	46
Free State Gold	34 1/2	35 1/4
Glanville	740	720
Gl. Union Siam	585	581 1/2
Imp. Chemical	594	582
Shell	554	574
Unilever	838	850
Victrola	112	112
Warley	35 1/4	35 7/8

(*) En dollars.

TOKYO

Irrégulier

La mauvaise impression causée par l'information sur le démantèlement des usines par Hitachi à 1,8 M, pour arrêter les poursuites (procès sur l'espionnage industriel) a été corrigée par la volonté manifestée par le président Reagan et le premier ministre Nakasone de s'entendre sur un ajustement des points monétaires. Le marché a regagné le terrain perdu, mais sans plus. L'activité a été faible : 999 millions de titres échangés contre 1 015 millions. (Indices du 11 novembre : Nikkei Dow Jones 9 305,63 (contre 9 317,20) ; indice général : 684,07 (contre 682,31)).

	Cours 4 nov.	Cours 11 nov.
Alfa	538	565
Bridgestone	584	562
Canon	1 330	1 370
Fuji Bank	500	508
Honda Motors	1 030	1 020
Mitsubishi Electric	1 710	1 700
Mitsubishi Heavy	251	247
Sony Corp.	3 520	3 490
Toyota Motors	1 280	1 270

FRANCFORT

Raffermissement

Sur d'assez abondants achats de l'étranger, le marché s'est raffermi au milieu de semaine, l'excellent compte de Wall Street contribuant à le stimuler. L'attention s'est portée au premier chef sur les valeurs chimiques, l'électrotechnique avec Siemens en vedette, et les automobiles. Les banques, en revanche, ont été assez déprimées. Indice de la Commerzbank du 11 novembre : 1 015,8 contre 994,9.

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euro-marché

La boulimie pour le papier à taux variable

Depuis des mois l'euro-marché vit à l'heure des émissions à taux d'intérêt variable. L'engouement pour ce type d'instrument est tel qu'il a peu à peu éclipsé l'intérêt pour les emprunts classiques à taux fixes : à ce jour, on a surtout expliqué ce phénomène par l'incertitude sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis. On a, en revanche, négligé l'osmose qui s'opère perpétuellement entre les différents secteurs de l'euro-marché. C'est ainsi que les euro-crédits bancaires, à tout au long de la décennie précédente, ont été le plus important, et plus actif que celui des émissions euro-obligataires. Or cette situation s'est inversée en cours des dix-dix derniers mois par suite de la crise financière qui s'est abattue sur l'Amérique latine et qui a mis en péril la multitude de prêts consentis à cette région du monde par la communauté bancaire internationale. Celle-ci a considérablement réduit son activité prétextant et n'a pu la reporter sur les éléments nationaux à cause de la crise économique mondiale. En même temps, les liquidités sont restées très abondantes et le caractère de valeur refuge du dollar a cessé de se développer. Les banques internationales, pour utiliser leurs disponibilités, se sont donc tournées naturellement vers les euro-obligations à taux variable parce que cet instrument s'apparente étroitement aux euro-crédits et qu'il a essentiellement la devise américaine pour support.

Ce sont en grande majorité les banques qui acquièrent le papier à taux flottant. Elles ont ainsi acheté pour leur propre portefeuille quelque 70 % des récentes euro-obligations de ce genre. Le solde a été principalement acheté par les investisseurs institutionnels. La participation de la clientèle privée reste faible dans ce domaine.

La boulimie pour les euro-obligations à taux d'intérêt variable est actuellement si grande qu'elle a eu pour effet de faire baisser les conditions offertes sur ce type d'émission. L'intérêt qu'il portait autrefois se composait traditionnellement de la prime d'une marge de 0,25 % au taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts de eurodollars à court terme (Libor). Cette semaine, sur les quatre opérations proposées dans ce secteur, trois d'entre elles ont des marges de 0,125 % et l'une est la plus basse sur la moyenne entre les taux offerts et demandés. Cela signifie que la First Interstate Bancorp des Etats-Unis a réussi à obtenir une marge réduite de 150 millions de dollars, qui n'est que d'environ 0,07 %. En outre, la durée de la transaction est de douze ans, alors qu'il y a encore peu on évitait soigneusement d'affirmer que le papier à taux

variable d'une échéance supérieure à sept ou huit ans.

Tout cela n'a pour conséquence de rendre encore plus attrayant ce secteur pour les emprunteurs internationaux, et ceux dont la qualité aurait pu leur permettre d'accéder au marché des euro-crédits la désertent massivement. C'est ainsi que le royaume de Belgique, qui désire lever 1 milliard de dollars vers la fin de l'année et qui, dans le passé, s'était toujours refusé à émettre des obligations internationales pour ne pas avoir de papier en main étrangère, envisage à son tour de drainer un quart des capitaux recherchés par le canal d'une euro-emission à taux flottant. L'entreprise est pourtant difficile parce que les euro-obligations belges ne pourront être émises au porteur, mais devront être enregistrées nominativement pour obtenir une franchise fiscale. Le «précompte» est en effet, pour des raisons politiques, une institution sacro-sainte en Belgique. Pourtant, l'aspect nominatif d'un titre est une tare qui en général fait fuir l'investisseur, pour qui l'anonymat est la vertu cardinale. C'est donc un grand risque qu'encontre le Trésor belge, mais, la mesure étant aux euro-obligations à taux variable, il semble s'apprêter à le prendre.

Un énorme calendrier d'émissions en deutchmarks

La Banque mondiale va, elle aussi, se mettre à emprunter pour la première fois dans son histoire au travers d'émissions à taux d'intérêt variable. Sur les 10 à 10,5 milliards de dollars qu'elle se propose de drainer au cours de son présent exercice fiscal sur les principales places de capitaux du monde, elle envisage de lever aux Etats-Unis quelque 500 millions de dollars à taux variable. A ce jour, celle qui est le plus grand débiteur sur les différents marchés des capitaux s'était fait une règle de s'emprunter qu'à taux fixe. L'intérêt de ce premier emprunt à taux variable sera composé non pas de l'ajout d'une marge au taux du Libor, mais à celui des bons du Trésor américain. La Banque mondiale estime en effet que le Libor est un taux volatil. Eugene Rothberg, le trésorier de la grande institution supra-nationale, qui s'entretenait jeudi avec un parterre de journalistes financiers, a rappelé qu'en septembre 1982 le taux du Libor dépassait celui des bons du Trésor américain de 270 points de base et que cet écart avait même pu atteindre 500 points au milieu des années 70.

Pour la Banque mondiale, l'avantage de son opération américaine est double :

- 1) La haute réputation de la Banque devrait lui permettre d'obtenir des conditions très favorables ;
- 2) Les fonds levés de cette manière seront échangés par le truchement de « swaps » contre du papier à taux fixe libellé en devises de pays, telle la Suisse, où les taux d'intérêt sont bas. Les « swaps », dont la Banque mondiale s'est fait une spécialité, lui permettent d'abaisser sensiblement le coût de ses financements. Depuis le 30 juin dernier, elle a levé l'équivalent de 3,9 milliards de dollars à un coût moyen initial de 9,65 % sur une durée moyenne de 7 ou 8 ans. Les « swaps » réalisés ultérieurement lui ont permis de ramener ce coût à 8,33 % alors qu'il avait été en moyenne de 8,72 % l'année précédente. Le bénéfice ainsi réalisé a été répercuté sur sa clientèle, qui comprend un grand nombre de pays en voie de développement et qui empruntent auprès de la Banque mondiale à un taux d'intérêt fixe, dont le niveau est arrêté tous les six mois.

Si les nouvelles émissions internationales libellées en deutchmarks n'ont pas été nombreuses depuis deux mois, on ne pourra pas en dire autant pendant les quatre prochains mois. Les sous-comités ad hoc du marché allemand des capitaux vient de fixer à quatorze euro-emissions, totalisant 2,3 milliards de deutchmarks, le calendrier qui va s'écouler jusqu'au 12 décembre. Il ne comprend aucune signature française. La Banque mondiale, avec deux emprunts représentant 500 millions, se taille la part du lion. Enfin, l'Afrique du Sud fait un retour en force puisqu'elle offrira le 7 décembre une émission euro-obligataire de 200 millions de deutchmarks.

Le présent calendrier s'est terminé sur une note faste, avec une euro-emission de la S.N.C.F. garantie par la République française qui a été très chaleureusement reçue. D'un montant de 100 millions de deutchmarks et d'une durée de dix ans, elle a été rapidement souscrite à partir d'un coupon annuel de 8,125 % et sur un prix de 99,50. Ces conditions paraissent vraiment généreuses lorsqu'on les compare à celles des deux nouveaux emprunts qui ont précédé vendredi à l'ouverture d'un nouveau calendrier. Eurofin, l'organisme européen d'équipement ferroviaire, a proposé au pair 50 millions de deutchmarks sur cinq ans, avec un coupon annuel de seulement 7,50 %. La Kontrollbank autrichienne a offert au pair 100 millions de deutchmarks sur cinq ans, dont l'intérêt payé annuellement sera de 7,625 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Retour au calme sur le dollar Hausse du yen

En forte ascension au début de la semaine, en raison de l'aggravation de la tension internationale et d'un regain d'inquiétude sur la hausse du taux aux Etats-Unis, le dollar a reperdu tout le terrain gagné au fur et à mesure qu'une certaine détente se manifestait à la fois au Proche-Orient et sur le foyer de l'argent aux Etats-Unis.

Lundi donc, le cours du dollar baissait sur le marché des changes dans un bruit de bottes de plus en plus fort. Les mouvements de la flote américaine en direction du golfe Persique et la mobilisation des réserves syriennes impressionnaient les opérateurs. En outre, aux Etats-Unis, les déclarations de M. Henry Kaufman, l'expert new-

Yorkais bien connu, sur le durcissement prévisible de la politique des autorités monétaires à la fin de 1983, et la possibilité d'une hausse sensible du taux à long terme, favorisaient le « dollar vert ».

Du coup, ses cours passaient de 8,10 F à 8,16 F à Paris, et de 2,6680 DM à plus de 2,68 DM à Francfort. Les jours suivants, un retour graduel au calme était enregistré un peu partout, en dépit des attaques auxquelles étaient soumis les partisans de M. Yasser Arafat près de Tripoli, au Liban. Mardi, à la veille d'un long week-end chômeur, l'annonce d'un cessez-le-feu à Tripoli, tout relatif d'ailleurs, contribuait à faire baisser encore la

tension, de sorte que le cours du dollar se retrouvait au niveau de cours de la semaine précédente, en Europe du moins.

Cela n'a pas été le cas du yen, qui a continué sa progression. L'accord américano-japonais sur la coordination des politiques monétaires des deux pays, destinées à rééquilibrer, à terme, les parités dollar-yen. L'idée serait de faire jouer au plus grand rôle la monnaie japonaise en « l'internationalisant » davantage : il est prévu, notamment, l'assouplissement des conditions d'émission de certificats de dépôts en yen par des établissements étrangers. De l'avis des opérateurs, tant que les taux d'intérêt américains seront aussi élevés, le dollar restera fort par rapport au yen, en dépit des efforts de la Banque du Japon pour faire baisser sa monnaie en la vendant sur le marché de Tokyo.

Au sein du Système monétaire européen, le fléchissement initial du mark par rapport au dollar a favorisé le franc, le cours de la monnaie allemande. Paris revenant durant plusieurs jours au-dessous de 3,04 F pour se relever, toutefois, à 3,0450 F à la veille du 11 novembre.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, pour l'instant, a trouvé un palier de résistance aux environs de 380 dollars. Décidément, relèvent les observateurs, le métal jaune ne fait plus recette : ils se demandent quel événement international pourrait faire monter son cours, et pour l'instant, ils n'en trouvent pas.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 10 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.I.L	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc	Libra indienne
New-York	1,4080	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Paris	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bruxelles	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Amsterdam	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Frankfurt	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Stuttgart	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Munich	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Berlin	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Hambourg	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Cologne	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Düsseldorf	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Essen	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Dortmund	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Osnabrück	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Münster	1,4085	—	12,3395	46,2748	37,5796	1,4074	33,5497	0,8619
Bielefeld	1,4085	—	1					

Le Monde

DIMANCHE



HONORÉ

La sociabilité des gens du Nord

Les gens du Nord, moins sociables que les Méridionaux ? On le dit. Marcel Gillet, qui enseigne à l'université de Lille-III, au terme d'une enquête franco-belge dont il a assumé la direction scientifique (1), est persuadé du contraire. Et le prouve.

LE Nord, vous le connaissez. On vous l'a dit souvent : c'est froid et plat et noir : c'est laid, en un mot. Comment pourrait-on saper une idée aussi sûre, une conviction aussi tranquille (1) ? Comment oserait-on affirmer que la sociabilité des quatre millions d'habitants du Nord, c'est-à-dire de ce plat pays, le Nord-Pas-de-Calais, qui « attire peu mais retient beaucoup », est une sociabilité chaleureuse et dynamique ? Les Nordistes sont sociables, chacun peut le constater. Leur participation à la vie associative et festive comme leurs relations interpersonnelles (au sein de la commune, du quartier et de la famille) font de leur région un haut lieu de sociabilité au même titre que les rives de la Méditerranée. Au dix-neuvième siècle encore, personne n'en doutait, mais quel chemin de Damas parcouru depuis par l'image de marque de la région, de la Flandre fertile, riche et joyeuse, à « l'enfer du Nord » ! Et pourtant... Pourtant, le Nord « sait vivre » (2). Partout se maintiennent bien vivantes les traces de cette culture populaire à laquelle ethnologues et historiens rendent aujourd'hui sa dignité. Que de défilés en Flandre et en Artois des bons comme des méchants géants, et cela du printemps à l'automne ! A Cassel, dimanche gras : « Des hommes, des femmes, des enfants ; ce n'est guère une

foule : point de touristes, ou si peu. Des groupes travestis, en proie à une folie au-delà ou en deçà de la gaieté : bruits des instruments, cris et courses. Un cortège s'avance... » De Roubaix, le géant vient (3). Et quelles marées humaines, en février aussi, pour les carnivals successifs de Dunkerque, de Rosendael et de Malo : les « bandes », à la fois délirantes et ordonnées, font revivre dans chaque ville les bandes de pêcheurs qui ont jadis célébré les départs pour l'Islande ! Les masques sont rois, et chaque « bourgeois » se doit même d'ouvrir sa porte à ceux qui veulent « intriguer » chez lui. A Douai, un dimanche de juillet, c'est encore une immense foule, car « c'est Gayant », la fête de Gayant. Son épouse, Marie Cagenon, M^{me} Gayant, l'accompagne avec ses enfants, Jacquot, M^{me} Filhon et Binbin Ch'iot Tourm. Du haut de leurs 6 mètres, les parents dominent la foule et le cortège. Et le 14 septembre 1980, c'est même Villeneuve-d'Ascq, la ville nouvelle à l'est de Lille, qui a baptisé son géant : Gilbert de Quicampoix. Un folklore, mais vivant. Dans chacune des zones que nous avons étudiées, ce maintien d'une vie qui n'est qu'une survie multiple se bouscule en fleur. A Sallaumines et à Noyelles-sous-Lens, une vie associative très dense se maintient ou se renouvelle, en liaison ou pon avec la mine. A Halluin, dans la vallée de la Lys, si les sociétés musicales,

gymniques ou carnavalesques diminuent en nombre et en effectifs, les clubs sportifs comme les associations, soutenues à la fois par la municipalité et le commerce local, demeurent bien vivants. A Andrimont aussi, ville belge proche de Verviers et de sa vieille industrie textile, émergent des formes originales de sociabilité : collectif de femmes, groupes d'immigrés turcs et espagnols, associations de consommateurs.

De la mère aux filles

A Gravelines, les femmes jouent un rôle essentiel dans la transmission de la culture populaire et la structuration de la mémoire collective. Dans le hameau de Petit-Fort-Philippe, par exemple, lorsqu'il y a cohabitation temporaire de trois générations, c'est toujours la jeune femme et son mari qui vivent chez les parents maternels. Lors d'un héritage, la transmission du mobilier et de la literie s'effectue de la mère aux filles. Des liens tissés dès l'enfance et maintenus au-delà de la mort privilégient donc toujours les relations entre femmes (4).

En Flandre belge, à Poperinghe, on constate que la sociabilité transfrontalière — un aspect important de l'aire culturelle franco-belge — maintient son osmose par le travail, les achats et les loisirs.

C'est tout un réseau culturel qui aujourd'hui revivifie le Nord. On connaît bien l'Orchestre national de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesu, mais on ne sait pas assez qu'il est sans doute l'orchestre le plus mobile de France : depuis 1976, il donne chaque saison près de cent concerts et parcourt 6 500 kilomètres dans le Nord-Pas-de-Calais ; il joue à Lille, Lens et Boulogne, bien sûr, mais aussi à Fourmies, Wahagnies (3 400 habitants) ou Douchy-les-Mines, à Douai dans les ateliers de l'imprimerie nationale, de l'usine Arbel et de la Régie Renault.

Le Centre d'action culturelle de Douai, créé en 1976, a été le point de départ de toute une animation dans le bassin houiller. Trois réalisations « théâtre » et trois réalisations « image », diffusées dans les arrière-salles de café aussi bien que dans les salles de spectacles dans 38 communes, ont attiré 21 500 spectateurs.

Dans la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq (67 000 habitants en 1982), un tissu associatif très dense permet de donner une identité à une commune qui ne veut pas être une cité-dortoir. Une association, Ombres vives, gère les cinq salles de cinéma très fréquentées de la ville. L'espace culturel de la Rose des vents, qui crée et accueille de nombreux spectacles, joue par exemple *Trois en un*

(Annappes, Ascq et Fiers réunies dans Villeneuve-d'Ascq) et le 1^{er} mai 1983 a retracé les souvenirs d'un ouvrier sur le passé industriel des dix-neuvième et vingtième siècles. Comment parler alors de désert culturel dans le Nord ?

Et pourtant, la sociabilité des gens du Nord ne semble plus être ce qu'elle était. Même si l'on gomme la part de nostalgie, si fréquente lorsqu'on évoque son passé, il semble bien que les années 50 aient correspondu à une rupture et à une mutation plus importantes que celles induites par l'industrialisation du dix-neuvième siècle et les ravages des deux guerres mondiales.

Couleurs politiques et classes d'âge

A Halluin, la sociabilité a été longtemps marquée par l'opposition entre « blancs » (chrétiens) et « rouges » (socialistes et communistes) dans ces lieux privilégiés qui étaient la rue et le quartier, les estaminets (d'autres chez soi pour bien des ouvriers), le local des syndicats chrétiens et la maison du peuple. Chaque café avait sa couleur, et l'ouvrier textile y passait en allant au travail ou en revenant pour boire sa « goutte » de genièvre ou sa chlope de bière.

Le samedi et le dimanche, des soirées chantantes comme des soirées de longues pipes étaient organisées. On y dansait, on y jouait aux cartes, aux boules ou aux fléchettes. Certains clients prolongeaient la fête toute la « saint-judi », tandis que d'autres entamaient même une « neuvaïne » d'estaminet en estaminet ; ils ne rentraient chez eux qu'après plusieurs jours, sans un sou.

MARCEL GILLET.

(Lire la suite page III.)

LIRE

● LE RÉFRIGÉRATEUR BREVETÉ DU LYCÉE D'OULLINS

Quelques enseignants et une dizaine d'élèves ont fabriqué un réfrigérateur fonctionnant à l'énergie solaire. Un prototype a été expérimenté au Zaïre (lire page IV).

● LA CONDITION FÉMININE SELON COLETTE CHILAND

Professeur de psychologie, Colette Chiland réfléchit aux différences entre les sexes. Selon elle, le sexe faible n'est pas la femme mais l'homme (lire page XIII).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à XI).

- (1) André Gambin, *Le Nord* (Collection « Découvrir la France », 1973), p. 4.
- (2) *Revue du Nord* (université de Lille-III, B.P. 149, 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex), n° 253, avril-juin 1982, 500 p. environ — A.T.P. du C.N.R.S. « Europe du temps présent », dont le promoteur a été Pierre Deyon et le président du comité scientifique René Rémond.
- (3) Philippe Jessu, *Lieux et histoires seigneuriales du Nord* (Édit. de la porte verte, 1981), p. 10-12.
- (4) E. Dejonghe et J.-P. Thuillier, « Vivre à Gravelines », *Revue du Nord*, n° 253, p. 467-578 ; voir aussi le numéro spécial de la même revue, consacré à l'histoire des femmes du Nord (n° 25, juillet-septembre 1981).

COURRIER

LANGAGE

Falsifier

J'en veux à Alain Berrendonner, linguiste plein d'idées et de sens critique par ailleurs. Et voici pourquoi. Je lis dans son Cours critique de grammaire générative (1), page 9 : « Si on peut montrer qu'un modèle M n'est pas valide (je simplifie la phrase), on dit alors qu'on a falsifié le modèle. » Bien. Suit une remarque d'A.B. lui-même. La voici : « Falsifier », au sens de « démontrer l'inconsistance logique de », est un anglicisme de logicien, auquel le respect du bel usage voudrait que l'on préférât « invalider ». Toutefois, on ne m'en voudra pas si l'usage des techniciens l'emporte, ci-dessous, sur celui des honnêtes gens. » Fin de citation.

Que viennent faire là-dedans le bel usage et les honnêtes gens, ces fossiles comiques évoqués par A.B. avec une condescendance méprisante face à l'usage des techniciens, ces dieux du savoir ? Le sens de falsifier dans le français le plus courant, le plus ancien, s'oppose profondément à celui de ce nouveau « falsifier », emprunté à l'anglais falsify à travers la traduction négligente d'un livre de Karl Popper (1973).

Au couple verify/falsify de l'anglais : « Montrer logiquement la vérité ou la fausseté d'une assertion, doit impérativement répondre un couple français logique. C'est évidemment valide/irvalider qu'il faut retenir. Falsifier ne peut pas signifier à la fois, dans l'usage de tous, « altérer, dénaturer, contrefaire, un document vrai pour en faire un document apparemment faux » ; et dans l'usage des techniciens français : « Montrer, sans aucune altération, dénaturer, etc., qu'un document est entaché de fausseté interne, logique. »

Encore A. Berrendonner justifie-t-il (?) cette impropreté logique par une piroquette. Mais tant d'autres ! Eh bien, non au falsifier falsifié des techniciens !

JACQUES CELLARD.

Éditions de Minuit, 1983.

De quelle population s'agit-il ?

Votre quotidien du 26 octobre m'a trouvé très réceptif à votre page « Courrier ». Non pas que les autres étaient égarées de mon avis, mais de la lire. Mais celle-là m'a donné sujet à réflexion.

Ces dames sont merveilleuses dans leur interprétation de « féminisme ». Je me demande même pourquoi un tel sujet doit faire l'objet de manchettes sur les journaux. Tout le monde comprend que la femme est la « fidèle » compagne de l'homme, qu'elle « trime » parfois encore plus que lui et que, dans certains cas, mieux vaut la femme que l'homme : par son travail, sa culture, son intelligence et, au fond, nous n'allons pas nous attarder sur des considérations de sexologie pour déterminer efficacement la valeur d'un être, qu'il soit adulte ou enfant, masculin ou féminin (...).

La lettre de Mme Katy Ollif m'a quelque peu surpris, car moi-même, qui suis considéré comme faisant partie de contrées sous-développées, je transporte ma fille sur les épaules, car elle se fatigue en marchant. Elle a cinq ans, et depuis qu'elle a deux mois, je fais le clown pour entendre ses petits éclats de rire, qui sont beaucoup plus précieux qu'un grand festin ou un château, car ce sont ces souvenirs qui font mon bonheur. Alors, quand je me rends compte qu'on se pose la question de savoir si faire pousser la poussière d'un bébé par son mari est ou non un triomphe, cela me laisse tout de suite l'envie de savoir de quelle population il s'agit. Dans les rues, à Marrakech, je rencontre bon nombre de gens, de différentes nationalités, qui portent volontiers leurs enfants, et la plupart, sont des hommes. Complexe ou pas, cela nous est égal. Je peux être très compliqué et porter mon enfant. Je ne vois pas ce qu'un événement psychologique vient faire avec un sentiment aussi noble que d'avoir un enfant (...).

Aimer les enfants et prendre conscience de sa responsabilité pour la procréation, cela me paraît essentiel. Evidemment, si l'on veut se retrouver dans une société où il n'y a pas d'enfants, tout changera. La femme comme l'homme se trouveront ridicules car, après un laps de temps bien déterminé, la valse des orgueilleux se terminera et l'on se retrouvera tous dans un trou, morts.

Mais je n'ose pas m'embarquer dans un sujet pour lequel je ne suis pas préparé. Il paraît que nous vivons actuellement une époque assez déterminante pour l'humanité. Certains hommes, comme certaines femmes, répugnent à la sexualité, ou peut-être n'en sont-ils pas capables. Alors, on est obligé de s'acheminer vers une phase, ô combien sublimine, celle de l'asexualité. Il paraît qu'en y abouissant on devient éternel ! Après vous, mesdames !

ALAOUI ABDESAM.
(Marrakech).

La propagation de l'action

Je souhaite faire quelques observations concernant l'entretien avec M. René Thom, publié dans votre édition du 30 octobre 1983.

M. Thom a tout à fait raison de voir dans la question de la propagation de l'action (soit à distance, soit par contact) une source commune pour la pensée magique et la pensée scientifique. Mais dire qu'après la géométrie grecque et son affirmation de la fixité de l'espace — « (...) on a renoncé à la propagation par similarité considérée comme une action à distance, donc inadmissible », constitue un raccourci contestable et pour le moins une déduction abusive. Certes, la propagation par si-

Je l'ai connu somptueux, trénant au centre d'un vaste bureau qui j'aurais bien diminué de moitié. Surface oblige ! Conscient de sa force, de son élégance, de l'épaisseur de son portefeuille, leader le fils d'un holding bien trop vaste aussi, il était monsieur le directeur. Mais même les singes tombent parfois des arbres, dit un proverbe japonais. Manager managé et démanagé, premier de la classe soudain déclassé, il se retrouve exclu du club qu'il a créé. Dans les rues, à Marrakech, je rencontre bon nombre de gens, de différentes nationalités, qui portent volontiers leurs enfants, et la plupart, sont des hommes. Complexe ou pas, cela nous est égal. Je peux être très compliqué et porter mon enfant. Je ne vois pas ce qu'un événement psychologique vient faire avec un sentiment aussi noble que d'avoir un enfant (...).

Aimer les enfants et prendre conscience de sa responsabilité pour la procréation, cela me paraît essentiel. Evidemment, si l'on veut se retrouver dans une société où il n'y a pas d'enfants, tout changera. La femme comme l'homme se trouveront ridicules car, après un laps de temps bien déterminé, la valse des orgueilleux se terminera et l'on se retrouvera tous dans un trou, morts.

Mais je n'ose pas m'embarquer dans un sujet pour lequel je ne suis pas préparé. Il paraît que nous vivons actuellement une époque assez déterminante pour l'humanité. Certains hommes, comme certaines femmes, répugnent à la sexualité, ou peut-être n'en sont-ils pas capables. Alors, on est obligé de s'acheminer vers une phase, ô combien sublimine, celle de l'asexualité. Il paraît qu'en y abouissant on devient éternel ! Après vous, mesdames !

ALAOUI ABDESAM.
(Marrakech).

multarité perd de sa force, mais d'autres formes d'action à distance demeurent, fente de quoi il faudrait rejeter hors du corpus scientifique les œuvres portant des noms illustres, de P. Bacon à Carnot, Coulomb ou Poisson, en passant par Kepler et Newton (pour s'en tenir à la période pré-relativiste). Il serait plus juste de dire, pour ne pas succomber aux tentations discontinuistes de la « tradition taylorienne » que M. Thom ne paraît pourtant pas disposé à épouser, que l'histoire de la physique (en particulier) est faite de la contradiction permanente (et redéfinie à chaque période) entre action par contact et action à distance. Lorsque, à une époque déterminée, prédomine l'action par contact, non seulement l'action à distance n'a pas disparu, mais encore elle hante la pensée dominante qui ne semble pouvoir conjurer ce retour que par la mathématisation d'approximations pourtant officiellement rejetées (1). Propos qui nous ramènent aux idées chères à M. Thom sur le rôle des mathématiques.

J.-Y. TREPOS.
(Metz).(1) Voir : M.-B. Hesse, *Forces and fields*, London, Th. Nelson and Sons, 1961.

Machines à coudre

M. T. de Semlyen, directeur général d'Union Spécial-France, firme qui construit des machines à coudre industrielles, nous écrit en réponse à l'article de Richard Claydon, « L'habillement robotisé » (le Monde Dimanche, 9 octobre 1983) :

La robotisation est l'un des soucis majeurs de bon nombre de constructeurs de machines à coudre industrielles dans le monde.

Mais il faut dire que la construction d'un robot pour article précis, dans un tissu précis, avec des fournitures constantes, est un problème qui diffère totalement de celui qui consiste à construire une semi-automate, ou un automate destiné à la fabrication du même article, mais chez des clients différents.

Le but des constructeurs de matériel pour l'industrie du textile, tel Union Spécial, est d'imaginer des semi-automates, des auto-



ANNE-IRIS GUYONNET.

Pas de lessive, du savon

L'article sur « le lavage » (le Monde Dimanche du 16 octobre 1983) a vivement intéressé notre association qui, depuis huit ans, a étudié la nocivité des phosphates des lessives pour les eaux douces ; le remède est de remplacer le phosphate par du savon, cela est très possible pour le linge couleur et synthétique lavé entre 30 et 60 degrés ; remplacer la lessive par du savon en paillettes, acheté dans le commerce, dissous dans de l'eau chaude et versé, est très important, directement dans le tambour sur le linge et non dans le réservoir à poudre de la machine à laver. Pour le blanc, il est difficile de se passer de lessive, essayer néanmoins deux tiers lessive et un tiers savon.

De plus, trois doses de lessive pour 4 kilos de linge, indiquées sur le paquet, c'est trop ; deux doses suffisent. Ainsi seront diminués notablement les apports de phosphate dans les eaux. Ces méthodes sont appliquées avec succès en Bourgogne par nos adhérents, bien que l'eau y soit calcaire.

T. de SEMLYEN.
Directeur général.

M. de Semlyen, nous prie de préciser que dans l'entreprise Guichard, dont nous décrivions l'équipement, la machine qui réalise ces ourlets est un automate classe 2800 A2-12 de construction Union Spécial commercialisé depuis vingt ans.

Communiqués et protection de la nature.

Liberté

Samedi après-midi. Un car de police secours s'arrête devant mon pavillon, et trois agents en descendant. Ils me demandent si mon fils habite bien ici. Je leur dis qu'il a déménagé depuis peu de temps et je demande pourquoi ils le recherchent. Réponses évasives, regards fuyants. Mes questions et celles de mon mari restent sans réponse. Motus et bouche cousue. Dès leur départ, j'essaye de joindre mon fils, sans succès. Trois heures sans savoir ce qui se passe, c'est long...

Enfin, il nous appelle, et nous avons le telfi du mystère !

Alors qu'il garait sa voiture (une Ford Escort pratiquement neuve) dans Rueil, il a été interpellé pour un contrôle d'identité. Sa portière ayant été forcée récemment, il écrivait depuis lors de laisser les documents de la voiture dans la boîte à gants et, ce jour-là, il était sorti de chez lui rapidement, en oubliant ses papiers.

Sans avoir le droit de remonter dans son véhicule, il est conduit au poste de police de Rueil. Il explique la situation, précise que la voiture est immatriculée à son ancienne adresse. Les policiers interrogent le fichier central et, malgré les réponses concordantes, l'enferment au « violon » et téléphonent au commissariat de Saint-Maur pour demander une vérification de domicile.

Ce n'est pas de deux heures... Cet incident, banal, m'amène à poser ces questions :

— Faut-il être habillé avec un costume trois pièces pour avoir le droit de conduire une voiture neuve, sans risque d'une interpellation ?

— Une tenue décontractée et un oeil de documents doivent-ils forcément conduire au tuteurment, à la fouille, à la garde au commissariat, à l'humiliation et l'angoisse de toute une famille, sans parler du malaise laissé ?

N'aurait-il pas suffi de nous téléphoner pour confirmer les dires de mon fils, ou alors, si l'envoi de police secours était indispensable, nous mettre au moins au courant de ce qui se passait ?

Liberté, vous avez dit liberté ?
SILVIA BEURTIN.
(La Varenne).

VOUS ET MOI

Monsieur le directeur

the streets. we shall fight in the hills. we shall never surrender (1) :

— Hé là ! Tu n'es pas Churchill !

— Non, mais si j'ai perdu une bataille, je n'ai pas perdu la guerre. Moi non plus je ne me rendrai jamais.

Comment, viré, est-il capable d'un tel virage ? Il parle d'un nouveau mode de vie, monacal. D'où, s'écarterait-il cette carapace, ce calvaire de salamandre ? Je m'étonne. J'ai tort. Il s'est toujours tenu en moi : culture physique, douche au jet froid, coucher 10 heures, lever 8 heures... Il toucha les dividendes de son capital énergétique.

« Je me suis ressenti, dit-il. J'ai d'abord cru à une agonie sans fin. Chercher du travail est le plus dur travail que je connaisse et j'ai laissé rigoler le destin. Puis, je me suis posé des questions indélicates sur moi-même et j'ai décidé de restructurer ma vie, de rendre coup pour coup aux sales coups du sort en m'imposant d'autres lois. Tout ce qui peut être tenté doit l'être ! J'étais la somme de ce que j'avais ; je serai celle de ce que je pourrais être et avoir. Manique de l'emploi du temps, j'en ai trop perdu à gagner de l'argent. J'achetais des livres, mais le temps de la lire ou l'aurais-je acheté ? Succubé, je n'étais pas le temps de réfléchir. J'avais des idées. Pas de pensées. Satisfait, je me croyais heureux. J'ai vécu si bien ! Avec un tel manque de goût ! Tirer mon épingle de leur jeu ? Je pense à un autre jeu.

— Plus de patrons ?

— J'ai roulé pour eux ; j'ai été roulé par eux et mon travail parce que j'ai aimé bien. Je rentrai vidé. Vingt ans de ma vie. Bourreau de travail et victime, je croyais vivre. La grande chose que j'étais !

— Ce n'était pas toujours désagréable.

— Non. J'étais parvenu à une certaine puissance, autant dire à rien, car, plus qu'à rien, il fallait paraître. On m'a demandé de disparaître. Qu'est-ce que je perds ? En fait dans mes dossiers, j'ignorais ce qui se passait autour de moi, en moi. J'avais besoin d'habitudes pour me sentir bien. Cette forme de lâcheté que sont les habitudes, c'était ma vie. Fin.

— Que vas-tu faire ?

— Profiter de ma malchance ! Ne pas manquer ce rendez-vous pour le destin. En faire une amélioration de mon expérience de l'épreuve, à-t-il le culte d'ajouter, masquant d'un sourire la volonté indomptable (7) tapie dans sa tête un peu triangulaire. « J'ai vendu ma grosse cylindre, ma résidence secondaire... »

— Tu n'y vas pas quatre chemins.

— Non. Un saut. C'est plus court. Comme tout homme, je dispose d'un nombre limité de jours. J'ai décidé de faire attention. De profiter au maximum de mon passage...

— Ton passage ?

— Sur la terre. Ma vie, je n'ai qu'elle. Mais ça veut le coup. Tout ce qui me tue pas me rend fort... C'est de la lutte, mes amis, que vient tout le bonheur sur terre.

— Tu lis Nietzsche maintenant ?

— Pourquoi pas ? Je me ratrape.

— Ça tendra devant la vie ?

— On verra. En attendant, je pars. Je vais traverser la France. En silence et à pied. Adieu mes pensées. Je refuse de me laisser imposer la souffrance pour la réalité extérieure.

Jusqu'au soir, il m'expose son plan qui n'est plus de carrière et son émerveillement devant la complication et l'incroyable cruauté de l'existence. Après tant d'années un peu vulgaires sinon faciles, à quoi veut-il accéder exactement, en tâtonnant ? Quelles ressources insoupçonnées veut-il tirer de lui, d'être de ceux qui savent tirer justement parti de leurs déceptions, gardant jusqu'à la plus profonde vieillesse la volonté, donc la force de vivre ?

« Je ne te saisis pas si élastique, si capable d'encalasser les coups, de toucher le fond et de remonter pour l'ébourner, finis-je par lui dire.

— Moi non plus. J'ai coulé. Mais je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau, disait César. Le plus dur, Répondez.

Il me tend une coupure de presse : « ancien directeur de banque, clochard, trouvé mort, rue Saint-Denis à Paris. »

« Pauvre gars ! commente-t-il. Devait pas savoir qu'on est toujours plus fort qu'on ne le croit. Parce que c'est incroyablement la rapidité avec laquelle l'homme s'adapte aux conditions les plus extraordinaires.

— Tu en parles à ton aise.

— Mais si ! De toute façon, le honteux n'est pas de tomber, n'est-ce pas ? mais de rester à terre. Et non d'être battu mais de ne pas se battre.

— Oui, oui mais...

— Je tisserai de nouvelles toiles. Je ne crèverai pas ! »

PIERRE LEULLIETTE.

(1) « Nous combattrons sur les plages, nous combattrons dans les champs et dans les rues, nous combattrons sur les collines et nous ne capitulerons jamais ! », Winston Churchill en 1940.

La sociabilité des gens du Nord

Les gens du Nord sont-ils plus sociables que les gens du Sud ? C'est une question qui a été posée maintes fois. On a souvent dit que les gens du Nord sont plus réservés, plus froids, plus égoïstes que les gens du Sud. Mais est-ce vraiment le cas ?

La sociabilité est un concept complexe. Elle peut se définir comme la tendance à établir des relations sociales avec les autres. Elle peut être mesurée de différentes manières. On peut regarder le nombre de relations sociales qu'une personne a, ou le type de relations qu'elle a, ou encore le comportement qu'elle adopte dans les situations sociales.

Il est difficile de généraliser sur la sociabilité des gens du Nord. Il y a beaucoup de facteurs qui peuvent influencer la sociabilité d'une personne, comme son éducation, son environnement, son caractère, etc.

En conclusion, on ne peut pas dire que les gens du Nord sont plus ou moins sociables que les gens du Sud. La sociabilité est un trait individuel qui varie d'une personne à l'autre.

Il est important de noter que la sociabilité n'est pas une qualité ou un défaut. Elle est simplement une caractéristique humaine. Chaque personne a le droit d'être sociable ou non, sans que cela ne soit jugé. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

En conclusion, la sociabilité est un trait complexe et individuel. Elle ne peut pas être généralisée à une région ou à un groupe de personnes. Ce qui compte, c'est que les relations sociales soient saines et équilibrées.

Enfin, il est intéressant de noter que la sociabilité peut être apprise et développée. On peut apprendre à mieux se connaître, à mieux comprendre les autres, et ainsi à devenir plus sociable.

ENQUETE

La sociabilité des gens du Nord

(Suite de la première page.)

Aussi certaines mères de famille prenaient-elles la précaution d'aller chercher leur mari le samedi à la sortie de l'usine. C'est que l'estaminet était un lieu réservé à la sociabilité masculine : les sociabilités septentrionale et méridionale étaient d'un machisme équivalent.

Les enterrements civils eux-mêmes avaient entre les deux guerres mondiales un caractère solennel et quelque peu provocateur. Ils avaient lieu le samedi après-midi : une vaste foule défilait très lentement, avec les drapeaux rouges en herne derrière le corbillard et l'harmonie qui jouait une marche funèbre.

Aujourd'hui, au clivage par les opinions s'est substitué celui de l'âge : il y a les cafés de vieux avec leurs joueurs de cartes et les cafés de jeunes avec leurs amateurs de juke-boxes. Lors des enterrements, civils ou religieux, les gens suivent des cortèges silencieux et qui se dispersent bien vite.

Aujourd'hui, dans chacune des zones étudiées, la sociabilité traditionnelle recule, la banalisation progresse, avec l'individualisation des loisirs, le culte de la télé et de la voiture.

Certes, la sociabilité traditionnelle a connu, elle aussi, des remises en cause, comme l'arrivée massive d'ouvriers belges à Lille et Roubaix au dix-neuvième siècle, de mineurs polonais dans le bassin houiller au cours des années 20. Mais, à la deuxième génération, l'intégration était faite, tandis que le Nord, à présent, se trouve confronté à de véritables kystes, qui risquent de devenir cancérogènes.

« Si l'es d'ichi, parle comme ichi... » Ce slogan en patois « ch'timi » (variante

des dialectes picards longtemps parlés d'Amiens à Mons), comme les affichettes « ch'ti » se voient de plus en plus sur les vitres arrière des voitures du Nord. Ils s'inscrivent dans la ligne de la défense actuelle des langues régionales, mais aussi, « ichi », une réaction caractéristique d'une région frontalière marquée par une traditionnelle défiance envers les « étrangers ».

A Gravelines, par exemple, autant être pour ou contre la centrale nucléaire d'E.D.F. qu'il le soit pour les habitants, autant les rapports avec ceux qu'elle emploie s'éloignent. Parmi les divers reproches qu'on leur adresse surnaît celui de constituer une caste et de ne faire sentir, de vivre à part dans la cité E.D.F. construite depuis 1975 : « Quand on se promène dans le quartier E.D.F., on se sent mal à l'aise, on a l'impression d'un quartier fermé, d'un ghetto... Quand on fait carnaval et qu'on passe dans les rues, il n'y a pas un chat... Je comprends qu'ils se sentent étrangers, mais ce sont eux qui créent leur propre réseau... Les gens de l'E.D.F., on ne peut pas avoir de relations avec eux. Ils se croient tous ingénieurs, ils nous méprisent. » (5)

Une sorte de contre-société

Gravelines a plus changé en trente-cinq ans qu'en deux siècles et en sept ans plus que dans les trente-cinq années qui précèdent. L'effet Usinor, avec l'installation de la « sidérurgie sur l'eau » à Dunkerque depuis 1960, avait été bien digéré. En revanche, l'effet E.D.F., avec ses milliers d'habitants juxtaposés aux 6000 Gravelinois du centre ville et des deux « hameaux », pose le problème de deux sociabilités qui se juxtaposent sans s'intégrer, malgré les efforts de la municipalité.

Un problème plus grave encore, et dont les élections municipales de mars 1983 ont souligné l'impact, c'est celui de la présence d'une importante communauté maghrébine dans le Nord, en particulier dans l'agglomération de Lille-



HONORE

Roubaix-Tourcoing. Sur 110 000 habitants, Roubaix compte 9 000 Algériens, 1 000 Marocains et 5 000 Portugais.

Les Maghrébins ont succédé aux Belges du dix-neuvième siècle dans de nombreuses contrées, y développant une sorte de contre-société étroitement solidaire. Le malaise de la deuxième génération maghrébine, malaisé par les difficultés de l'industrie lainière, s'est parfois défilé en révoltes individuelles (voies à la tire, agressions contre des autobus, « rodéos » de voitures, etc.). Tout un jargon spécifique s'est ainsi

formé, qui mêle le français, le verlan et l'arabe. Quelques exemples : « Faire tamanno devant les meufs avec des BMW branchées » (faire du rodéo devant les filles avec des BMW volées); aller prendre un pot chez un « yaourt » (cafetier français); « être parti en vacances ou en voyage à La Mecque », c'est être en prison à Loos, etc. (6).

Les réactions de rejet vis-à-vis des « courées arabes », la peur de la montée de la délinquance, n'ont pas été étrangères au brutal changement de cap des électeurs roubaisiens : la ville qui fut longtemps le Temple du socialisme a élu

un maire U.D.F., mettant fin à soixante-dix ans de « socialisme municipal ». Les Belges au dix-neuvième siècle, les Polonais au vingtième siècle, ont été en deux générations intégrés aux populations du Nord-Pas-de-Calais. Lorsqu'il n'y a plus cette intégration dès la deuxième génération, y a-t-il rejet définitif ? Ou bien en sortira-t-il un « nouveau Nord » ?

En 1983, le « nouveau Nord » n'est certes pas encore là : l'on entend davantage parler de ceux qui veulent continuer à vivre à Denain que de ceux qui travaillent à Usinor-Dunkerque. Pourtant, cette usine performante assure, à elle seule, le quart de la production française d'acier. L'avenir du Nord est davantage aujourd'hui vers le littoral que du côté, hélas, du Valenciennais et de son héritage du dix-neuvième siècle. Lors de sa visite dans le Nord, le président de la République n'a pas caché le peu d'espoir que l'on devait mettre dans une relance de l'extraction du charbon dans la région, mais, aux côtés de son premier ministre et de beaucoup d'élus, il a plaidé pour la renaissance économique du Nord.

Le problème de l'avenir et donc de l'identité du Nord est en jeu. Cette identité avait pu être maintenue, même quand les politiques, les rituels et les réseaux de sociabilité avaient été conflictuels. Aujourd'hui, à Gravelines comme à Roubaix, l'intégration est à présent plus difficile, que les arrivants aient un statut inférieur ou supérieur.

L'enjeu du « nouveau Nord », c'est que, se forment dans des pays neufs comme Gravelines ou dans de vieux pays industriels en voie de nouvelle industrialisation comme Noyelles-sous-Lens ou Halluin des sociabilités et des identités modernes.

MARCEL GILLET.

(5) E. Dejonghe et J.-P. Thauillier, article cité, p. 553-554.

(6) Indications de Patrick Tiberkiet, maître d'histoire contemporaine en préparation à Lille-III sur « la communauté maghrébine d'Hem ».

Portrait

Une vie d'ermite

Sur sa montagne varoise, Frère François mène dans la solitude, « séparé de tous, mais uni à tous » une vie fort occupée par la prière, le jardinage et les confitures.

FRÈRE FRANÇOIS ne se montre pas facilement. On insiste. Il se résigne à pointer la nez à la fenêtre de la bâtisse rudimentaire qui lui sert d'habitation et présente un visage renfrogné, adouci par une belle barbe blanche. Il consent ensuite à apparaître tout entier : long et sec, mais bien musclé, traînant une jambe raide, souvenir d'une blessure de guerre. Il se décide enfin à s'approcher puis, assis sur un rocher en plein soleil, à se livrer. Ce trappiste septuagénaire a, depuis cinq ans, quitté son abbaye dans l'Allier pour vivre en ermite en haut d'une petite montagne du Var à laquelle on accède, à pied, par un sentier forestier. Sauvage ? Non. Mais pas pressé de voir les promeneurs qui, l'été, grimpent jusqu'à ce promontoire d'où l'on peut contempler un paysage magnifique. Un panneau de bois marqué d'une flèche les prévient : à gauche, c'est l'ermite, à droite, le vus. Grandiose. Aucun vis-à-vis, hormis les douces montagnes, une mer de forêts et le ciel presque toujours bleu ; le tout baignant dans un silence absolu quand les oiseaux consentent à se taire. « Il est plus facile de louer le Seigneur devant un beau paysage. Je ne crois pas que le but premier soit de choisir un lieu difficile et austère. »

Chaque matin à l'heure de sa messe, c'est-à-dire au lever, Frère François rompt le tee-shirt et la ponction par les vêtements liturgiques ; il revêt la robe de bure une fois par mois lorsqu'il descend au village, à une heure et demie de marche, pour prendre son courrier et effectuer ses quelques achats : lait en poudre et fromage. Le reste lui vient de son potager et des fruits sauvages dont il fait des confitures. Végétarien depuis quarante ans, qu'il appartient à une communauté d'ascètes, il ne mange ni poisson, ni viande, ni volaille, mais accepte volontiers les oeufs ou les légumes dont lui font cadeau les habitants du village qui l'ont adopté.

Ce régime n'empêche pas Frère François de cultiver son jardin, de couper son bois, de restaurer, avec l'aide d'un maçon, la petite chapelle dédiée à saint Quinès, qui, dans les années 500, le précède dans ce lieu. Il doit à la sollicitude des villageois qui veillent sur lui sans en avoir l'air d'être encore en vie. Il y a six ans, l'un d'eux le trouva allongé au pied de l'échafaudage. Chute qui lui valut trois semaines d'hôpital et l'amène à constater : « La métier d'ermite comporte aussi des risques. »

Dans la partie de la bâtisse encore solide, Frère François a aménagé une salle de séjour-chambre-cuisine de deux mètres sur deux qui comprend un fourneau en briques, réfractaires construits de ses mains, un lit, une table, quelques cartons contenant des effets personnels. C'est dans une minuscule pièce contiguë qu'il dit la messe.

Aucune commodité : ni eau au robinet, ni électricité, ni téléphone, ni radio évidemment. Même pas de présence animale : « J'avais un âne pour monter les matériaux. Je n'en ai plus besoin et je l'ai donné. J'ai cherché une vie simple. Ce n'est pas pour me donner du souci. » Seuls compagnons, deux livres : l'un sur la flore en France, l'autre, un traité d'apiculture. « Pendant quarante ans, j'ai dévoré la bibliothèque de l'abbaye. Maintenant je n'ai plus envie de lire. »

Il n'arrive pas non plus à dépenser ses 300 F mensuels de pension militaire et les emplois en partie à la restauration de la chapelle.

« J'ai demandé pendant douze ans de vivre en ermite, mais à l'époque c'était impossible sans quitter l'ordre. Depuis cinq ans, c'est permis à condition que la communauté accepte par un vote. »

Chaque ermite — et selon celui-ci il n'y en a pas deux pareils — établit son propre règlement. Pour lui, c'est simple : « Je ne m'impose rien, ça m'est déjà imposé. Je pratique l'office monastique tel que je l'ai toujours pratiqué mais aux heures que je choisis en fonction du temps

de travail, de la fatigue. Certains ermites choisissent cette vie pour avoir des heures d'isolement, moi, c'est pour la permanence de la prière et, même quand je ne prie pas, la relation d'amour avec Dieu n'est pas rompue. C'est ça l'essentiel. »

Frère François se défend d'avoir quitté l'abbaye parce que la vie communautaire lui pesait : « Ça n'est pas un carcan, mais il y a certaines contraintes et responsabilités. En ce moment d'ailleurs, je suis toujours soumis à l'obéissance du Père abbé. S'il me demandait de rentrer, je devrais le faire. »

Ce n'est pas le cas. Lorsque le moine a quitté la maison-mère en pleurant à chaudes larmes, l'abbé lui a dit simplement : « Tâchez d'être un bon ermite. » Une fois par an, il lui rend visite, comme à tout membre éloigné de la communauté. « Il ne vient pas pour vérifier ce que je fais. La dernière fois, il s'est contenté de regarder mon armoire à confitures et m'a félicité. »

« La vie érémitique, c'est le choix de la simplicité, du recueillement et de la solitude. Jamais je ne me demande : qu'est-ce

que je vais faire aujourd'hui ? Mais : est-ce que j'aurais le temps de tout faire ? »

Frère François résume ses journées : mener dans la colline, ou à cueillir des fruits, ou à prier, ou même au lit... L'ennui, il ne connaît pas : « C'est comme ma belle-sœur qui a dit à mon frère : « Mais il doit se sentir seul. » Et il a répondu : « Mais c'est ce qu'il cherche ! » A certains moments, il importe quelle vie pose, il suffit de dépasser ces moments-là. Mais je ne suis jamais seul car le moine est séparé de tous, mais uni à tous. Ma solitude est moi-même corporelle et visuelle. Mais ce n'est pas parce qu'on ne voit pas les autres et qu'on ne les entend pas qu'ils n'existent plus. »

Une solitude corporelle et visuelle

Aucun lien avec le monde extérieur, si ce n'est la bulletin de l'abbaye qu'il reçoit deux fois par an. « Savoir ce qui se passe ne me paraît pas essentiel. Evidemment, il y a le souci des hommes qui meurent de faim, dans les guerres... Mais il n'y a pas

besoin d'information pour ça. Tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes et il est probable qu'il en sera toujours ainsi... Ça ne veut pas dire que je me désintéresse des hommes », précise Frère François. « Quand je prie, c'est pour tous ; j'ai rarement des intentions de messe précises ; c'est plus universel, plus gratuit. Si on ne donne pas à une personne en particulier, tout est pour tout le monde. »

Entré au monastère à vingt-cinq ans, après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur agricole — qui lui sert pour la première fois, aujourd'hui, fait-il remarquer, puisqu'il doit cultiver pour se nourrir. — Frère François n'a jamais remis sa vocation en doute. « A mon époque, c'était plus facile, on avait moins de tentations. » L'angoisse, le cafard, la dépression ? Il sourit : « J'ai voulu cette vie, je l'ai. J'ai assez de solitude, assez à manger, je peux prier, la nature est belle, j'ai une bonne santé. Je ne vois pas pourquoi je broierais du noir... A moins que je ne devienne impotent, je resterai ici jusqu'à ma mort. »

Et si on envie sa sagesse, il répond : « Moi, un sage ? Sûrement pas. Disons que j'ai eu la sagesse de choisir cette vie. »

ANNE GALLOIS.

CROQUIS

Un samedi en Chalosse

L'automne est arrivé, unifiant matinales et soirées dans un brouillard humide. Un peu partout s'échappent des centaines de canards. Dès l'âge adulte, ils sont parqués, par petits groupes, dans des pièces au plafond bas, afin de ramener le moins possible, et ainsi prendre du poids.

Pendant près de trois semaines, s'établit un curieux rapport entre le fermier et le canard qu'il vient gaver matin et soir. « Une sorte de tendresse, plutôt. Chaque bête est différente. Si on la gave trop, on peut lui crever le gosier ; si elle boit, c'est aussi un problème. » Pour peu que l'on se penche, on entend murmurer des noms : « Nez crochu », « Petit bec », « Le Michard »...

Lorsque, un samedi matin, dans un hanger enfumé, à l'écart de la ferme, l'homme s'agenouille, il s'assied de la faire vite ; tandis qu'à ses pieds les poules se disputent le sang, à peine coagulé, dans une bassine.

A deux pas, une imposante manne au-dessus d'un foyer alimenté par des bûches de chêne et d'acacias. La bête, tenue par une patte ou par la tête, est tram-

pée dans le bain bouillant. Le maître de maison montre ses mains durcies à cette tâche. « Il faut un coup de main sûr pour juger de la température de l'eau et laisser tremper l'animal ; trop longtemps, et la peau est fragilisée ; brûlée ; pas assez longtemps, et alors les plumes ne viennent pas. »

Penchés sur la table de travail, le père, la mère et le fils, venu spécialement de la ville pour les aider, arrachent les plumes grises, blanches ou noires qui tombent dans un sac : « Ce sont des plumes nobles, qui serviront à faire des matelas. Un marchand passe chaque mois nous les acheter. »

L'animal est ensuite lavé à l'eau tiède et accroché à un clou pour sécher. C'est aussi l'heure, pour toute la famille, de faire la pause-déjeuner. A leur retour, vers 2 heures de l'après-midi, les pots et la peau ont séché. C'est le moment d'enlever le duvet, tout en se racontant les dernières histoires du village.

On finit au chalugaz. « Autrefois, on flambait les pots, à l'atocool, c'est ça le

modernisme. » Le travail touche à sa fin. Il reste à nettoyer le canard, un peu noir, pour la « présentation finale ». Chaque bête est extraquée par le cou, trempée dans l'eau tiède, savonnée, relevée, puis passée à l'eau claire.

Elle peut alors être pendue dans la chambre froide, « de manière que la foie puisse bien rebondir. Avant, on ne pouvait faire du canard qu'hiver, en les accrochant haut, à l'abri des chiens, chats et rats. La chambre froide permet de travailler pratiquement toute l'année. »

La longue journée n'est pas terminée ; pendant deux bonnes heures il faut aller gaver d'autres canards. Ici, aux confins des Landes, le samedi n'est pas synonyme de repos.

Un matin, tôt sur la place du Marché, un négociant venu de la ville, après s'être promené parmi les milliers de bêtes exposées, achète le lot de ces canards nourris au maïs, « du maïs blanc, produit à la ferme, pour que les foies soient bien blancs. »

PATRICK RUBISE.

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

L'intervention américaine à la Grenade

Le 14, M. Maurice Bishop, qui avait instauré dans l'île antillaise de la Grenade, depuis le coup d'État du 13 mars 1979, un régime proche de Cuba, est destitué de ses fonctions de premier ministre par les éléments les plus radicaux du N.J.M., le parti officiel, sous l'impulsion du vice-premier ministre, M. Bernard Coard.

Le 19, M. Bishop est tué par l'armée, ainsi que trois ministres et deux dirigeants syndicaux. Le général Hudson Austin, chef des forces de sécurité et membre du comité central du N.J.M., est placé à la tête d'un conseil militaire révolutionnaire qui assume tous les pouvoirs.

Le 25, des troupes des États-Unis, assistées par quelques soldats venant de six îles anglophones indépendantes des Caraïbes, débarquent à la Grenade. Cette intervention est

critiquée par la plupart des pays, y compris par les alliés traditionnels de Washington, mais approuvée par la grande majorité des Américains et bien accueillie par les Grenadins. Le président Reagan déclare, le 27, que « les événements de la Grenade et du Liban sont directement liés » et affirme : « Moscou apporte un soutien direct à la violence dans les deux pays ». Le 28, au Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis opposent leur veto à un texte « déclarant » l'intervention. Sur l'île, la résistance des forces cubaines et grenadines est plus importante que prévu et des renforts américains sont envoyés. Cependant, les combats semblent terminés le 31 : M. Coard et le général Austin ont été faits prisonniers, ainsi que, selon Washington, six cent trente-huit Cubains (à partir du 16).

Octobre 1983 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masseralet paraît le dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

20. - AMÉRIQUE CENTRALE : Le Nicaragua soumet à Washington un projet de règlement global des conflits centro-américains : Managua accepterait de cesser son aide aux guérilleros du Salvador si les États-Unis renonçaient à soutenir les forces antisandinistes. Washington rejette cette proposition, exigeant de Managua un retour au pluralisme politique (21 et 22/X, 3/XI).

24-25. - GRANDE-BRETAGNE : Au cours du huitième sommet franco-britannique, à Londres, M. Mitterrand et M. Thatcher constatent leur identité de vues sur les courbes nucléaires, mais le désaccord persiste sur les questions communautaires (du 20 au 24).

22-23. - PACIFIQUE : Deux millions de personnes environ manifestent en Europe de l'Ouest contre l'armement nucléaire : les rassemblements les plus importants ont lieu en R.F.A. (à Bonn, Hambourg et Stuttgart) ainsi qu'à Londres, Rome, Bruxelles et Madrid. A Paris, la mobilisation reste faible. Le 29, de nouvelles manifestations ont lieu, en particulier à Copenhague et surtout à La Haye, où se réunissent cinq cent mille personnes (12 et du 16 au 25/X, 1/XI).

23. - SUISSE : Aux élections législatives, la coalition centriste obtient 167 (-2) des 200 sièges du Conseil national. Moins de 45 %

des électeurs ont participé au scrutin (22, 25 et 26).

27. - EST-OUEST : M. Iouri Andropov affirme que le déploiement des armes nucléaires de l'OTAN « rendra impossible le poursuite des négociations de Genève ». Le 24, le ministre de la Défense soviétique avait annoncé une autre « mesure de rétorsion » : le début des travaux préparatoires à l'installation de nouveaux missiles soviétiques tactiques en R.D.A. et en Tchecoslovaquie (13, 14, 17, 19, 20, 25 et 26).

27. - SURINAME : Le lieutenant-colonel Desi Bouterse annonce le départ de l'ambassadeur cubain, puis, le 30, ordonne l'expulsion de vingt-cinq diplomates et de quatre-vingt « conseillers » cubains (28/X, 1 et 2/XI).

27-28-29. - FRANCE-TUNISIE : La visite officielle de M. Mitterrand en Tunisie relance la coopération fruitière tunisienne (du 27 au 31).

28. - CHINE : Amnesty International engage la Chine à mettre fin aux exécutions qui ont lieu depuis la mi-octobre dans le cadre d'une campagne de lutte contre la criminalité. Au moins six cents condamnés ont été mis à mort et plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées et déportées (4, 13, 19 et 29).

28. - VATICAN : Fin de la sixième session ordinaire du synode des évêques, réuni à Rome

Liban : attentats et négociation

Le 23, à l'aube, le C.G. des « marines » américains et le siège d'une compagnie de parachutistes français à Beyrouth sont détruits à quelques instants d'intervalle : sur chacun des deux immeubles, s'est précipité un camion-suicide bourré d'explosifs. 230 « soldats de la paix » américains et 58 français sont tués. L'attentat aurait été commis par des fanatiques musulmans chiites, mais Washington met en cause la Syrie, l'Iran et l'I.R.S.S.

Le 24, M. Mitterrand se rend à Beyrouth. Le soir, de retour à Paris, il affirme que « le Liban est en train de se défaire ».

Le 27, les ministres des affaires étrangères de France, des États-Unis, d'Italie et de Grande-Bretagne, réunis à La Celle-Saint-Cloud, lancent un appel à l'unité des Libanais et réaffirment leur soutien à la mission de la force multinationale, composée de 5 800 soldats originaires de ces quatre pays.

Le 31, s'ouvre à Genève le « congrès sur le dialogue au Liban » prévu par l'accord de cessez-le-feu du 25 septembre. Participent à cette réunion le président Gornay ainsi que huit personnalités politiques qui représentent les principales parties concernées par le conflit libanais, et deux observateurs, l'un syrien et l'autre saoudien (à partir du 5).

Le 23, à l'aube, le C.G. des « marines » américains et le siège d'une compagnie de parachutistes français à Beyrouth sont détruits à quelques instants d'intervalle : sur chacun des deux immeubles, s'est précipité un camion-suicide bourré d'explosifs. 230 « soldats de la paix » américains et 58 français sont tués. L'attentat aurait été commis par des fanatiques musulmans chiites, mais Washington met en cause la Syrie, l'Iran et l'I.R.S.S.

Le 24, M. Mitterrand se rend à Beyrouth. Le soir, de retour à Paris, il affirme que « le Liban est en train de se défaire ».

Le 27, les ministres des affaires étrangères de France, des États-Unis, d'Italie et de Grande-Bretagne, réunis à La Celle-Saint-Cloud, lancent un appel à l'unité des Libanais et réaffirment leur soutien à la mission de la force multinationale, composée de 5 800 soldats originaires de ces quatre pays.

Le 31, s'ouvre à Genève le « congrès sur le dialogue au Liban » prévu par l'accord de cessez-le-feu du 25 septembre. Participent à cette réunion le président Gornay ainsi que huit personnalités politiques qui représentent les principales parties concernées par le conflit libanais, et deux observateurs, l'un syrien et l'autre saoudien (à partir du 5).

depuis le 29 septembre. Il a été consacré à « la réconciliation et la pénitence dans la mission de l'Eglise » (1, 4, 13, 23-24 et 29/X, 1/XI).

30. - TURQUIE : Un tremblement de terre ravage la Turquie orientale, au nord-est d'Erzurum : au moins 1 330 personnes sont tuées et 75 000 sansabri (à partir du 1/XI).

31. - ARGENTINE : M. Raul Alfonsín (radical) remporte les élections qui doivent mettre fin à huit ans de dictature militaire. Il obtient 317 des 600 députés qui élisent le 30 novembre le nouveau

président, contre 259 à M. Italo Luder (péroniste) (6, 11, 13, et à partir du 28).

31. - IRAN-IRAQ : Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, par douze voix et trois abstentions, une résolution demandant à l'Irak et à l'Iran une « cessation immédiate de toutes les hostilités dans la région du Golfe » et le respect du libre droit de navigation et de commerce. Téhéran, dont les troupes ont lancé une nouvelle offensive, le 20, dans le Kurdistan irakien, rejette cet appel (4, 12, 14, 21, 22, 25, 27, 29 et 30-31/X, 2/XI).

FRANCE

2. - A l'élection municipale de Sarcelles, organisée après l'annulation du scrutin de mars, la liste d'opposition de M. Lamontagne, bat la liste de gauche conduite par M. Canacqis, maire communiste depuis 1965 (1, 4, 5 et 11).

2. - M. Jean-Michel Baylet, élu président du M.R.G., lance un appel à la constitution d'un « large centre gauche » (1, 23 et 4).

4. - M. Paul Quilès devient ministre de l'Urbanisme et du logement et M. Jean Gatté, secrétaire d'État à la Défense nationale, pour remplacer MM. Roger Quilliot et François Autain, élus sénateurs (5 et 6).

4. - Pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Constitution, une cérémonie est organisée à l'hôtel de Ville de Paris. M. Giscard d'Estaing et tous les anciens premiers ministres de la V^e République y participent, mais pas les autorités de l'État ni les membres de la majorité (5 et 6).

5. - L'inspection générale de la gendarmerie est chargée d'une enquête sur les « initiatives personnelles » que le capitaine Paul Baril, ancien chef par intérim du Groupe d'intervention de la gen-

dermerie nationale (G.I.G.N.), a pu prendre dans la lutte contre le terrorisme. Fin octobre, la cellule antiterroriste de l'Elysée, dont s'était réclaté le capitaine Baril, est réorganisée (6, 7, du 12 au 17, 29 et 30-31/X, 2/XI).

5. - La procédure judiciaire engagée contre trois Français arrêtés à Vincennes le 28 août 1982 et présentés alors par l'Elysée comme des « terroristes internationaux », est annulée en raison des irrégularités commises par des gendarmes, notamment du G.I.G.N., lors de la perquisition (6, 7, 21, 22 et 25).

11. - M. Charles Hernu annonce une baisse de 27 % des ventes d'armes de la France au premier semestre de 1983 (13).

12. - La quatrième motion de censure déposée depuis juillet 1981 par l'opposition obtient les suffrages de 156 députés (4, 6, 7, 9-10 et 14).

16. - Au second tour de l'élection municipale d'Antony, la liste d'opposition de M. Devodjian (R.P.R.) est élue. La liste de gauche de M. Aubry (P.C.), élue en mars, avait été invalidée pour fraudes (du 8 au 19 et 23-24).

16. - Au cours de la quatrième Journée nationale d'activités françaises réunissant à Marseille à Paris les principales composantes de l'extrême droite, un orateur s'en prend notamment aux « ministres juifs du gouvernement Mauroy » (19, 21, 25, 27 et 28).

17. - Mort de Raymond Aron, philosophe et journaliste (19, 20 et 21).

19. - M. Alain Savary présente de nouvelles propositions sur l'avenir de l'enseignement privé : écartant l'idée d'intégration dans un service public, il propose un calendrier de discussions pour une rénovation d'ensemble du système éducatif (du 9 au 29).

27. - M. Jacques Chirac, qui s'est rendu en R.F.A. du 17 au 19, propose, dans un entretien au Monde, de « mieux associer l'Allemagne fédérale aux décisions communautaires en matière de sécurité » (19, 20, 21 et 28).

28. - Un ressortissant libyen, M. Said Rashed, arrêté le 6 à Paris, est autorisé à regagner son pays, l'Italie n'ayant pas confirmé sa demande d'extradition. Du 9 au 12, trente-sept Français avaient été retenus en Libye (du 11 au 13, 21, 22 et du 28 au 31).

28-30. - Au congrès du parti socialiste, réuni à Boulogne-Billancourt, les délégués manifestent leur soutien à la politique du gouvernement. Le C.E.R.S. de M. Chevènement, dont la motion avait recueilli environ 18 % des suffrages dans le vote des fédérations, et les « rattachés dissidents » (5 %) se sont ralliés au texte légèrement modifié de la motion de M. Jospin (77 %) (à partir du 18).

Un choix d'enquêtes et de reportages

Soudan : Le Soudan en mal de sécurité (4, 5 et 6).

FRANCE : Les nouvelles filières de l'extrême droite (7 et 8).

ÉTATS-UNIS : La vigoureuse immigration haïtienne (7 et 8).

FRANCE : Comment les Français ont-ils payé leurs impôts ? (11 et 18).

ÉTATS-UNIS : Hollywood, le choc du futur (12 et 20).

FRANCE : Le R.P.R. et la reconquête de la France (14 et 15).

FRANCE : Le débat sur la réforme du mode de scrutin législatif (18, 19, 20, 21 et 26).

MÉDECINE : La cyclosporine facilite les greffes d'organes (19).

HAÛTE-VOLTA : La « révolution » en Haute-Volta (21 et 22).

EUROPE : Le débat sur les conventions (22, 23-24, 26 et 27).

MATÉRIÈS PREMIÈRES : Le circuit du caoutchouc (25).

TUNISIE : L'air de rester tel-même (27 et 28).

ÉTHIOPIE : Les insurrections en Érythrée et au Tigré (29).

Les prix Nobel

5. - PAIX : M. Lech Wałęsa (Pologne) pour sa « contribution vitale dans la campagne pour assurer la liberté universelle de s'organiser » (du 6 au 10).

6. - LITTÉRATURE : M. William Golding (Grande-Bretagne) (du 7 au 10).

10. - MÉDECINE : M. Barbara McClintock (États-Unis) pour ses découvertes en génétique (11).

17. - ÉCONOMIE : M. Gérard Debreu (États-Unis) pour ses recherches qui introduisent « de nouvelles méthodes d'analyse dans la théorie économique » (18, 19, 20/X et 1/XI).

19. - PHYSIQUE : MM. Subrahmanyan Chandra-sekhar et William Alfred Fowler (États-Unis) pour leurs travaux sur la structure des étoiles (20 et 21).

19. - CHIMIE : M. Henry Taube (États-Unis) pour ses études sur les mécanismes de réaction de transfert d'électrons (20 et 21).

Économie

3. - CADRES : Trente à quarante mille personnes manifestent à Paris, à l'appel de la C.G.C., contre la politique économique et sociale du gouvernement (du 2 au 8).

3. - ÉPARGNE : Création du Compte pour le développement industriel (Coderv). Les fonds, collectés dans les caisses d'épargne et dans les établissements bancaires et mutualistes, devront être utilisés pour moderniser l'appareil de production français (5 et 28).

11. - INDUSTRIE : M. Laurent Fabius, au cours du débat à l'Assemblée nationale sur la politique industrielle, appelle à un « rassemblement » autour de la modernisation de l'industrie française (7, 11 et 13).

11. - SOCIAL : Alors que des débrayages sporadiques ont lieu dans les centres de tri postaux depuis la

mi-septembre, M. Gattaz, président du C.N.P.F., déclare que les entreprises sont « gravement menacées » par les retards et le manque de courtoisie (du 1^{er} au 26).

19. - COMMERCE EXTÉRIEUR : Pour la première fois depuis août 1981, la balance commerciale est excédentaire. Le surplus est de 323 millions de francs (13, 14, 20 et 22).

19. - SÉCURITÉ SOCIALE : Les syndicats dits « réformistes » (F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) remportent les élections des administrateurs des caisses de la Sécurité sociale, organisées pour la première fois depuis 1962. La C.G.T. et la C.F.D.T. subissent un échec. F.O. devance la C.F.D.T. et talonne la C.G.T. (4, du 13 au 22, 28 et 29).

26. - PRIX : La hausse des prix en septembre est de 0,8 %. Cet indice est jugé « mauvais » par M. Delors (2-3, 16-17, 18, 19 et 28).

SCIENCES

3. - Philips présente en première mondiale au neuvième marché international de la vidéo-communication (VIDEOM) à Cannes une caméra magnéscope 8 millimètres (4, 6 et 7).

10. - Quatre chercheurs européens font une découverte majeure en astronomie : confirmant une théorie d'Einstein, ils déclarent des ondes qui font vibrer le Soleil (12).

19. - Après le succès de son septième lancement et la mise en orbite du satellite Intelsat-5, le destin commercial de la fusée européenne Ariane est assuré (4, 9-10, 18 et 20).

21. - Une équipe américaine crée par manipulations génétiques de nouveaux virus qui permettraient de produire des vaccins polyvalents (23-24).

21. - Le secrétaire d'État à la Santé condamne l'appel aux « mères de remplacement » alors qu'une association qui se propose de favoriser les « prêts d'utérus » à des femmes stériles s'est créée à Marseille (22).

24. - On annonce la découverte d'une méthode de diagnostic prénatal de la mucoviscidose, la plus fréquente et la plus grave des maladies héréditaires (26).

25. - M. Georges Fillioud annonce le lancement de trois nouveaux programmes de télévision : Canal-Plus, la quatrième chaîne payante, commencera à Noël 1983, la Régie française des espaces (R.F.E.), canal réservé aux entreprises, ainsi que T.V. 5, programme commun des télévisions francophones, débuteraient le 2 janvier 1984. (19 et 27) (77 %).

CULTURE

1. - Cyrano de Bergerac est joué par Jacques Weber dans une mise en scène de Jérôme Savary au Théâtre Mogador (15).

3. - M. Jack Lang annonce la création d'un Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (4).

4. - Huit expositions sur l'architecture de Chicago sont organisées à Paris pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de la ville (2-3 et 28).

6. - Le Passé définit, journal inédit de Jean Cocteau, est publié vingt ans après sa mort (14).

7. - Sortie en librairie de l'Image-mouvement, essai sur le cinéma de Gilles Deleuze (6).

10. - Inauguration du Collège international de philosophie à Paris. Ses responsables provisoires sont MM. Jacques Derrida et Jean-Pierre Faye (11 et 13).

10. - Mort de Ralph Richardson, acteur britannique (12).

12. - L'Opéra de Lyon monte *Iphigénie en Tauride*, de Gluck, mis en scène par Bruno Bayen et dirigé par John Elliot Gardiner (7 et 19).

15. - L'exposition Turner au Grand Palais rassemble plus de soixante-dix toiles et deux cents aquarelles (18).

26. - Création mondiale au Festival de Lille de *Roaratorio*, ballet de Merce Cunningham sur une musique de John Cage (29).

27. - Le Festival d'automne à Paris présente la *Trilogie orale*, « épopée musicale » de Manrico Kugel, tirée des *Évangiles du Diable* (29).

Simone Signoret

première, héroïne du feuilleton...
Humbert...
d'un numéro spécial de...
A2) consacré à la...
militaire de la France. Le...
famille et...
nouvelle série...
France. A suivre...

Quatre cinéastes étrangers, sur FR 3

La France sous l'œil des barbares...

LES curieux de tout, les amateurs d'ex-périences différentes, ont obtenu au moins deux des quatre films de la série télévisée « Regard sur la France », coproduite par FR 3 et l'I.N.A. Les Voiles bas et en travers, de Pierre Perrault, a clôturé le Festival du réel à Beaubourg en mars dernier. Voyage au pays de Rimbaud, de Dariush Merhji, a fait une apparition fugitive cet été à la Biennale de Venise, dans la section Venezia Giorno. Ces deux projections nous ont confirmé à l'avance l'originalité de l'entreprise. Conte pour Anna, d'Elma Sanders-Brahms et Euskadi, d'Octave Iosseliani, ajoutent à notre surprise, retournent eux aussi les règles du jeu : la France pour une fois n'exporte pas sa culture en sens unique (vers l'étranger) mais reçoit comme l'écho des réactions de ces mêmes étrangers face à notre histoire, à notre littérature, à nos paysages.

Perrault rend une visite fort peu officielle, assez impertinente, à Saint-Malo, la ville natale de Cartier. Une ville chargée d'histoire, de héros, en tête Châteaubriant, qui arrive mal à se libérer de tant de gloire, mais dont l'esprit, à en croire le cinéaste, reste toujours tourné vers l'avenir. Selon une méthode — un style plutôt, — inimitable et propre à l'auteur, l'histoire revit dans le médium aujourd'hui, s'arrête pas de nourrir l'imaginaire de quelques fous d'infini. Que cherche-t-on à travers l'océan, quelles misères y rencontre-t-on ? Quels rêves, quels espoirs ? Et, au fait, qui était donc vraiment ce Jacques Cartier, ancêtre des anciens terre-neuvas ?

Euskadi, à l'opposé du bavardage inspiré de Pierre Perrault, choisit une forme de silence. Curieuse, inhabituelle idée en France... L'I.N.A. a demandé à quatre cinéastes étrangers de choisir la région qu'ils aiment, d'en parler. Helma Sanders-Brahms, Otar Iosseliani, Pierre Perrault et Dariush Merhji nous donnent leur « regard ».

lence très particulière, l'absence de la France officielle et de sa langue : Otar Iosseliani, natif de Géorgie, marginal lui-même de quelque manière dans l'immense empire soviétique, regarde vivre d'autres marginaux du Pays basque français qui parlent encore la plus vieille langue d'Europe. Les premières images, en noir et blanc, montrent la terre basque, celle la Géorgie natale du cinéaste, avant le folklore codifié. Quand vient la couleur, pour la célébration de la Fête-Dieu, mais surtout à l'occasion d'une étrange pastorale qui évoque, en termes cryptiques, pour le spectateur non informé, l'invasion du pays par les promoteurs, l'histoire soudain se conjugue au présent. La seule parole, totalement indéchiffrable pour nous, Français, est

basque. l'audace de Iosseliani, comme de l'I.N.A., par-delà la vision poétique, vient de ce rappel discret des limites de l'empire français.

Conte pour Anna est un récit à la toute première personne de l'amour lucide d'une femme allemande, la cinéaste, pour notre pays. Helma Sanders-Brahms dit à sa fille Anna, par sa propre voix, avec ses propres intonations parfois fautes, quelle France elle connaît et cultive. Elle a choisi de s'attarder sur le pays de Colette, le Berry, de mélanger étroitement légende et réalité. Ses personnages existent, tout simplement, et parlent peu.

Voyage au pays de Rimbaud, du cinéaste iranien Dariush Merhji, se veut avec franchise, naïveté, candeur presque, « un regard sur la France à travers un de ses reflets les plus purs, la poésie ». Le poète c'est Rimbaud ; le décor principal, sa ville natale Charleville. Pourquoi s'élever un jour ? Comment finit-on au Harar ? Des acteurs locaux jouent la révolte de Rimbaud.

Quatre films motivés — profondément motivés — qui ont été la première partie d'une expérience, qui doit se poursuivre en 1984 avec quatre nouveaux « regards » : celui de Manoel de Oliveira — le film est pratiquement achevé et tout résumé dans son titre, Nice, à propos de Jean Vigo ; les autres, de Yavuz Ozkan, cinéaste turc, sur la fête à Beaubourg, de Saffi Faye, Sénégal, sur la France comme ambassade culturelle (la Russie de Léline, l'Italie de Mussolini, le Vietnam aujourd'hui et leurs citoyens émigrés à Paris qui... cuisinent), et de Marco Bellocchio (dont on attend l'accord définitif).

Pour nous, Français, « Regard sur la France » (titre original de la série, sans s à la fin de regard), conçu par Louisette Neill, productrice à l'I.N.A., en accord avec Serge Mostel de FR 3, par-delà le témoignage subjectif de chaque cinéaste, nous invite à dépasser les fictions souvent usées à la corde, comme le « docu » traditionnel. C'est un peu le cinéma qu'on réinvente.

LOUIS MARCOCRELLES.

* Les Voiles bas et en travers, dimanche 13 novembre, Conte pour Anna, dimanche 20 novembre, Euskadi, dimanche 27 novembre, Voyage au pays de Rimbaud, dimanche 4 décembre, 20 h 35, FR 3.

Programmes régionaux de FR 3

Paris, cinq heures...

Il faut les trouver, ce n'est pas évident. Tandis que les journalistes sont logés rue de Marignan (juste en dessous de la rédaction de « Soir 3 »), les studios, qui ne sont pas leurs studios (les journalistes les partagent avec « Entrée libre », « Thésaurus », se trouvent rue François-1^{er}. Quant à la direction administrative, elle s'est réfugiée cours Albert-1^{er}, avant de déménager bientôt — mais où ? pour laisser la place à la rédaction !

Nommé cet été, le directeur délégué à la région Paris-Ile-de-France — Centre-Normandie, Jean-Jacques Célérier, a trouvé une situation plutôt originale. « Une région très importante qui n'existe pas », Paris-Ile-de-France-Centre est en pleine reconstruction. On a détaché la Normandie (Haute et Basse, Rouen et Caen) de Paris-Ile-de-France-Centre (Paris et Orléans), mais la première reste cependant rattachée administrativement à la seconde. Pas de responsable des programmes en Normandie, bien que la région bénéficie d'une certaine autonomie pour concevoir sa grille et fabriquer quelques programmes.

FR 3 Ile-de-France-Centre, qui couvre cinq départements avec deux BRL (bureaux régionaux d'information), n'a pas de studios propres à Paris ni d'unité de production (il fait appel à des organismes extérieurs, à la S.F.P. ; ce qui coûte très cher). Dans cette situation hybride et compliquée, avec aussi peu de moyens que les autres, Jean-Jacques Célérier, rejoint depuis peu par Michèle Lagneau, responsable des programmes, a bâti une grille qui tient compte de la situation très particulière de Paris — capitale culturelle avec une vocation « parisienne » — tout en commençant de créer la région. Il utilise l'API comme tout le monde (« Dynastie », « Belle et Sébastien »...).

La BRL participe activement à la nouvelle grille en fournissant en plus des journaux quotidiens trois magazines de vingt-six minutes chacun (la lundi, sports ; le mercredi, reportages, enquêtes ; le samedi, culture). Compte tenu des moyens mis en œuvre, c'est un tour de force. On a vu d'écablents reportages, mais trop, vraiment trop de plateaux !

Jean-Jacques Célérier a fait appel à des journalistes de la presse écrite, des amis, Lucien Malson, Michel Mardore, Guy Dumur, Jean-Paul Aron, Régine Desforges, pour parler de jazz, de cinéma ou de théâtre. Michèle Lagneau pense renouer en janvier 1984 cette grille un peu chaotique et qui a changé de nombreuses fois. Comme dans les autres régions, une couleur différente chaque jour pour créer des habitudes. Elle fera largement appel à des organismes extérieurs, institutions culturelles, associations, d'accord pour produire des émissions qu'ils financent complètement. FR 3 gardera le contrôle de la réalisation. La station va ainsi élargir la proposition faite à l'Éclair (qui produit une série d'émissions jusqu'à fin 1984) à la Vidéo-thèque de Paris, à l'Union française des banques, au C.N.R.S. « audiovisuel », au Centre national des arts plastiques. La région tient également beaucoup à la « fenêtre ouverte » à Top TV, une association de professionnels de la télévision d'une future radio libre », dit Michèle Lagneau, une sorte de magazine sur l'actualité audiovisuelle.

« Écoutez votre siècle ». — Le magazine de l'IR-CAM, produit par l'IRCAM, une traversée du monde sonore, de la recherche musicale de Pierre Boulez. Bien un vendredi par mois, à 18 h 40.

« Via régionale ». — Le magazine du mercredi, fabriqué par le BRL. Ouvert à toutes sortes de sujets, on y trouve des enquêtes sur le prêt-à-porter féminin, des retrouvailles d'anciens élèves, les branches du câble, le bilan des exportations en Ile-de-France. Le reportage de Philippe Villati et Michel Bazille sur les premiers périols libérés à Fleury-Mérogis filmé presque en temps réel) était excellent. On attend celui annoncé sur le trafic des enfants yougoslaves enlevés à l'âge de trois ans et dressés au vol, filmé, caméra cachée, rue de Rivoli (en décembre). Le BRL a lancé également une série sur les télévisions régionales en Europe. Anne de Coudenhove propose, une fois par mois, des reportages réalisés en une journée et demi sur tout ce qui peut concerner les jeunes (chaque mercredi, 18 h 30).

« Troisième rang de face ». — Encore un magazine réalisé par le BRL. Marie-Claire Gaudier annonce quelques spectacles qu'elle a choisis (musique, théâtre, danse, cinéma). Les petits reportages sont bons, ce serait mieux sans les indispensables retours au plateau (chaque samedi, 17 h 35).

« Présence du théâtre ». — Guy Dumur et José Barthomeuf se proposent, à tour de rôle, de nous faire connaître le théâtre vécu comme une aventure. Pas d'aventure pourtant dans la présentation (deux jeudis par mois, 18 h 30).

« Présence du cinéma ». — Assis de dos (on ne le voit jamais) dans un fauteuil comme en ont les metteurs en scène, Michel Mardore interroge les metteurs en scène, des cinéastes du cinéma. On y trouve de l'ironie, mais aussi des longueurs (un jeudi par mois, 18 h 30).

« Libreries ». — Régine Desforges nous installe dans une librairie de Paris (liste de moyens, elle ne peut aller plus loin). Elle nous fait découvrir des livres, des personnes, de beaux moments. Mériterait parfois d'être raccourci (un vendredi par mois, 18 h 30).

« Mégaudio du jazz ». — Une des rares émissions de jazz à la télévision, une vraie. On la doit à Lucien Malson, critique de jazz, et Patrick Le Guen. C'est assez figé. Extraits de concerts, de vieux films, les derniers disques parus, les livres... (un vendredi par mois, 18 h 30).

« Autour de ». — Jean-Paul Aron, historien, nous fait goûter ses passions. Radio filmée (un vendredi par mois à 18 h 30).

CATHERINE HUMBLLOT.

Les films de la semaine

LUNDI 14 NOVEMBRE

L'ODYSSÉE DU SOUS-MARIN NERKA*
Film américain de Robert Wise (1958), avec C. Gabrio, B. Lancaster, J. Warden, B. Dexter, D. Fickles (N.).
TF1, 20 h 35 (95 mn).

Temptation psychologique à l'intérieur d'un sous-marin américain opérant contre les Japonais. Les valeurs militaires de 1943 vues avec la mentalité des années 50. Le décor du sous-marin est authentique.

BORSALINO AND C*

Film français de Jacques Deray (1974), avec A. Delon, C. Rouval, R. Cucciolla, D. Bernel, A. Falcon, R. Koldhoff.
FR3, 20 h 35 (105 mn).

La suite de Borsalino, sans Belmondo. Sous les traits d'une

reconstitution rétro, une sorte de tragédie de la vengeance avec Delon en grand exterminateur. Et derrière la pègre marseillaise des années 30, le visage du fascisme.

MARDI 15 NOVEMBRE

BUFFET FROID*

Film français de Bertrand Blier (1978), avec G. Depardieu, B. Blier, J. Carmet, G. Page, M. Berraute, J. Rougerie.
A2, 20 h 35 (100 mn).

Mémoires d'un chômeur, d'un assassin et d'un policier pas très net, sur un parcours semé de cadavres. L'angoisse de la vie quotidienne, de la solitude, de la violence, poussée jusqu'à l'absurde par un humour noir digne de Ionesco.

L'HOMME QUI N'A PAS D'ETOILE*

Film américain de King Vidor (1956), avec K. Douglas,

J. Crain, C. Trevor, W. Campbell, J.-C. Fléppin, R. Boone.
FR 3, 20 h 50 (110 mn).

Un amoureux ardent, une femme fatale propriétaire de ranch, un jeune homme qui a du mal à devenir adulte. Même si le réalisateur l'a plus ou moins ramené, ce western lyrique est typiquement victorien.

LA GLOIREUSE PARADE

Film américain de Michael Curtiz (1942), avec J. Cagney, J. Leslie, W. Huston, R. Whorl, G. Tobias.
FR 3, 23 h (120 mn).

La biographie romancée d'un artiste de music-hall, né en 1878. A voir par curiosité : James Cagney chante, danse et imite le président Roosevelt, pour la note patriotique.

JEUDI 17 NOVEMBRE

VIOLENCE ET PASSION**

Film franco-italien de L. Visconti (1974), avec B. Lancos-

ter, S. Mangano, H. Berger, C. Marzani, S. Patrizi, C. Cardinale.
FR3, 20 h 40 (120 mn).

Un vieil homme, retiré dans un palais romain, entouré de ses livres et de ses tableaux, est troublé par l'intrusion d'une jeune bougonne décadente et d'un jeune « terroriste ». L'acte de la mort passe sur ce film superbe et déshanté où Visconti, atteint par la maladie, exprime ses doutes personnels, à travers le personnage de Lancaster.

VENDREDI 18 NOVEMBRE

L'OPINION PUBLIQUE**

Film américain de Charles Chaplin (1923), avec E. Purviance, A. Menjou, C. Miller,

L. Knott, C. French, C. Geldort (N., muet).
A 2, 23 h (90 mn).

L'œuvre la plus secrète de Chaplin, réalisateur (acteur, il y fait juste une apparition), retiré par lui de l'exploitation et caché pratiquement jusqu'à sa mort. L'étonnant portrait d'une jeune provinciale française qui se croit abandonnée par son fiancé et devient, à Paris, la maîtresse d'un homme d'affaires. Chaplin mêle en virtuose le drame réaliste et la comédie malsaine, pour cette histoire corrosive d'une femme constamment culpabilisée par le monde masculin.

DIMANCHE 20 NOVEMBRE

UNE BIBLE ET UN FUSIL

Film américain de Stuart Miller (1976), avec J. Wayne, K. Hapburn, A. Zerbo, R. Jordan, J. McIntire, S. Martin.

TF1, 20 h 35 (110 mn).

La rencontre quaternaire mythique de John Wayne et Katharine Hepburn, dans un film d'aventures — malheureusement raté — qui voulait rappeler African Queen, de John Huston.

L'HOMME QUI ASSASSINA*

Film allemand de Kurd Bernhardt (1930), avec C. Veidt, H. George, T. von Moll, F. Heerlin, F. Kayler, E. Ponto (N., v.o. sous-titrée).
FR3, 22 h 30 (75 mn).

Drame du dévouement amoureux dans la haute société et l'atmosphère cosmopolite de Constantinople. L'ouvrage de la version allemande — sur la française tournée en même temps — est la présence de Conrad Veidt le magnifique.

- **R.T.L.**, 20 h. *La maison sous les arbres*, film franco-italien de R. Clément; 21 h 40, Édition spéciale R.T.L. — *Le Monde*; 22 h, Visite guidée; 22 h 30, R.T.L.-Théâtre.
- **T.M.C.**, 20 h 35. Tennis : finale du championnat d'Europe des champions à Anvers.
- **R.T.B.**, 20 h 10. Variétés : Superpool; 21 h 15, *Téléfilm : Alcatraz* (2^e partie).

TELE 2

- **T.S.R.**, 20 h. Série : « La Chambre des dames »; 21 h, Tickets de première; 21 h 55, *Téléjournal*; 22 h 10, Table ouverte.

COMMUNICATION

NOUVEAUX MÉDIAS EN AMÉRIQUE DU NORD

II. — Les « micro » à l'assaut du vidéotex

On peut-on faire aujourd'hui en Amérique du Nord avec un micro-ordinateur ? Tout, on presque. Interroger plus de deux mille banques de données, lire les bulletins d'informations de l'agence U.P.I. ou de l'Associated Press, recevoir ou envoyer des messages, réserver des billets d'avion, consulter le texte intégral des vingt volumes de l'American Encyclopedia, vérifier l'état de son compte en banque, jouer aux échecs avec un ami éloigné, commander des chocolats chez Godiva, et même... travailler à domicile. Trois « serveurs » : Dow Jones, CompuServe, et The Source, se taillent la part du lion dans ce type de services et se partagent plus de deux cent mille abonnés.

Comment est-on arrivé là ? Les premiers micro-ordinateurs ressemblaient davantage à des machines à calculer qu'à des instruments de communication. En fait, ils étaient sourds et muets. Ce n'est qu'avec l'arrivée des « modems » qu'ils ont appris le langage des réseaux (voir encadré). L'apparition de cette fonction de communication, ajoutée à l'effondrement du prix des machines (moins de 100 dollars pour un Vic 20 de Commodore et 35 dollars pour le Timex Sinclair), a suscité un véritable ras de marée. En 1982, les Américains ont acheté trois millions de « micro ». Aujourd'hui, sur un parc total de six millions, un million et demi de machines seraient équipées pour communiquer. La possibilité de consulter des banques de données et d'accéder à des services est devenue un argument de vente pour les commerçants. Pour tout achat de micro-ordinateur, le client se voit offrir quelques heures de connexion gratuites à un des grands « serveurs ».

Ces derniers jouent le jeu. CompuServe commercialise ses services dans les grands magasins Computerland ; Dow Jones, le très sérieux éditeur du Wall Street Journal, dans les boutiques Radio Shack. « Si nous vendons chaque mois vingt-huit mille heures de consultation de notre service d'informations électroniques », News Retrieval et si nous gagnons quatre mille abonnés chaque mois, c'est grâce au micro-ordinateur », reconnaît Paul Stenberger, père des banques de données chez Dow Jones.

Face à cette évolution, le vidéotex fait figure de nouveau-né. Alors que les micro-ordinateurs savent communiquer depuis des années, les terminaux vidéotex viennent à peine d'hériter d'un langage commun, d'une norme. La bataille a été rude, et les Canadiens y ont perdu quelques plumes. Certes, en 1979, ils arrivent les premiers sur le marché, avec un système très performant : Teldin. Mais, en mai 1981, A.T.T. présente sa norme de vidéotex (1). Officiellement, les Canadiens ont gagné la bataille américaine. Mais, pendant ce

temps, l'écart entre micro-ordinateur et vidéotex n'a fait que se creuser. Le nombre des terminaux télématiques construits est dérisoire, à peine quelques milliers. Leur prix est élevé, généralement supérieur à 1 000 dollars (le terminal grand public d'A.T.T. coûte 900 dollars). A ce prix, les usagers boudent le vidéotex. Pour le réduire, il faudrait produire des terminaux en très grande série. Ces séries, il faut être sûr de les vendre. Et cela, aucun constructeur n'en est persuadé. Le terminal qui ne fait que du vidéotex est mort-né. Le spectre d'A.T.T. n'est déjà plus un simple terminal vidéotex, mais permet aussi d'accéder à des banques de données informatiques de type CompuServe ou Dow Jones. Et il sera de toute façon assez rapidement remplacé par un véritable micro-ordinateur.

L'obstacle du langage

Au Canada, le ministère fédéral des communications — qui comptait lancer une industrie de terminaux vidéotex bon marché — a réorienté ses objectifs : « Nous nous concentrons désormais sur des produits haut de gamme, de type bureautique, affirme Roy Marsh, directeur du développement de Teldin. Les terminaux grand public viendront d'ailleurs probablement d'Extrême-Orient. » Signe de cette réorientation, Northern Telecom, la puissante filiale industrielle de Bell Canada, mise essentiellement sur les terminaux professionnels, bureautiques, Displayphone (2).

Alors, avec quel terminal pourra-t-on accéder à des services vidéotex ? Tout simplement avec un micro-ordinateur. Il suffit pour cela de lui adjoindre un programme spécifique qui lui apprenne à « parler vidéotex ». Coût : une centaine de dollars. D'ici quelques années, ces pro-

grammes seront écrits sur des puces et intégrés au « micro ». D'où un sorcier dérisoire. Ainsi, la guerre qui devait éclater entre le terminal vidéotex et le micro-ordinateur est terminée avant d'avoir commencé. « C'est la « micro » qui a gagné », estime Gary Arlen, un expert américain des médias électroniques. « La seule vraie question aujourd'hui est de savoir à quelle vitesse on va produire les programmes vidéotex pour ces « micros ».

Qu'en pensent les éditeurs ? « Le terminal utilisé n'a pas d'importance pour nous », affirme Michael Southam, d'InfoMart, ce qui compte, c'est vendre notre information. « Le futur service de cette société est d'ailleurs destiné aux possesseurs de micro-ordinateurs. De fait, l'arrivée de ces micro-ordinateurs « équipés » va plutôt favoriser les promoteurs des services vidéotex en leur ouvrant un énorme marché. Jusqu'ici, les grands serveurs comme Dow Jones et CompuServe répandaient sans partage sur le marché de la télématique domestique l'apparition du vidéotex à mis en lumière certaines carences de leurs systèmes conçus par des informaticiens et non par des spécialistes des médias. D'où des problèmes de langage.

Chaque serveur a son « logiciel », ses langages de commande, ses « mots-clés » complexes. Pour obtenir des informations de presse sur The Source, l'abonné doit taper : « UPNG PM SUMMARY ». Pour suivre l'évolution du marché de l'édition : « NYTCDB (PO 125), UPI F 1313 ». De quoi dérouter le plus d'un abonné ! En revanche, dans la plupart des services vidéotex, le programme informatique guide l'utilisateur pas à pas le long d'une structure en arbre. Il lui suffit de taper un chiffre à chaque ramification. C'est long mais efficace. Les mots-clés sont simples, presque ceux du langage courant. INFO pour information par exemple.

Enrichir les « menus »

Pour se comprendre, les ordinateurs ont dû adopter la même norme de présentation des données. La plupart des industriels ont choisi A.S.C.I.I. (American national standard code for information interchange), qui est devenu un standard quasi-universel. Ensuite, ils ont dû apprendre à communiquer avec les réseaux téléphoniques. Pour cela, on doit leur adjoindre un « modem » (modulateur-démodulateur). Ce petit appareil traduit le langage informatique en un jargon compréhensible par les réseaux. Le premier est numérique — l'information est codée sous la forme d'une suite de 0 et de 1 — le second analogique, — il consiste en variations rapides d'un signal électrique. Ce n'est pas tout. Pour accéder aux ordinateurs des grandes sociétés qui diffusent des banques de données et des services — les serveurs — il faut acheter un programme (logiciel) de communication, qui gère les échanges d'informations. Chaque serveur a le sien et le commercialise avec l'abonnement à ses services. Aux États-Unis, un modem vaut de 100 à plus de 1 000 dollars, un logiciel de communication de 40 à plus de 200 dollars.

Une fois équipé, on peut s'abonner à un serveur. Aux États-Unis, CompuServe, Dow Jones et The Source sont les plus importants (1). L'utilisateur paye un abonnement annuel de 40 à 100 dollars et des droits de connexion allant de 5 à 80 dollars l'heure, suivant la période de l'appel et le type d'information demandé. Ces serveurs diffusent leurs propres

données — c'est le cas de Dow Jones pour la partie financière de son service « News Retrieval » — ou celles d'autres sociétés, comme les agences de presse ou les banques. Leur stratégie consiste à enrichir constamment leurs « menus » pour attirer la clientèle. Certains fournisseurs de services indépendants sont de plus en plus tributaires de ces grands serveurs. Exemple : CompuCard, société spécialisée dans le télé-achat, dont le service est implanté sur les ordinateurs de CompuServe. L'usager peut s'abonner directement à cette société (25 dollars par an) ou bien accéder au service à travers l'abonnement à CompuServe ou Dow Jones. Pour une vingtaine de dollars de plus, il a alors accès à une multitude d'autres services.

CompuCard — qui affirme compter plus de deux millions d'abonnés — propose un « catalogue électronique », où sont classés cinquante mille articles vendus par plus de deux cents sociétés. L'usager reçoit les pages de ce catalogue sur l'écran de son « micro ». Pour commander, une paire de chaussures ou une tondeuse à gazon, il tape sur son clavier le code correspondant à l'article, suivi de son numéro de carte de crédit. Quelques jours plus tard, un employé livre les marchandises à son domicile. Avantages du système : plus de queue à la caisse des supermarchés et des rabais de 20 à 40 %.

(1) Voir « Micro-ordinateurs en réseau », in « La micro-informatique », le Monde Dossiers et documents, septembre 1983.

Bell Canada, qui a bien compris ces problèmes, propose aujourd'hui un système promoteur, INet. Grâce à lui, le possesseur de terminal (informatique ou vidéotex) et de micro-ordinateur pourra accéder plus facilement à des centaines de bases de données et de services. Rien d'original ? Si. Pour la première fois, pages vidéotex et pages A.S.C.I.I. (american national standard code for information interchange) sont associées dans le même service. Le problème du dialogue avec l'ordinateur qui distribue les données est réglé : l'abonné utilisera toujours le même vocabulaire de commande, quelle que soit la banque de données qu'il interroge.

Bell Canada a mis ainsi au point une sorte d'espéranto de la communication électronique : INet offre un autre avantage : le consommateur qui s'intéresse à la fois à la législation sur les sociétés, à la Bourse, aux recherches pétrolières et au cinéma doit habituellement s'abonner à plusieurs services, ce qui complique les opérations et augmente le prix de revient du média. Bell Canada lui propose de souscrire un abonnement unique à INet. Il ne paiera que les informations demandées. Ce service qui vient de commencer ne s'adresse pour l'instant qu'au marché professionnel. Mais il s'ouvrira bientôt à tout possesseur de micro-ordinateur domestique.

Deux technologies sont en train de se rapprocher. Le micro-ordinateur apporte son intelligence et sa puissance de calcul, le vidéotex son graphisme et sa facilité d'utilisation.

Demain ils fusionneront et il y aura plus qu'un terminal télématique grand public. En attendant, les serveurs comme CompuServe et The Source et les groupes de presse qui proposent des services vidéotex sont en concurrence.

Ces serveurs ont le mérite d'exister. Ils disposent d'une importante clientèle de fans de la micro-informatique, dont la progression est foudroyante. Ils offrent des services riches — les pages sont en noir et blanc, sans graphisme (3) — mais à un contenu riche. Les groupes de presse ont un savoir-faire inégalé en matière de médias et visent une clientèle haut de gamme qui n'est pas forcément familiarisée avec l'informatique. Leurs pages vidéotex sont plus pauvres en informations, mais leur graphisme et leurs couleurs les rendent plus agréables à lire. Et surtout, ils peuvent compter sur les annonceurs publicitaires, qui font défaut aux réseaux de micro-ordinateurs, financés par leurs seuls abonnés. La compétition reste ouverte. Le marché tranche.

EDDY CHERO
et RICHARD CLAVAUD

• Sociologue au C.N.R.S.

(1) N.A.P.L.S. (North American presentation level protocol syntax). Cette norme est, comme Teldin, « alphabétique ». Elle consiste à envoyer des instructions de type « tracer une droite, un carré, un arc... ». Les normes britanniques (Protel) et françaises (Antiope) sont « alphabétiques ». L'image est construite uniquement à partir de petits carrés. La norme nord-américaine permet d'obtenir des graphismes plus évolués que les normes européennes, mais elle nécessite davantage de capacité de transmission et de mémoire informatique, d'où un coût de la page-écran supérieur. Les organismes internationaux de normalisation essaient de mettre au point une « super-norme » qui serait compatible avec ces différents systèmes.

(2) Le « Displayphone » est un téléphone-terminal informatique de même haut de gamme. Il permet de faire de la messagerie électronique et vocale.

(3) Dow Jones et CompuServe font quelques expériences dans le secteur du vidéotex, mais la « traduction » de leurs banques de données A.S.C.I.I. (en mode vidéotex N.A.P.L.S.) semble d'un coût prohibitif.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Invitation à la danse

Un éditeur belge propose un catalogue de vingt-deux vidéocassettes exclusivement consacrées à la danse. On y trouve une série de productions des ballets du Bolchoï et du Kirov de Leningrad avec, notamment, les Sylphides et Casse-Noisette. Trois cassettes sont consacrées à Luciano Pavarotti et Paolo Bonolis, danseurs-étoiles de la Scala de Milan, dont une superbe chorégraphie sur les Nuits d'été de Berlioz.

Mais la partie la plus importante de ce catalogue est consacrée aux cours de danse. Danse classique pour les débutants comme pour les degrés avancés, par Daniel Frank et Raymond Franchetti. Mais aussi jazz avec Matt Mattox, Jacques Alberta et Anne-Marie Porras, la chorégraphie du film les Uns et les Autres, Claire Motte, professeur à l'école de l'Opéra et au Conservatoire de Paris, présente un cours de pointes complet et décortique cinq variations du répertoire. Noëlle Winkelmans enseigne la barre à terre.

Cet ensemble très complet pour tous les goûts et tous les niveaux, est disponible en cassettes séparées ou en coffret cadeau de luxe.

* Catalogue vidéo-danse : 11, rue Pierre-Brossolette, 92290 Tremblay-lès-Gonesse (tél. : 860-32-28).

Allen, de Ridley Scott, avec Tom Skerrit et Sigourney Weaver.

var. Édité par C.B.S. Fox et distribué par U.G.C. Vidéo.

Les Monstres, de Luigi Zampa, avec Laura Antonelli, Sylvia Kristel, Monica Vitti et Ursula Andress. Édité et distribué par Cinéthèque.

Le Casse, d'Henri Verneuil, avec Jean-Paul Belmondo et Omar Sharif. Édité et distribué par G.C.R.

Les Gens de la pluie, de Francis Ford Coppola, avec James Caan et Shirley Knight. Édité et distribué par Warner Home Video.

La Folie de Chailot, de Bryan Forbes, avec Katharine Hepburn, Danny Kaye, Yul Brynner et Gloria Steinem. Édité et distribué par G.C.R.

Le Meilleur des mondes possibles, de Lindsay Anderson, avec Melcom McDowell et Alan Price. Édité et distribué par Warner Home Video.

Classiques

Pavillon noir, de Frank Borzage, avec Maureen O'Hara et Paul Henreid. Édité et distribué par Cinéthèque.

La Religieuse, de Jacques Rivette, avec Anna Karina, Liselotte Pulver, Françoise Berge et Michelle Presle. Édité et distribué par U.G.C.

Le Docteur, de Jean-Pierre Melville, avec Jean-Paul Belmondo, Serge Reggiani, Michel Piccoli et Jean Desailly. Édité et distribué par U.G.C. Vidéo.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

MÉDIAS DU MONDE

FRANCE

Un magazine télématique

MADO — comme magazine à domicile — c'est un nouveau service télématique créé par la Banque nationale d'informations (B.N.I.) de M. Jean-Claude Gayot. Celui-ci, ancien responsable du Comité technique professionnel de la recherche (C.T.P.R.), organisme d'étude de la presse, a été nommé directeur du premier « journal électronique français » de l'expérience Télé-Vélocité.

MADO présente une revue de la presse quotidienne. Il est actualisé chaque jour. Le magazine est disponible sur le réseau Antiope en Ile-de-France et dans la région Rhône-Alpes. Il est aussi accessible par le programme Télé-Vélocité.

* B.N.I., P.P. 2036, 51072 Reims Cedex.

Une base de données du cinéma

Le magazine Paradoxe avait déjà mis les programmes de cinéma sur télématique grâce à Minitel et au réseau de Vélocité. Il met désormais les films sur ordinateur. Quatre mille titres sont déjà stockés dans cette base de données avec une série de renseignements : réalisateur, acteurs, producteur, distributeur, date de sortie, genre, résumé de l'intrigue et édition en vidéocassettes. Chaque mot de ces fiches techniques est considéré comme « mot-clé » et permet toutes sortes d'interrogations croisées. On peut ainsi obtenir immédiatement la liste de tous les films policiers tournés par Jean Gabin dans les années 70 et qui ne font pas encore l'objet d'une édition vidéo. Un instrument utile pour tous les professionnels du cinéma et les programmeurs des futures réseaux.

CANADA

Le choc de la « troisième vague »

Il y a dix mille ans, sur une terre, alors peu peuplée, l'homme inventa l'agriculture. Ce fut un bouleversement inouï et l'agriculture, pour lui, d'un formidable bond en avant : ce qu'Alvin Toffler nomme la « première vague ». La société de type agricole vit et ne cessait de se développer jusqu'à ce que l'homme découvre cette fois la machine — il y a environ trois cents ans — et que la révolution industrielle la précipita au sommet de la « deuxième vague ». Aujourd'hui, c'est le seul de la « troisième vague » que la société des hommes s'appuie à franchir : un seul qui, toujours selon Toffler, la fera basculer

dans la plus profonde mutation de sa vie depuis l'histoire.

Si le choc du futur, minimes fois primé, avait consacré l'écrivain, comme l'un des « futuristes » les plus connus et les plus lus de par le monde, le Troisième Vague, publiée en 1980, lui valut un succès similaire, et s'appuyait grâce à une adaptation télévisuelle d'échelle internationale à un lectorat encore l'audience. Son coût : 2 millions de dollars. Ses coproducteurs : N.H.K., la puissante télévision publique japonaise, T.V. Ontario, la chaîne éducative de l'Ontario, au Canada, et Trivium Productions Inc., une société créée pour la circonstance par l'auteur de l'ouvrage et son épouse. Sponsor : la Royal Bank du Canada.

Tournaage : soixante-quinze lieux différents à travers le monde, dans une dizaine de pays. Un matériel ultra-sophistiqué mis au point par les laboratoires de N.H.K. et utilisé pour la première fois : des équipes mixtes (japonaises, américaines et canadiennes) de recherches et de tournage et un travail collectif de trois mois, après quoi, chaque équipe s'en est retournée chez elle, avec plus de cent heures de matériel. Les Japonais en ont tiré un programme spécial de quatre-vingt minutes, et quatre émissions d'une demi-heure, diffusées pendant quatre soirs consécutifs, chaque diffusion étant suivie d'un débat entre Alvin Toffler et les présidents des principales firmes japonaises.

Les Canadiens, eux, ont choisi de réaliser deux versions : une série de douze épisodes, conçus, selon une formule pédagogique, et destinée à être mise à la disposition des organismes éducatifs, de l'industrie privée ou des institutions gouvernementales ; et puis, une version internationale de quatre-vingt minutes, préparée et montée avec un maximum de sophistication et d'effort techniques (images et musiques électroniques) dignes de Star Wars, et susceptible de séduire les publics les plus variés.

Alvin Toffler, lui-même, en présentait la première mondiale au dernier festival international de télévision de Banff (le Monde du 31 août). C.B.C., la chaîne de service public canadienne, la programmera à son tour en septembre avec un énorme retentissement. Et, déjà, de nombreux pays se pressent pour acheter ce produit à la gloire du futur.

Quelque part, cependant, à l'est du Canada, se prépare dans le silence et la fièvre l'adaptation d'un autre best-seller du même type... L'échelle sera la planète, l'ordinateur la vedette, mais l'auteur, cette fois, est français, et le défi pourrait être... mondial.

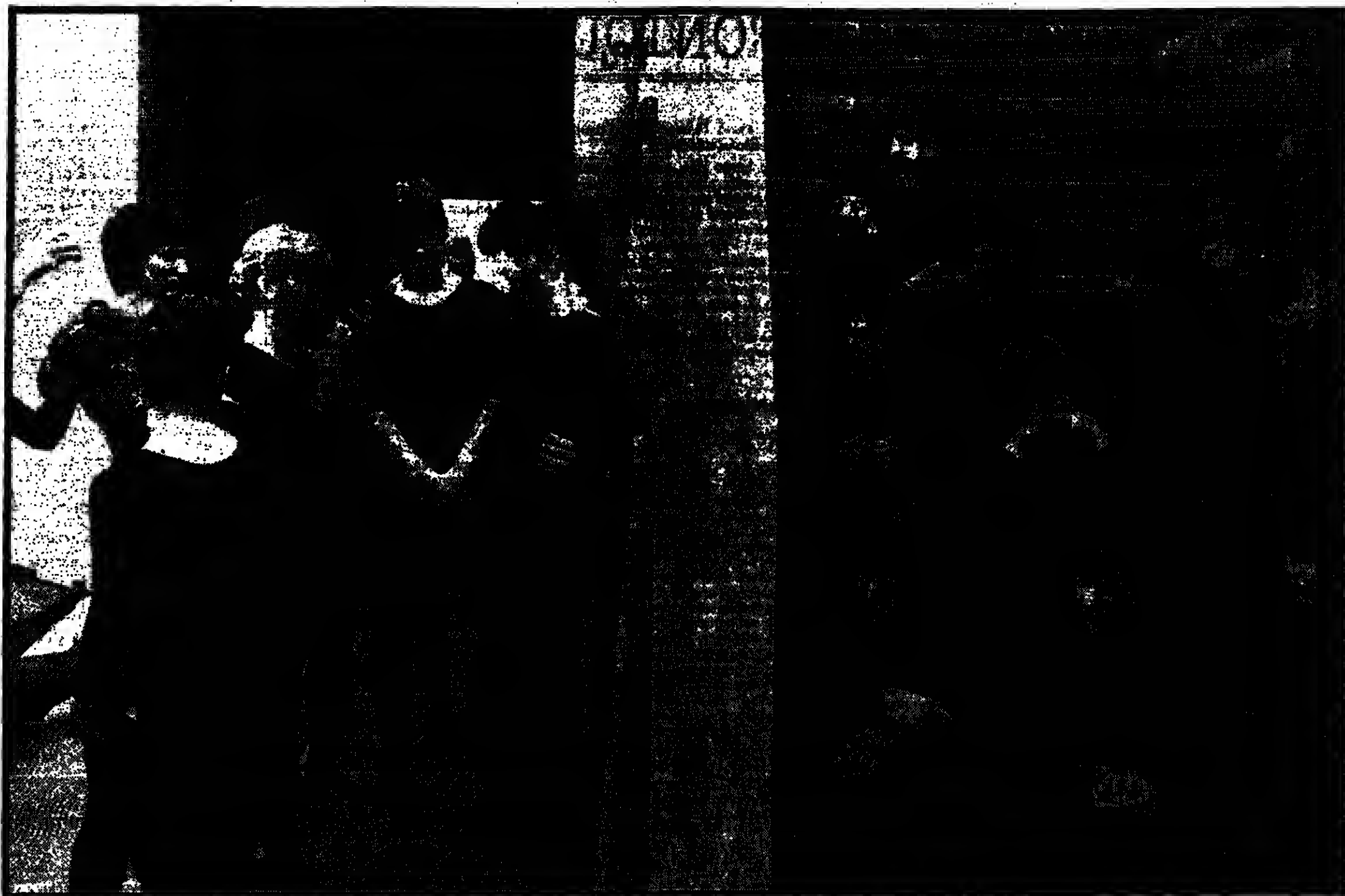
A. Co.

INS DES DISQUAIRES

le FNAC, ainsi qu'un choix de disques
squares d'attirer l'attention sur des

POP-ROCK

Artiste	Measures	Chansons
SSR, R.C.A.	MAMA, GORE, ALIVE (Phonogram)	ALIVE (Phonogram)
DILE, MCA	INFIDELS, S.I.E., BLUE SUNDAY (MCA)	BLUE SUNDAY (MCA)
RE DE (Poly)	SYNCHRONICITY, THE CROSSING (Poly)	THE CROSSING (Poly)
ELLE, Polygram	CRUISES, M.A.C., LIVE, BY GORE (Polygram)	LIVE, BY GORE (Polygram)
Johnnie (MCA)	PIPES OF PEACE, SCOTTY OF THE EPICURE (MCA)	SCOTTY OF THE EPICURE (MCA)
ANS IS (MCA)	CANT, DOWN, THE NOTHING SA (MCA)	THE NOTHING SA (MCA)
ITATLE (MCA)	LIVE, SCOTTY OF THE EPICURE (MCA)	SCOTTY OF THE EPICURE (MCA)
LES, MCA	IMMUNITY, L'ÉTÉ DES CHANSONS (MCA)	L'ÉTÉ DES CHANSONS (MCA)
IONS, MCA	A.C., D.C., M.A.C. (MCA)	M.A.C. (MCA)



PASCAL DOLEMEUX

ENTRETIEN

La condition féminine selon Colette Chiland

Professeur de psychologie, Colette Chiland réfléchit aux différences entre les sexes à partir de sa triple formation de philosophe, de médecin et de psychanalyste

COLETTE CHILAND, professeur de psychologie clinique à l'université de Paris-V, agrégée de philosophie, psychanalyste, est aussi responsable d'une consultation de psychiatrie de l'enfant au centre Alfred-Binet, à Paris. Ces différentes facettes de sa formation et de son activité font qu'elle occupe au carrefour de la recherche, de la clinique et de l'enseignement un rôle de premier plan.

Auteur de nombreux articles et publications scientifiques (en particulier *l'Enfant de six ans et son avenir*, P.U.F.), Colette Chiland, malgré ses charges et ses responsabilités, n'a rien perdu de l'enthousiasme et de la spontanéité qui, lors de son adolescence, lui valaient l'étiquette d'« élève difficile ».

Sur la condition féminine et les différences entre sexes — sujet de séminaires qu'elle a dirigés pendant plusieurs années, — elle aime, en particulier, à parler franchement.

« La richesse de votre cursus universitaire étonne. Une telle collection de titres n'est pas très commune, encore moins peut-être chez une femme. Peut-on vous décrire comme une bête à concours ?

— Mon itinéraire est plutôt le fruit de circonstances. Avec, toutefois, une constante. Dès dix-sept-dix-huit ans, je savais que ce qui m'intéressait, c'était l'être humain. A quelles études cet intérêt renvoyait-il ? Ce fut d'abord la philosophie, en passant par une hypokhagne.

— Une ambiance studieuse qui devait vous convenir...

— Tout au contraire ! J'ai été écurée par l'atmosphère qui régnait dans ces

classes de concours. La France souffre d'une « concurrence » que moi 68 n'ai pas guérie ! C'était irrespirable.

« J'ai alors pensé que ce que je cherchais se trouverait peut-être en médecine. Mais ma famille s'est opposée à ce que j'entreprene des études de médecine. D'où les vicissitudes de mon cheminement : d'abord philosophie, avec ce qu'on pouvait faire de psychologie à l'époque (c'était avant 1947, date de la création de la licence de psychologie), et puis médecine et psychanalyse. Je ne regrette pas ce passage par la philosophie. Tout au contraire de l'image que le grand public se fait de la philosophie (un discours fumeux qui se complait en lui-même), c'est une école de rigueur dans le maniement du langage et des concepts.

— La rigueur de la médecine ne vous a donc pas étonnée.

— J'ai surtout trouvé que les études de médecine n'ont rien à faire avec ce qu'on peut appeler la culture. On apprend des résultats, jamais à poser un problème scientifique. Mais ce qui est irremplaçable, c'est l'expérience hospitalière. Actuellement, les études de psychologie sont beaucoup trop théoriques. J'ai toujours voulu garder une activité de consultation, et mes recherches reposent sur mon contact direct avec les patients.

— A la suite de nombreuses demandes d'aide que vous recevez d'enfants souffrant d'un grave échec scolaire, vous avez commencé à étudier « l'enfant de six ans et son avenir », le thème de ce qui allait devenir votre thèse.

— C'est ainsi que les différences psychologiques entre garçons et filles ont retenu mon attention, ou plus exacte-

ment ce que j'ai appelé « la psychopathologie différentielle des sexes », sans l'avertissement qui anime beaucoup de femmes abordant ce sujet. Je me sentais très tranquillement une femme.

— Le fait que vous étiez une femme ne vous mettait pas en position difficile ?

— Je n'ai jamais, en tant que femme, rencontré d'opposition ou de limitation dans ma vie professionnelle. C'est une chance, sans doute, d'être née à un moment de l'histoire et en un point du globe où les idées et les mœurs ont évolué, où tout est possible pour une femme.

Le sexe faible, c'est l'homme

— En entreprenant de réfléchir sur un tel thème — les différences entre garçons et filles, — vous n'êtes donc pas poussée par des motivations personnelles.

— Pas plus que tout un chacun, en tout cas. J'avais simplement envie de refaire le point en confrontant ce que Freud disait de la femme, de la petite fille, avec ma pratique. Disons tout de suite que je n'étais pas totalement d'accord avec Freud.

— Vos études de philosophie vous incitaient à voir ce qui avait conduit Freud à soutenir des thèses quelque peu inconfortables pour les représentants du deuxième sexe.

— Pour résumer la pensée de Freud, il faut essayer d'en dégager les lignes directrices. Premièrement, le père de la psychanalyse a effectué ses découvertes à partir d'une position d'homme, d'une histoire d'homme. Il a défini la féminité à partir de caractéristiques de la masculinité. Il n'a pu imaginer de la féminité que ses aspects négatifs, privatifs.

— Et pourtant ses premiers sujets d'études étaient des femmes !

— Oui, beaucoup de femmes. Mais ce qui l'a conduit à la psychanalyse, c'est son auto-analyse : celle d'un homme des dernières années du dix-neuvième siècle. On peut aussi souligner qu'il partageait avec ses contemporains certaines conceptions théoriques, très inspirées de la biologie, de l'embryologie, une embryologie qui nous semble aujourd'hui quelque peu balbutiante. Selon de telles conceptions, le clitoris est vu comme un organe masculin avorté. C'est le cas aussi dans l'imaginaire de certaines so-

ciétés qui pratiquent des mutilations sexuelles : il faut enlever à la femme son appendice masculin. Ce qui conduit Freud à dire de la femme des choses étonnantes et à penser de la petite fille qu'elle était, jusqu'à la puberté, un petit homme.

— Comment contredire une telle façon de voir ?

— Justement à partir de l'expérience, du matériel dont je disposais. Un premier fait se dégage : on consulte beaucoup plus souvent pour les garçons que pour les filles.

— Une constatation inattendue ?

— Pas du tout, et maintes fois vérifiée, dans tous les pays. Sur quinze ans, nous avons étudié près de huit mille dossiers. Pour toutes les rubriques, tous les symptômes de difficultés psychologiques (de l'échec scolaire au fait de mouiller son lit en passant par les ongles rongés), on trouve de deux à seize fois plus de garçons.

— Peut-être les familles se soucient-elles plus de leurs fils que de leurs filles. On s'inquiète volontiers pour les uns... et on néglige les autres.

— C'est ce que j'ai appelé « l'hypothèse socio-culturelle ». Mais elle ne suffit pas à tout expliquer.

— Il faudrait donc mettre en avant une fragilité générale du garçon ?

— Regardons ce qui se passe dans le domaine corporel. Là, on dispose d'une série de données convergentes : il y a plus de fœtus mâles « in utero » que de filles, un peu plus de naissances mâles, et une mortalité infantile plus importante chez les garçons. Ils sont aussi plus souvent malades et hospitalisés. Les hommes meurent plus jeunes. Les biologistes ont une façon curieuse de présenter les choses : on n'aurait pas besoin de beaucoup de mâles pour féconder les femelles, tandis que la femelle devrait être résistante pour protéger ses petits. De toute façon, on est obligé de renverser l'adage commun. Le sexe faible, c'est l'homme.

— La révélation de Tirésias

— Pourtant les représentations d'une femme « incapable » ne datent pas d'hier.

— Il est intéressant d'étudier, comme l'a fait Leroi-Gourhan, les témoignages qu'ont laissés nos lointains ancêtres sur les parois des cavernes. Un point, en par-

ticulier, mérite d'être souligné. Au fur et à mesure qu'on se rapproche des temps historiques, les figurations sexuelles deviennent de moins en moins réalistes, de plus en plus symboliques. On note que le sexe mâle est symbolisé par une arme, le sexe féminin par une blessure. Pour se protéger du mystère inquiétant des femmes qui enfantent et allaitent, les hommes ont survalorisé le phallus.

« J'ai été frappée de ce que dans beaucoup de sociétés, où les femmes sont tenues à l'écart, les mythes parlent justement de leur puissance extraordinaire. Je n'en prendrai qu'un exemple dans le mythe de Tirésias, condamné parce que, ayant été femme pendant une partie de sa vie, il avait révélé que la puissance féminine était d'une intensité supérieure à celle des hommes. Peut-être les sociétés archaïques ont-elles dit, à leur manière, ce que j'ai retrouvé dans les dossiers de consultation, à savoir la fragilité psychologique des hommes, connue depuis longtemps sous une autre forme.

— Tout cela expliquerait donc le mécanisme de compensation de la société vantant le faible, c'est-à-dire l'homme.

— Ce n'est pas que cette façon de voir m'embousasse, mais c'est bien la seule cause que j'ai trouvée à cette formidable infériorisation d'une moitié de l'humanité.

— Vous parlez tout à l'heure du mystère inquiétant de la femme. On en sait maintenant beaucoup plus, par exemple sur les mécanismes biologiques de la fécondation, sur l'embryologie et la détermination des caractères sexuels.

— Bien sûr. Mais il paraît important d'insister sur le fait que l'être humain n'est programmé ni par sa biologie seule ni par les exigences de la culture, considérées isolément. La récente dispute sur la notion d'instinct maternel le montre. Il est de fait que rien ne dicte à la femme son comportement maternel de façon absolue. Même la position de la parturiente lors de l'accouchement varie selon les cultures. A plus forte raison les soins donnés aux enfants. Le bébé est « pré-cablé » pour s'attacher à sa mère. Mais son développement résulte d'une interaction entre ses virtualités biologiques et les processus socio-culturels auxquels sa mère est soumise.

EVELINE LAURENT.

(Lire la suite page XIV.)

CHRONIQUES

JEUX

L'amour...

Si les jeux de société ont envahi depuis longtemps tout l'espace de la vie professionnelle et sociale, il est un domaine essentiel de notre existence, celui qu'André Breton définissait comme « la plus haute visée humaine, celle qui transcende toutes les autres », qui restait étonnamment exclu de l'univers ludique : c'est l'amour.

Des thèmes comme le pouvoir, l'argent, la mort ou la guerre ne constituent en effet plus des tabous en la matière. Mais hormis les tarots, les jeux ne badi- naient toujours pas avec l'amour. Certes, des produits plus ou moins pornographi- ques circulent depuis longtemps sous le manteau dans des réseaux spécialisés : des paquets de cartes aux cassettes de jeux vidéo, il y en a pour tous les phan- tasmes. Mais cette chair-là est triste, bélas !

Qu'un thème aussi universel soit resté ainsi ignoré par le jeu, alors même que tant d'écrivains ont montré que ce der- nier est indissociable de la séduction et de la relation amoureuse semble donc paradoxal. Plus que d'un manque d'ins- piration, ne serait-ce pas la présence d'ombres trop illustres, de Julien Sorel à Woody Allen, de Michèle à Ne me

quitte pas, qui expliquerait cette ab- sence ?

Pour le sociologue italien Francesco Alberoni, auteur de *Innamoramento*, ou- vrage à succès dont il a été ensuite tiré un jeu, « l'amour a toujours été consi- déré soit comme trop sublime, soit comme trop insignifiant. Face au su- blime, comment trouver des règles ? et face à l'insignifiant, pourquoi en cher- cher ? En fait, le sublime et l'insigni- fiant constituent seulement l'intérieur et l'extérieur de l'amour : celui qui est amoureux vit une expérience sublime tandis que l'indifférent trouve tout insi- gnifiant. Mais l'amour est une force qui peut être comprise et décrite pourvu qu'en soient respectées les règles in- ternes et le langage ». Trois jeux vien- nent illustrer cette conception.

Elément nécessaire mais non suffi- sant, la rencontre est le préliminaire in- dispensable du périple amoureux. « Sympathie », de Ravensburger, se pro- pose de la favoriser à travers un jeu « pour faire connaissance », comme il est précisé en trois langues sur la couve- rture, sur fond de jeunes filles en fleurs.

Il s'agit pour chaque participant à tour de rôle de tirer au sort parmi six thèmes proposés (paysages, habitat, loi- sirs, animaux, portraits, situations) cinq photos qu'il doit ensuite classer secrète- ment par ordre de sympathie. Les autres joueurs doivent alors deviner le classe- ment ainsi établi, et marquent d'autant plus de points qu'ils ont été perspicaces. Après plusieurs tours, on peut ainsi clas- ser les joueurs soit en fonction de leur sa- gacité, soit en fonction de la correspon-

dance entre l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes et la réalité.

Une bonne idée, mais qui aurait pu être poussée plus loin si l'éditeur, sans doute effrayé par sa propre audace, ne s'était contenté de photos documentaires ou touristiques. Il est vrai que la règle précise : « La sympathie est un senti- ment agréable, il en est de même pour ce jeu révélateur mais jamais indiscret. » A être plus indiscret, « Sympathie » eût été plus révélateur. Mais rien ne vous in- terdit d'ajouter au stock de photos pro- posées des documents d'actualité ou des clichés personnels.

Les relations entre joueurs

Une fois « fait connaissance », c'est « Le jeu de l'amour et du hasard » qui se propose de vous faire passer de la sym- pathie à des étapes plus tangibles. François Thellier, un jeune ingénieur centralien, l'a conçu comme un jeu d'agrément créant une « situation ludique particu- lière basée sur l'imagination et les rela- tions entre joueurs ». Traduit en langage clair, il s'agit d'un jeu qui incite vivement ses participants à ne pas limiter leurs échanges à la simple partie en cours : une vision extensive du jeu de so- ciété, en quelque sorte. Ce que son créa- teur reconnaît d'ailleurs volontiers en parlant d'un « jeu-à-la-fois d'esprit libér- tin, urbain, un peu décadent, très « dé- fonce » du consommateur ».

Le but de la partie consiste à arriver le premier à l'ultime case du parcours

(dont le numéro ne surprendra per- sonne) en compagnie d'un partenaire du sexe opposé. Au hasard des soixante- neuf étapes prévues sur le plateau, les joueurs doivent tirer en outre des cartes leur imposant des « gages », souvent sus- ceptibles d'une lecture à deux degrés. Pour lancer ce jeu sur le marché, ses créateurs - d'anciens élèves de grandes écoles réunis dans la société Magy- lop (1) - attendent encore toutefois de réunir les derniers financements néces- saires.

Plus ambitieux, « Innamoramento e amore », qui porte en sous-titre « le jeu du couple », vise quant à lui à décrire et à analyser l'ensemble de la stratégie amoureuse. Prévu pour quatre à huit joueurs, sa règle précise dès le début que ne sont exclus ni la solitude, ni l'homosexualité, ni l'adultère parmi les situa- tions possibles en cours de partie. Un choix d'autant plus audacieux que l'édi- teur du jeu n'a rien d'une petite maison en mal de provocation puisqu'il s'agit de Mondadori, le Hachette italien. De plus, toutes les illustrations du jeu sont l'œuvre de Guido Crepax, plus connu pour des albums de bandes dessinées où ses créatures peuplent un univers dans le- quel l'onirique le dispute à l'érotisme.

Sur un plateau de jeu circulaire, se dé- placent ainsi amants, amoureux et époux tandis que sur trois parcours spéciaux ré- servés aux joueurs provisoirement soli- taires, se conquièrent les points de ri- chesse, de séduction et de pouvoir. Ces points accumulés permettent selon les cas de faire la cour ou de combattre les autres participants lorsque les dés amè- nent plusieurs pions sur la même case.

Des cartes « événements » ou « d'affi- nité » rythment le déroulement de la partie. Parmi elles, des questions-tests auxquelles on répond par oui ou par non (ce n'est que si les réponses concordent entre deux joueurs que ceux-ci peuvent former un couple) ou des « preuves d'amour » à fournir : réciter un poème, embrasser un joueur sur les lèvres, etc. Courageux, mais pas téméraires, les au- teurs ont préféré laisser des cartes en blanc pour que les joueurs inscrivent eux-mêmes les tests où les gages qu'ils souhaitent voir imposés. Autre origina- lité de ce jeu plus proche de Gainsbourg que de Musset : une procédure de conflit qui permet aux participants de se défier entre eux.

Très riche au point d'être parfois dé- cousté, ambigu et cynique à souhait, « In- namoramento e amore » pourrait avoir emprunté la morale qui sous-tend ses ré- gles à la réplique d'une pièce d'Anthony Shaffer : « Sex is the game with mar- riage the penalty ». Il s'agit en somme de prouver que l'amour n'est que la continuation du jeu par d'autres moyens.

Les amoureux ou les romantiques pourront toutefois se rassurer en constan- tant qu'aucun de ces jeux ne fait allusion à la passion, à l'émotion, à la sincérité, à la complicité, à la tendresse, à l'humour ou au bonheur. Des outils en forme d'aveu ?

BERNARD SPITZ
SOPHIE COGNARD.

(1) Magylop, 62, rue de Paris, 92100 Boulogne-Billancourt.

POESIE

PAUL GADENNE

Paul Gadenne, qui fut récemment redécouvert, vécut de 1907 à 1956. Ami de Raymond Guérin, de Jean Cayrol, de Bernard Dort, d'Henri Goukier, de Claude Lévi-Strauss, il a notamment publié : *Siloe*, *le Vent noir*, *la Rue profonde*, *l'Avenue*, *Balcane*, *l'Invitation chez les Stirl*, *les Hauts-Quartiers*. Les poèmes de Gadenne - qui seront publiés chez Actes Sud - éclairent d'un jour singulier l'œuvre de l'écrivain. Magiques et quotidiens, ces vers disent une aventure spirituelle. Ces illuminations cap- tent les forces de craquements inconnus.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Compagne de l'hiver
nous avons connu ensemble la grande aventure de la terre et ses égarements,
ses arbres courbés sur notre sommeil, loin des demeures,
et ses gémissements et ses craquements sous la lune
et la blancheur des pures sous les échouements du jour.
Le chaos nous a précédés
nous luttons avec notre chaleur
nous caressons les pèdes avec les grandes gestes de notre sang
nous réchauffons aux plus chaudes des parties de nous-mêmes
et le parcourons seul, dans les matins sans âge, les espaces satinés de la chaleur.
Compagne de l'hiver compagne de la nuit
nous dirons à tous ceux qui aiment
la grande aventure hivernale
le poème de la chambre ouverte sur le Nord
le froid bini vers quoi nous tendons les mains
les branches desséchées avec leurs oiseaux morts.
Nous dirons nous dirons les lances aveuglantes du gel !
Sans toi aurais-je vécu
souviens-toi souviens-toi
comme nous avons vécu la plus grande aventure
de l'homme et de la femme jetés nus
à travers la débâcle printanière.
Compagne de mes nuits à coupe de justice.

Des nouvelles nous sont parvenues sur l'état de la mer :
une tempête s'est produite loin, très loin de nos côtes
Sur les plages, des membres dispersés, des débris d'hommes
racontent plus qu'un grand naufrage
et dénoncent plus qu'une furieuse injustice.
D'où venaient ces gens,
ce ne sont pas ces quelques poutres, elles-mêmes brisées, qui nous l'apprendront,
ni ces coffrets éparpillés sur le sable, hermétiquement fermés,
et qu'aucune force humaine n'est venue à bout d'ouvrir,
si bien qu'il les a fallu enterrer avec leurs secrets...
La nuit, parfois, le long de la mer un cri s'élève,
qui s'éteint quand nous nous approchons,
comme si l'âme souffrait là parmi nous,
comme si l'âme souffrait là parmi nous,
comme si l'âme souffrait là parmi nous.
Deux fois la mer a rejeté ces débris vers nous dans de grands spasmes,
les vents se sont déployés comme des chevelures violentes.
Un grand naufrage s'est consommé dont nous ne saurons jamais rien,
mais qui nous ouvre à des choses dont nous sommes inconsolables.
Depuis ce jour, nos hommes se sentent seuls,
et une lourde tristesse plane sur nos îles.

* Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bourne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie
du Monde
5, rue de Valenciennes
PARIS-IX

Réproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Des bouquins par milliers !
LES CLASSER, LES RANGER ?
RAYONNAGES ÉTAGÈRES
À VOS MESURES
Équipés tout un mur
pour un budget
INCROYABLEMENT MODIQUE
avec le spécialiste
LEROY FABRICANT
qui a fait ses preuves
« le Monde » du 29-3-1978
208, avenue de Malin, PARIS-14^e
Tél. : 5400-57-40 (métro Alesia)

L'homme qui mourut deux fois

(Suite de la page XVI.)

Et le lendemain Gavriélis était à son poste, derrière son étalage et l'on enten- dait vers midi les boîtes en fer-blanc s'en- trochoquer, comme tourmentées par une main invisible, et les gens se rassemblè- rent pour voir, et les audacieux se pen- chèrent par-dessus l'étalage, matamores, manieurs de couteau, costauds brutaux, réactionnaires, et même ses beaux- parents, et aussi certains mercenaires, hommes de sac et de corde, une insoute- nable puauteur sortait de la boutique. Dans l'obscurité là-bas dans le fond, à une grosse corde passée dans un crochet, pendait le corps de Gavriélis, au milieu des asseaux, des serpentes et des mar- teaux : il avait allongé, on aurait dit un cerf, et de sa bouche sortait sa langue, toute noire et mordue, et de la poix dé- gouttait sur le sol, une poix chaude, li- quide, que le sol buvait, et pas un seul chrétien pour oser s'approcher. Bientôt les enfants du suicide sortaient de l'école, en arrivant ils verraient la scène et le vacarme du fer-blanc s'étendait et la foule s'amusait, les boutiques et les maisons restaient sans surveillance, il y eut des vols en pagaille, et la femme de Gavriélis rentrerait des épiceries et des marchands de légumes à pas lents, trim- ballant ses achats, indifférente, on eût dit qu'elle était une autre, qu'elle n'au- rait pas le bruit du fer-blanc, et d'au-

tres bruits se rapprochaient, du tapage, des clameurs, et l'on se mit à distinguer les voix : c'était une manifestation, en tête marchait Gavriélis la corde au cou, sa queue de diable dressée, comme un chien qui veut mordre, et la foule - des militants, des idéalistes, des pauvres, usés par les souffrances et l'injustice, exaspérés par tant de mépris, brandis- sant des asseaux, des serpents et des mar- teaux, - la foule s'ébranla, les boîtes en fer-blanc juaient des marches mili- taires, et c'était comme une eau qui monte et déborde, et l'air était plein de cris, et soudain l'on vit accourir auto- rités, maréchaussée, corps de sécurité qui chargeaient la foule, car - lorsque les péchés des hommes éveillent le cour- roux de Dieu, Il s'empare de leur intelli- gence et leur laisse en partage affliction, discorde et tourment -, et les inférieurs, ces récipiendaires de la malédiction, firent preuve d'une inutile audace, en vain ils se dressèrent contre leurs maîtres et l'or- dre établi, et ce bâtarde, étant fils du dia- ble, fut atteint par une balle en plein front, qui le faucha au cœur de sa jeu- nesse, le laissant mort et trépassé.

Alors Gavriélis, le trois fois maudit, poussa un cri terrible : « Camarades, ne les laissez pas ! », mais la Justice, dans sa dou- ceur extrême et sa totale mansuétude, ayant vu les fautes, dirige d'un doigt vengeur la flèche expiatoire qui va tran-

cher le fil de leur vie, et ramenant l'in- fame en sa boutique, il le pendit et il mit deux heures pleines à rendre l'âme, le sale chien (chronique anonyme « Sur la rébellion »).

Et le grand-père à sa fenêtre cria :
« Arrêtez, ayez pitié des pauvres gens ! »

Et Grand-Mère nous avait bouclées dans une chambre, on n'a rien vu, et le lendemain les gens passaient comme tous les jours, la boutique de Gavriélis était fermée, elle n'a jamais ouvert, sa femme vêtue de noir allait aux épiceries, chez les marchands de légumes, ses en- fants partaient chaque matin pour l'école. Et la paix revint. La mort, ayant fait son travail, était rentrée repue dans son antre. Et tout cela n'avait jamais eu lieu - c'est ce que plus d'un fut contraint d'affirmer.

Et lorsque de nouveau la mort eut fait, elle sortit, elle trouva tout de suite, personne ne l'arrêtait, et l'on pleura beaucoup d'entre nous, rameaux verts brûlés avec les rameaux morts, ces his- toires n'avaient pas de fin, et certains di- sent qu'elles n'ont même pas eu lieu.

Traduit du grec
par MICHEL VOLKOWITCH.
* Une autre nouvelle de l'écrivain grec Phi- lippos Drosodoulis, « le Cordonneur », a été publiée dans le Monde Dimanche du 7 février 1982.

Colette Chiland

(Suite de la page XIII.)

N'y a-t-il pas justement un nou- veau comportement qui tend de plus en plus à « être à la mode » dans les fa- milles modernes ? On voulait, jusqu'à récemment, élever les filles autrement que les garçons. Maintenant l'éduca- tion est plutôt « uni-sexe ».

Destin anatomique et destin social

Il est vrai que chaque société choi- sit, d'une certaine façon, ce qu'elle ap- pelle masculin ou féminin. Je vais pren- dre un exemple banal. On dit que les filles comprennent moins bien les mathé- matiques que les garçons, mais qu'elles réussissent bien en lettres et en langues. Il ne faudrait pas oublier qu'au siècle dernier c'était en latin et en grec que les filles étaient réputées particulièrement aptes ; la sélection s'opérait à partir de ces matières nobles. De tels faits don- nent à réfléchir.

Il existe pourtant bien des carac- téristiques objectives qui suffisent à décrire autrement filles et garçons. Ce qui détermine le fait d'être mâle ou femelle n'est pour moi que ce qui est directement lié à la vie sexuelle. La femme est réceptive lors du coït. C'est elle qui porte l'enfant et les mamelles (mammifère veut dire porte-

mamelles). Elle a un cycle de développe- ment psycho-sexuel différent de celui de l'homme, un cycle marqué par des rup- tures, des discontinuités se déroulant sous le signe du sang (puberté, accou- chement, ménopause). Il n'y pas de cas- surus aussi nettes dans la vie psycho- sexuelle des hommes : c'est la société qui introduit pour eux les rites de passage.

Les différences essentielles entre hommes et femmes se limitent à ces don- nées sexuelles, en y ajoutant la plus grande vulnérabilité de l'organisme mâle aux traumatismes, maladies, stress, pres- sions de la culture. Quant à décider qui doit tricoter, tisser et faire de la cui- sine... c'est la société qui assigne leurs rôles aux hommes et aux femmes.

Il n'y aurait donc plus besoin de marquer extérieurement l'un et l'autre sexe. Pourquoi ne pas tous se vêtir, se coiffer de la même façon ? Pourquoi recommander aux unes et interdire aux autres les jupes et le maquillage, par exemple ?

Conclusion apparemment logique, mais qui ne résiste pas à une réflexion anthropologique. Toutes les sociétés ont repris, marqué, « surchargé », la diffé- rence entre les sexes. La distinction masculin-féminin correspond à - mais ne coïncide pas avec - la distinction mâle-femelle. Au « destin » de l'anato- mie, pratiquement immuable, à l'excepti-

tion des transsexuels qui se font opérer - (mutiler ?) - s'oppose la remise en cause du destin social. On a prétendu que les femmes ne pouvaient être chirur- giennes parce que les menstruations les di- minuent dans leurs capacités. Absurdi- té ! Mais la limitation liée à la différence des sexes est inéliminable. On appartient à l'un ou l'autre sexe. L'autre de l'autre sexe paraît plus énigmatique que l'autre du même sexe. Saul Trésias, qui l'a payé cher, on ne s'en va pas dans son corps ce que l'autre éprouve. Le mystère suscite la peur et l'envie.

Certains - individus et cultures - cherchent à éradiquer tout ce qui leur rappelle en eux l'autre sexe, d'autre apparence à l'extérieur. Or le sentiment d'appartenance à un sexe se construit très tôt chez l'enfant. Vers dix-huit mois- deux ans, les bébés savent déjà s'ils sont filles ou garçons. C'est pourquoi l'idée d'un effacement de tout signe extérieur de différenciation sexuelle ne paraît pas heureuse. Il faut des points de repère qui permettent très tôt à chacun de se situer et de valoriser ce qu'il est.

Prétendre éduquer, comme quelques- uns, une société libre de toute distinction sexuelle n'est pas possible. Ce n'est pas bon. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut imposer ces différences sur un mode op- pressant, en interdisant à l'un ou à l'autre une activité qui lui plaît.

EVELINE LAURENT.

CHRONIQUES

HISTOIRE

Martin Luther et la fin des temps

Poursuivant une longue tradition schismatique, Luther — dont on fête le 500^e anniversaire de la naissance — a repris le discours de nombreux prédicateurs populaires sur la venue imminente du Jugement dernier et la chute de l'Antéchrist, incarné par le pape.

Le grand public cultivé français connaît surtout le Réformateur allemand sous les traits que lui a prêtés Lucien Febvre dans son livre *Un destin : Martin Luther* : celui du jeune moine révolté contre le mal et assoiffé de son salut, le découvrait enfin dans la méditation enflammée de la théologie paulinienne. Michelet avait proposé, au siècle dernier, une vue aussi passionnée mais différente de Martin Luther. Tiré essentiellement des fameux *Propos de table* recueillis par ses intimes, l'ouvrage qu'il lui consacra peint d'abord, dans le Réformateur saxon, l'homme d'un temps qui croyait aux sorcières et aux miracles, aux signes célestes et aux paroles prophétiques. Le christianisme qu'il prêcha ne pouvait donc, par définition, ressembler au nôtre (1).

L'action diabolique du pape

Il s'enracina, en revanche, dans la tradition eschatologique de l'enseignement de Jésus. On connaît cette préoccupation angoissée des Évangiles synoptiques pour la venue du Jugement et le Jour du Seigneur. Elle succédait d'ailleurs à une longue attente du mysticisme populaire en milieu juif. Elle transforma les premiers apôtres en ardents guetteurs de Dieu, jamais las de scruter l'annonce de son retour. En ce sens, l'Apocalypse méritait bien de clore la Révélation chrétienne, puisque ses étranges visions débordaient avec précision cette fin des temps à laquelle ne peut qu'aspirer le fidèle.

On sait que, selon un mot célèbre, alors que l'on attendait le Christ, on eut l'Église. Mais celle-ci compta toujours, parmi les siens, de simples prophètes ou de subtils commentateurs impatientes d'annoncer à tous la prochaine venue du Jugement. Les historiens en ont relevé depuis longtemps les nombreuses traces, en Occident, au cours de la période médiévale. Tout se passe comme si elles se pressaient davantage, à partir du treizième siècle, sous le poids des difficultés économiques et sociales ou de la montée des schismes et des hérésies (2).

L'Europe centrale, en particulier, se remplit, au quatorzième siècle, de ces « fanatiques de l'Apocalypse ». Ils assurèrent à la révolution hussite, en Bohême, son dynamisme idéologique et sa violente tension contre les abominations romaines de la Grande Prostitution. Par la suite, les foules et les intellectuels germaniques virent volontiers, jusqu'en 1500, le monde contemporain comme un univers lézardé, seulement bon à recueillir, pour être bientôt, le châtiment qu'il avait mérité. Autour d'Albert Dürer, admirable illustrateur de saint Jean, les peintures allemandes, en particulier, se firent alors les porte-parole inspirés de ces convictions prophétiques.

Martin Luther révolutionna moins l'Europe de son temps par la théologie qu'il lui exposa que par l'écho qu'elle rencontra au sein des passions populaires. La tension eschatologique eu constituait un des éléments essentiels, notamment dans le Saint-Empire, pour des raisons à la fois religieuses et politiques et conformément à une longue tradition historique. Le moine saxon ne put donc qu'enthousiasmer les masses lorsqu'il redécouvrit, dès 1518, dans la papauté, l'Antéchrist dénoncé dans la Bible. Grâce à la force naissante de l'imprimerie et à l'organisation de l'atelier de Lucas Cranach, des milliers d'images de propagande allaient bientôt répandra, auprès des fidèles, cette accusation si souvent excessive (3).

Elles le firent avec la grossièreté, voire l'obscénité, dont le Réformateur allemand ne se départit jamais complètement. Il est vrai que les révolutionnaires ont rarement le temps d'être polis. Ceux du seizième siècle se hâtaient d'annoncer aux foules la proximité de l'heure du Jugement, qui surviendrait enfin après la déconfiture de l'allié de Satan, heureusement désigné à tous. Il est probable que l'Église luthérienne fut d'abord fondée pour organiser les fidèles dans l'attente, forcément brève, de cet événement imminent. Elle ne faisait en cela que retrouver les premières démarches du christianisme antique.

Le temps de l'histoire se trouvait en effet, aux yeux du moine saxon, aussi court qu'avait été étroit, pour Christophe Colomb, l'espace terrestre. Ces deux lecteurs de la Bible se satisfaisaient de l'univers limité et, somme toute, provincial décrit par le Livre saint. Martin Luther, de plus, assignait, comme la plupart de ses contemporains, la responsabilité principale de l'évolution historique à l'action diabolique, mystérieusement permise par Dieu. Cet ennemi du pape, des juifs et des Turcs scrutait d'abord, dans le ciel, les signes surnaturels d'une grande colère et de prochaines catastrophes.

Il exprimait d'ailleurs par là moins une peur qu'une espérance. Un des plus curieux et puissants ingrédients du christianisme a, en effet, toujours consisté à mêler étroitement ces deux sentiments. La religion de l'Occident a ainsi constamment poussé ses tenants les plus passionnés à pronostiquer d'immenses désastres pour mieux se promettre de merveilleuses délivrances. L'activisme des réformateurs et de leurs émules fut, à cet égard, une des plus remarquables productions de ce mécanisme intellectuel. Radicalement pessimistes sur le passé de l'Église (ses bienheureuses origines mises à part), condamnant entièrement sur son présent institutionnel, ils réservaient leur optimisme à ne pas croire à l'avenir qu'ils appelaient de leurs vœux avec l'inquiétante impatience du militant.

Le bonheur des ressuscités

Le réveil eschatologique de la fin du Moyen Âge et de la Renaissance fournit sans doute à la révolution religieuse du seizième siècle ce dont elle avait le plus besoin : la justification idéologique d'une tournure d'esprit. C'est la haine du mal et de ses suppôts qui permet, lors de pareils soubresauts, le rassemblement des bons et assure sa durée. Obsédé, dans ses cauchemars, par les perspectives funestes de la fin du monde, angoissé à l'idée de la possible transmutation de l'Elbe en un sinistre fleuve de sang, Luther pouvait pourtant se réjouir en constatant le prochain bonheur des ressuscités aux délices d'une aube printanière. Il mourut dans la double illusion que la société corrompue du capitalisme naissant allait bientôt disparaître et que, dans un univers nouveau et enfin juste, les hommes, délivrés de l'animalité, pourraient se livrer simplement à un jeu éternel.

Après avoir, le docteur de Wittenberg avait sans cesse vécu son combat à l'ombre de ces certitudes. Au début des années 1520, un de ses pamphlets fit, par exemple, figurer, parmi les signes du prochain Jugement, l'apparition, à Rome, d'un monstre à tête d'âne et corps de femme. Au même moment, ses sermons ne manquèrent pas de relier la conjonction planétaire, prévue pour 1524, à un ébranlement céleste qui servirait de prélude à l'imminente fin des temps. Sceptique à l'égard des raisonnements astrologiques, Martin Luther ne pouvait en revanche, comme ses contemporains, dédaigner les prodiges de la magie naturelle qu'il mettait au service de sa ferveur religieuse. Pieux admirateur de l'alchimie, il vantait, dans le feu de l'ambuscade, séparant l'esprit de la matière, le symbole de l'ultime résurrection.

Le fondateur de la Réforme n'eut rien d'un millénariste, éperdu, comme tant de ses rivaux anabaptistes, dans la préparation forcée du règne terrestre des purs. Mais il partageait avec eux la conviction d'être protégé par Dieu en sa lutte contre l'Antéchrist, et d'avoir part tout affaire à Satan en ces derniers jours de l'humanité. Après tout, d'ailleurs, les moines espagnols qui procédaient, au même instant, à la conquête spirituelle du Mexique ne pensaient-ils pas également hâter singulièrement la venue du bienheureux Jugement en avançant la chute de Babylone ? Cette dernière aspiration fut au cœur du Luther de quarante ans, attentif observateur de la marche des éléments ou de la situation politique. Dressé contre les paysans allemands révoltés, il ne vit en eux qu'une marque supplémentaire de la colère céleste. A la mode des prophètes, il passa dès lors sa vie à se lamenter, avec une

sombre défection, sur les désastres contemporains, qui confirmaient son attitude eschatologique.

La prolifération des maladies ou des hérésies, les menaces de guerre ou les apparitions célestes, suffirent longtemps à le persuader qu'il ne terminerait pas sa traduction de la Bible avant l'effondrement de l'univers. Zébré de flammes, celui-ci craquait de toutes parts comme un édifice irrémédiablement lézardé. Le souvenir des avertissements du Christ transformait en message d'espoir cette sensation d'écroulement, puisqu'il conduirait forcément à l'édification d'une nouvelle Jérusalem. Les protestants interprétaient en ce sens les tragédies contemporaines, signes d'un assaut diabolique qui ne pourrait qu'avancer, en ce déchirement du monde, la date du Jour du Seigneur.

Cette intense aspiration luthérienne, forme éminente de l'immense confiance en Dieu propre au Réformateur, s'enracina à la fois dans la contemplation fascinée des forces démoniaques et dans la méditation passionnée des prédictions bibliques relatives à la chute inévitable de l'Antéchrist. Le docteur saxon conservait ainsi dans sa bibliothèque, rédigée par lui, la confirmation écrite de ce pronostic, plus sûr que celui des écoliers. Il lui arriva sans doute de se moquer de telle annonce, trop hâtive et vite démentie, de la prochaine fin des temps. Mais, ayant situé lui-même son action dans l'éblouissement de cette attente, il n'en disparait pas moins en prévenant ses compatriotes que l'ultime châtiment allait bientôt les frapper.

Les effets thérapeutiques de la haine

Comme lui, les premières générations réformées, à l'image du christianisme antique, assignaient une durée très brève à l'histoire qu'il leur restait à vivre. Leur puissant activisme fut inséparable de cette conviction erronée. C'est que l'heure exacte du dernier jour constituait alors une préoccupation quotidienne comme l'objet des rêves ou des entretiens des contemporains. Les certitudes de la théologie et celles de la science leur avaient appris à se préparer à cette dernière libération, plus collective encore qu'individuelle. Les protestants du seizième siècle, grâce aux effets thérapeutiques de la haine, éprouvèrent siirement un immense soulagement en identifiant ce moment béni à l'écroulement du monde romain. Ils n'en travaillèrent que davantage, naturellement, à le hâter. Martin Luther put donc se détacher de la mort providentielle des papistes, car elle annonçait, parmi bien d'autres signes plus épouvantables, la nécessaire et prochaine transformation du monde. Elle devait prendre la forme, aux yeux de ses fidèles, d'un ultime incendie, dû aux agents de la persécution démoniaque, mais préparant au futur triomphe des saints. La Réforme fonctionna par là, jusqu'à la fin du dix-septième siècle, comme la réanimation de la tradition prophétique en l'attente d'une rénovation universelle. Ce sentiment d'être ailleurs éternellement répandu chez ses pères ennemis.

Il ne prit fin qu'au terme des guerres européennes de religion, qui sonnèrent le glas de pareilles espérances idéologiques. La révolution chrétienne des temps modernes n'avait en effet abouti qu'à l'enracinement et au durcissement d'Églises rivales, incapables de se convaincre comme de se détruire. Si Luther était mort persuadé que l'histoire des hommes ne se prolongerait pas au-delà de 1650, ses successeurs durent bien, après cette date, composer avec le réel et reculer l'heure des derniers jours.

Ce ne fut pas sans doute un hasard si cet apaisement eschatologique coïncida, au sein de l'élite occidentale, avec la fin de l'ancienne conception magique du monde et les conquêtes de la raison critique et de l'esprit scientifique. Nous savons bien que celles-ci n'empêchèrent jamais l'apparition de nouvelles utopies. Mais elles seront désormais, irrémédiablement, désacralisées. En ce sens, et n'en déplaise à tant d'historiens fascinés par la personnalité du moine saxon, Martin Luther se situe moins aux origines de la modernité qu'au cœur de la longue durée des réformes populaires allant de Jean Hus à Olivier Cromwell : leur rêve essentiel concerna certainement plus la réalisation de la nouvelle Jérusalem que celle du salut personnel des fidèles (4).

JACQUES SOLÉ.

(1) La meilleure introduction en français à la personnalité de Luther demeure peut-être la reconstitution de ses Mémoires, par Michelet, en 1837. Cf. aussi l'ouvrage de *Prophetes de la Bible* de Charles de Meilhet, 2 vol., 1933.

(2) Voir Norman Cohn, *Les Fanatiques de l'Apocalypse* (qui vient d'être réédité chez Payot) ; Margot Reeves, *The Influence of Prophecy in the Later Middle Ages*, Oxford, 1968.

(3) Cf. Howard Kunitzky, *A History of the Hussite Revolution*, Berkeley, 1967 ; Hartmann Grunz, *Martin Luther, 1517* ; Willrich Penzler, *Die Grosse Wende*, Hambourg, 1948.

(4) Nous avons présenté cette interprétation dans les *Mythes chrétiens, de la Renaissance aux Lumières*, Albin Michel, 1979.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

FAUT-IL SUPPRIMER LE



Jeunes face à la crise : les déclassés volontaires
La rentrée dans le supérieur

pour un autre tourisme

Le nouveau magazine de voyage (60 F pour 6 Numéros)
avec Pierre BOULLE, SHANGHAI, Claude SAUVAGEOT, BANGKOK, Alain FAUJAS, le TIBET, J.-P. RAPP, le MAROC, etc.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR - MENTON
Hôtel CÉLINE-ROSE
57, avenue de Sospel, 06500 Menton.
Tél. (93) 35-74-69 - 28-28-38.
Chères 11 cdt, calme et soleil, cuisine, piscine, jardin. Pension complète autonome-hiv. 83-84 : 152 à 172 F T.T.C.

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA
Produit naturel de renommée mondiale.
Catalogue et tarif M gratuits.
Demande à ST-HELOISE, BP 37
SALON-DE-PROVENCE, 13632 Cedex.

FOIE GRAS DE CANARD
CONFIT DE CANARD
Produits préparés selon les meilleures recettes
légendaires. Doc. et tarif sur demande :
L. MURAT à Bollène, 40410 Phos
Tél. : (84) 01-71-07 ou 01-71-06

FOIE GRAS M-CUT
TERRINE DE FOIE GRAS FRAIS
BLOC DE FOIE GRAS
OIE ou CANARD
de 70 g à 980 g net
LA MAISON DE CADEILLAN
32220 LOMBEZ (GERS)
(62) 62-43-51

Vins et alcools

CHATEAU DU VERGEL
Grand cru Minervois
Direct du vigneron au consommateur
Bernard MAZARD, 1129 CINESIAS
Vins de SANCERRE A.O.C.
Bernard BONNARD, viticulteur,
Les Chailloux, Rio de Chavignol,
18300 SANCERRE. Tarif sur demande.

VINS DE BOURGOGNE - Demandez tarif
appelé à J.-C. BOISSET, viticulteur
flamand, 21700 Nuits-Saint-Georges.

CHATEAU LA TOUR DE BY
Cru Grand Bourgeois du Médoc
Bégadan, 33340 Lesparre Médoc
Tél. : (84) 41-80-03
Documentation et tarif sur demande.

Château Marquisat de Bine
Montagne Saint-Émilion
Mise en bouteilles au Château
Documentation et tarif sur demande
33570 PARSAC
Commande urgente : (1) 723-69-69

GRANDS VINS DE BORDEAUX
A.O.C. FRONSAC - TARIS
GUILLLOU-KEPNER, Propriétaire
CHATEAU LES TROIS-CROIX, 33120 FRONSAC
Se recommander du journal

Découvrez un HAUT-MÉDOC
LE CHATEAU DILLON
Vente directe - Prix franco
LYCÉE AGRICOLE, DÉPARTEMENT
33290 BLANQUEFORT - Tél. 35-02-27

CHATEAU ANRICHÉ - CÔTES D'OR
VIGNOBLES MICHEL PION
HAUX 33550 LANGOIRAN
Tarif 16 F départ, rouge 81.

1^{er} CRU SAUTERNES
« LA TOUR BLANCHE »
École de viticulture et d'œnologie
BOMMES
33210 LANGON - (56) 63-61-55.

CAMPAGNE 1977 Supplément
La bouteille : 55 francs T.T.C. franco à
partir de 15 bouteilles. Tarif spécial par
quantité C.E. (Comité d'entreprise).
BON DON Jean-Luc, récoltant
51260 REUIL, Epervay, C.C.P. Chalon
1846-68 B. Tél. (26) 50-32-10.

VINS VINS D'ALSACE médailles
Charles SCHLERET, propriétaire-
viticulteur à 68230 TURCKHEIM.

CRUS du BEAUJOLAIS
BROUILLY - COTE de BROUILLY
MOULIN A VENT - Médailles d'or.
Vente directe - Prix franco.

Benoît TRICHARD & FILS
VITICULTEURS-EXPORTATEURS
69630 OZENAS (74) 03-40-87.
PORT GRATUIT pour la FRANCE
à partir de 360 BOUTEILLES

BEAUJOLAIS-VILLAGES, Expéd.
direct propriété R. MARTIN et Fils
Viticulteurs à Fy-de-Bulliat
69430 RÉGNIE-DURETTE.

Direct propriété
BORDEAUX A.O.C.
CHATEAU GÉNISSE
Sables-Gervais-de-Gervais
33400 ST-MAICRE, Tél. (56) 63-71-81
12 b. assemblés 1972 à 1982.
FRANCO T.T.C. : rouge, 345 F ; blanc et
rouge, 290 F. Tarif détaillé sur demande.

CLOS LABARDE
CHATEAU TOUR DE BARDES
ST-ÉMILION GRAND CRU
J. BAILLY
Propriétaire-récoltant
« BERGAT », 33330 ST-ÉMILION
Tél. : (57) 74-40-26
Documentation et tarif sur demande

MERCUREY vente directe propriété
12 bott. 1980 A.O.C. 348 F T.T.C. franco dom.
Tarif sur demande. Tél. (85) 47-13-94
Louis MODERN, viticulteur - 71390 MERCUREY

90 MÉDAILLES
Château Saint-Estève
GRAND VIN - COTES-DU-RHÔNE
Médailles 1982 vins rouges, rosés, blancs
Vin vieux de Syrah
Documentation et tarif (42) sur demande.
FRANCAIS Père et Fils
Propriétaires-Récoltants
Uchaux, 34100 Orange. Tél. : (84) 24-34-04
(Se recommander du J. Miroir)

Le Monde

NOUVELLE

L'homme qui mourut deux fois

PHILIPPOS DRACODIDIS

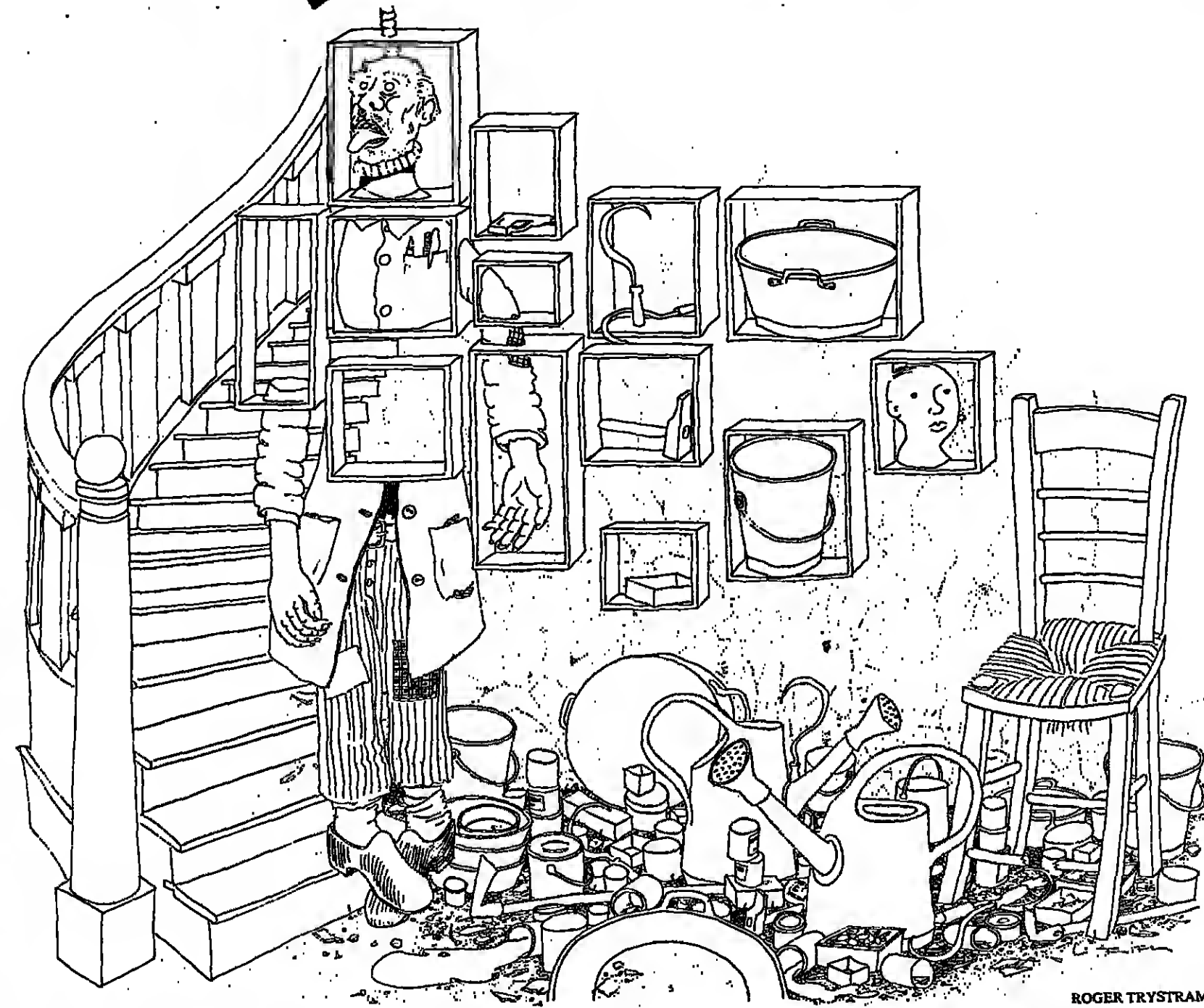
SA maison, héritée de feu son père — un brave homme qui l'avait bâtie à la sueur de son front, — se trouvait juste en face de chez Grand-Mère. On y voyait, tout comme chez Grand-Mère, un escalier de marbre menant au premier étage, mais plus étroit, tout droit, placé de côté, laissant la place à droite pour une boutique — une haute porte en bois, barrée d'une grosse tige de fer avec des cadenas aux deux bouts. Le matin, la porte s'ouvrait, les battants se rabattaient vers l'intérieur, et notre voisin Gavrielis sortait sur son perron les sacs de couleurs, les rouleaux de cordages, les boîtes en fer-blanc et les arrosoirs en zinc. Voilà ce qu'il vendait.

Il traînait une chaise derrière cet étalage, s'asseyait et attendait les clients. Il craignait, disait-on, de se faire voler par un passant, ou que des gendarmes ne viennent renverser son tas de boîtes : cela s'était produit, jadis, et après tant d'années il ne pouvait l'oublier. « Il est bon d'être sur ses gardes ». Par tous les temps, il restait sur sa chaise, recroquevillé, le regard inquiet, les mains dans les poches de sa blouse bleu sombre. Au-dessus de sa tête pendaient des seaux, des bidons, des assiettes, des serpettes, il y avait même des rayonnages avec des pièces de toile à voile et des boîtes de peinture de luxe.

C'était, disait-on chez nous, un « commerce invisible ». Car le client, une fois le seuil franchi, disparaissait dans l'intérieur obscur de la boutique, on ne pouvait donc pas mesurer l'affluence ou suivre les conversations, et l'on ne pouvait croire qu'une aussi humble marchandise puisse faire vivre une famille entière : Gavrielis, la femme de Gavrielis et trois enfants. Il y en avait deux à lui et le troisième à sa sœur, qui avait fait l'école dentaire dans la capitale, une très jolie fille, une vraie Sainte Vierge : à son retour, elle était entrée comme auxiliaire à l'hôpital, et c'est là que l'avait séduit un médecin, une bonne arrivée, marié, qui après l'avoir mise enceinte lui avait payé un logement, lui promettant de quitter sa femme, de divorcer, et la pauvre avait cru qu'en gardant l'enfant elle le pousserait à se décider, à concrétiser sa promesse, et cette croyance l'aidait à endurer le mépris des gens, jusqu'au jour où elle accoucha d'un garçon, et notre homme se mit à trouver des échappatoires, à l'accuser, la rabrouer.

La jeune femme tomba dans le désespoir, trouva un pistolet, se suicida, et quelques jours plus tard vint la déclaration de la guerre, et le suborneur parut pour le front où il fut tué pour la patrie, en première ligne, dit-on, dans de rudes combats. C'est ce qu'on raconte ici ses amis. Qui peut dire si c'est vrai en plus. Donc il est mort le salaud, il promettait tout le temps de reconnaître le bâtard, qui sait s'il y pensait pour de bon. L'enfant étant à la rue, c'est Gavrielis qui l'a pris, un enfant qui lui ressemblait beaucoup, et à la défunte sœur aussi, une fille très bien, mais qui n'avait pas eu le temps de sortir du coucou : elle est morte sans avoir mûri, dommage, une fille si belle !

Quant à Gavrielis, il n'était pas du genre liant. A cause de son mauvais bras — le droit, — il n'avait pas fait l'armée. On le traitait même d'« idéaliste », ce qui désignait pour nous les personnes aux sensibilités singulières.



ROGER TRYSTRAM

En plus, il avait épousé une pauvre fille, maigrichonne, pâlichonne, qui toussait sans arrêt comme si la phthisie la rongait, mais c'était plutôt une toux nerveuse à en juger par le bruit : elle ne supportait pas les odeurs de peinture, pas question d'aider son mari dans son travail, elle s'occupait de sa maison et de ses enfants, quand elle sortait dans la rue, les gens faisaient : « Tiens, tiens, tiens ! » tout étonnés, comme s'ils voyaient une inconnue. Elle allait à pas lents, en se dandinant, à tout moment elle semblait prête à trébucher, à s'affaler sur le pavé.

Elle entrait dans les épiceries, chez les marchands de légumes, la voix pointue, le museau en avant, ses lèvres rouges vif semblaient peintes, elle sortait sa petite bourse et se donnait beaucoup de mal pour payer, évitant les regards, hésitant à donner un billet, comptant sa ferraille pour voir si elle avait assez. N'étant jamais entrée dans un magasin de nouveautés, elle portait encore de ces longues jupes, de ces chaussures aux larges talons, quant aux bas Nylon elle devait ignorer ce que c'était.

Une fois lestée de ses achats, elle rentrait chez elle d'un pas plus égal. Elle montait lentement l'étroit escalier de marbre, elle semblait fatiguée, halelante. Et vous disaient qu'elle allait mourir bientôt. Et certains se demandaient comment elle avait résisté à la naissance de deux enfants. De telles femmes sont justes bonnes à faire des fausses couches... Et ceux de sa famille, les frères, les sœurs, les parents, disaient qu'en effet, elle était déjà comme ça dans son enfance, mais que ces derniers temps ça devenait grave. De passage dans le quartier ils venaient la voir cinq minutes, ils avaient l'air d'éviter son mari, c'étaient de ces paysans à la tête dure, des réactionnaires.

Et quand le soir tombait, Gavrielis ramassait les sacs de couleurs, rentrait avec son bidon en fer-blanc et ses arrosoirs en zinc, poussait vers le fond les rouleaux de cordages, barricadait sa boutique et remontait lentement chez lui par l'étroit escalier de marbre, laissant sa blouse bleu sombre accrochée au elou sur le battant droit de la porte.

Et l'on voyait ses vêtements usés, rapiécés, mais propres. Et la maison restait muette et obscure, aucune lampe ne s'allumait, comme s'ils se déplaçaient là-haut à l'aveuglette, à tâtons.

Les enfants, c'était la même chose : renfrognés, silencieux, mal vêtus, tenant mal sur leurs jambes, et incolores. Le bâtard lui aussi semblait déprimé. Il avait de grands yeux, une beauté frappante ; il avait grandi, l'an prochain il irait à l'école. Les deux autres avaient les sourcils qui se rejoignaient et l'air apeuré. Pourtant, les voisins disaient toutes qu'on les entendait rire et jouer. Ils se disputaient souvent, ils geignaient, puis ils se calmaient d'eux-mêmes, sans que leur mère paraisse intervenir. Tout cela si habituel, donnant si peu de prise aux rumeurs, à de nouvelles médisances, que c'était comme une histoire nublée, poussiéreuse, hors de portée.

Bientôt — les enfants allaient déjà à l'école, où ils subissaient des moqueries et des coups, — on se mit à entendre des cris perçants, comme ceux que poussent les souris. C'était sans doute la femme de Gavrielis qui faisait une crise, et son mari abandonnait sa boutique, il montait l'étroit escalier de marbre, vêtu de sa blouse bleu sombre, et l'on entendait bientôt quelqu'un tousser, des conversations étouffées, une porte qui claquait, un volet qu'on fermait, un rideau tiré brusquement, chassant l'odeur du dîner qui cuisait sur le fourneau, et Gavrielis sortait de sa maison, descendant lentement l'étroit escalier de marbre et retrouvait sa boutique, sa chaise derrière l'étalage.

On entendait de nouveau la même chose tard dans la nuit, à l'heure où les rues sont vides, où chacun regagne son lit. Et c'était comme une querelle, comme une maladie, comme une bataille avec des esprits, ceux qui se glissent par les fentes et mettent la maison sens dessus dessous, et qui versent de l'huile par terre, provoquant glissades et catastrophes. Des chiens aboyaient, signe que la mort tournait dans les parages, agacée de ne pouvoir faire son travail, mais tenace. Les curieux se débrouillaient pour approcher les enfants et leur demander ce qu'ils savaient, mais ils n'en tiraient aucune réponse

qui vaille, sans doute qu'ils dormaient profondément, la maison était grande et les portes des chambres épaisses, le tapage avait lieu du côté de la cuisine, vers la ruelle, loin des murs où l'on peut coller son oreille, saisir quelques mots et fabriquer sa propre histoire, sa propre vérité.

Et il y eut des jours où la boutique de Gavrielis resta fermée le matin. Et il y eut d'autres jours où Gavrielis ne parlait à personne, et sa femme passait, jaune, échevelée, en direction des épiceries et des marchands de légumes. Et les enfants continuaient d'aller à l'école, ils ne savaient rien, vraiment rien. Ils étaient seulement plus pâles et comme ensommeillés — on avait dû leur donner du pavot pour qu'ils n'entendent pas, — et le bâtard était d'une beauté diabolique. Il vous prenait une envie de le tuer.

C'EST alors, on ne sait comment, que se mit à circuler soudain cette histoire, comme quoi l'enfant était le fruit de l'inceste, de l'union charnelle illégitime entre Gavrielis et sa sœur, chose qu'avait bien voulu dissimuler, pour des motifs humanitaires, le défunt médecin, mais qui avait conduit la dévoyée au suicide. Ainsi tous les indices bizarres se recoupaient : la jeune fille recevait au beau milieu de la nuit la visite de son frère, le médecin n'était à l'hôpital que depuis huit mois, personne ne l'avait vu parler ou agir de façon révélatrice avec la défunte, c'est Gavrielis qui payait le loyer de sa sœur, c'est lui qui l'avait logée, le dépeçage de sa femme ne pouvait s'expliquer autrement. Quant à lui son ombre ne pouvait venir que de sa mauvaise conscience, la femme du médecin disait que son défunt mari n'avait jamais admis avoir des relations avec la défunte, cette courreuse. Et enfin, ce bâtard, plus il grandissait, plus il ressemblait à Gavrielis, les anciens se le rappelaient ainsi, pareillement beau, mais il était tombé de son âge et depuis lors il avait ce mauvais bras, ce dos tordu, il était devenu solitaire, misanthrope, soupçonneux, chicanier, idéaliste.

Cette histoire prit bientôt de l'importance, c'étaient là des années difficiles,

et les gens saisisaient la moindre occasion. Ce fut un vrai tollé, et les dieux se couvrirent, il y eut des pluies de boue et l'on entendit en chaire des sermons contre l'adultère, on fustigea les relations illégitimes, on lapida le bâtard, coupable d'être beau, en plein milieu de la grand-place, on le transporta d'urgence à l'hôpital, et Gavrielis avait fermé sa boutique, il restait jour et nuit à son chevet, l'air frondeur, les habits trop larges pour son corps, avec de nouveaux rapièges aux coudes, les racines de ses ongles irisées par les couleurs des poudres et les pupilles noires comme la nuit, comme l'enfer, les mots se nouaient dans sa gorge et ne sortaient pas, ils se détachaient de sa bouche en lançant des étincelles, et son pantalon derrière se renflait comme s'il enroulait là-dessous sa queue, une queue de diable, ses oreilles s'allongeaient et s'élevaient, tout son corps sentait le soufre, tout son corps sentait la peinture brûlée, plus tard il sentait la chaux, comme s'il avait cherché à se laver de sa puanteur.

Son âme entière était le siège d'émanations insupportables, son mauvais bras s'était raccourci tandis que l'autre s'allongeait, descendant plus dessous du genou et semblait prêt à empoigner la terre, pour s'assurer, le misérable, que le sol n'allait pas s'envoler et l'engloutir. Il avait perdu ses cheveux, et sur son front nu commençaient à pousser des cornes ; les infirmières craignaient d'entrer dans la salle, les médecins le bouspillaient pour qu'il s'en aille, ce salaud, ce débauché, ils le houspillaient pour qu'il prenne son bâtard et qu'ils aillent se faire pendre ailleurs ; tous les malades à l'hôpital avaient un poids sur la poitrine, hurlaient dans leur sommeil et ne guérissaient plus guère : voilà ce que provoquait par sa seule présence l'enfant à la beauté diabolique, dont Gavrielis était protecteur et gardien.

Et l'on prévoyait des interventions — autorités, maréchaussée, corps de sécurité. Alors Gavrielis fit se lever l'enfant, personne ne les vit s'en aller, ils avaient dû sauter par la fenêtre et toutes les rues de la ville empestèrent.

(Lire la suite page XIV.)

Le général Nemeiry
président du Soudan
en visite à Paris

M. E. E. E.
à Paris

les
c

les
c

Voy

N

La
"Eviden

"Le cho
"La pre
ou disc